

# Master in Advanced European and International Studies

Mediterranean Studies

# Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers Monsieur Ayhan KAYA, mon directeur de mémoire, pour ses conseils éclairés et son soutien constant tout au long de l'élaboration de ce mémoire. Ses remarques critiques et ses suggestions ont grandement enrichi mon travail de recherche.

Mes sincères remerciements vont également à tous les professeurs et intervenants du Centre International de Formation Européenne, qui m'ont permis d'acquérir des connaissances indispensables au cours de cette année. Je souhaite particulièrement remercier Monsieur Jean-Claude VEREZ, directeur de la filière Méditerranéenne, et Madame Marilena DEL TOGNO, responsable de la scolarité de cette même filière, pour leur soutien tout au long de l'année scolaire.

Par-dessus tout, je souhaite exprimer ma profonde gratitude envers mes chers parents et mon petit frère Antoine, pour les encouragements constants et l'affection inconditionnelle qu'ils m'ont donnés et qu'ils continuent de m'offrir au quotidien. Leur présence est pour moi un pilier essentiel sans lequel je n'aurais pu accomplir tout ce que j'ai réalisé jusqu'à présent.

Enfin, je remercie chaleureusement mes colocataires, Iman Albertini et Julia Devolder, mes compagnes de vie durant cette année scolaire, pour leur sincère amitié, leurs encouragements et leur soutien sans faille. Mille mercis également à tous mes camarades de classe de la filière Méditerranéenne, avec qui j'ai eu la chance de partager ce parcours extraordinaire et qui resteront gravés dans ma mémoire.

À toutes ces personnes, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude sincères.

# Table des matières

Remerciements	1
Table des matières	2
Chapitre 1	4
Introduction	4
Question de recherche	6
État de la littérature	8
Soft Power	8
La diplomatie publique	. 10
La diplomatie culturelle	11
Le soft power turc	. 13
L'aide humanitaire	13
L'éducation.	. 14
L'institut Yunus Emre	15
La fondation Maarif	. 16
Les productions télévisuelles turques	16
La religion	. 18
La politique étrangère de la Turquie	. 20
Méthodologie de recherche	. 22
Intérêt du sujet et structure du mémoire	23
Chapitre 2 : Les fondements et l'évolution des relations entre la Turquie et l'Asie	
centrale turcophone dans le cadre du panturquisme	
La transformation de la turcité en idéologie	
Qu'est ce que la turcité ?	
Les langues turciques et la géographie du monde Türk	
La dimension historique de la turcité	
L'émergence du panturquisme comme revendication identitaire	
L'émergence du panturquisme au sein de l'Empire russe	
Le panturquisme au sein de l'Empire ottoman	
L'évolution du panturquisme à l'ère républicaine en Turquie	. 37
Le panturquisme dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale et la Guerre Froide	. 40
La chute de l'URSS et la redécouverte du panturquisme	
Réorientation de la politique étrangère turque et proposition d'un "modèle turc"	
Les limites du modèle turc en Asie centrale dans les années 1990	

Un panturquisme culturel après 1991 ?	51
Conclusion du Chapitre 2	54
Chapitre 3 : Les domaines d'action de la diplomatie culturelle turque en Asie ce turcophone depuis 1991	
La diplomatie éducative	
Bourses et programmes d'échanges universitaires	57
Les universités turco-centrasiatiques	60
L'institut Yunus Emre (YEE)	62
La diplomatie culturelle et religieuse	63
L'Organisation Internationale de la Culture Turque (TURKSOY)	64
La Diyanet comme représentante de la diplomatie religieuse de la Turquie	68
L'aide humanitaire et l'encadrement des communautés apparentées	71
La Présidence de l'Agence de Coopération et de Coordination Turque (TIKA	.)71
La Présidence pour les Turcs à l'Etranger et les Communautés Apparentées ( 74	YTB)
Les diplomatie médiatique	77
La Société de Radio-télévision turque (TRT)	78
L'agence de presse Anadolu (AA)	80
Les productions télévisuelles turques	81
Conclusion du Chapitre 3	83
Conclusion générale	86
Bibliographie	91
Sitographie	112
Glossaire des abréviations	116

# **Chapitre 1**

# Introduction

La dissolution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en 1991 marque la fin du monde bipolaire de l'après-guerre. Cet évènement symbolise la victoire du modèle capitaliste sur le modèle communiste de l'URSS, consolidant ainsi l'hégémonie du bloc de l'Ouest sur le reste du monde. De l'éclatement de l'Union soviétique naissent 15 jeunes républiques indépendantes, désireuses d'obtenir une véritable souveraineté et en pleine quête identitaire, après des décennies de domination soviétique. Parmi ces 15 républiques se trouvent 5 républiques dites "turcophones", "turciques" ou "Türk" : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan.

La disparition de l'Union soviétique constitue un bouleversement important pour non seulement l'ordre mondial et régional, mais également pour la politique étrangère de la Turquie. Pour la première fois, Ankara se détourne de son orientation traditionnelle axée sur l'Ouest, au profit d'un nouvel intérêt envers l'Est. Ce changement de cap contraste avec le précepte kémaliste selon lequel "les Turcs ont toujours progressé de l'Orient vers l'Occident" (Balci, 2005, 297).

Bien que la nation anatolienne n'avait pas manifesté un intérêt significatif envers les républiques turcophones d'Asie centrale<sup>1</sup> ni cherché à établir des rapprochements politiques avec celles-ci, des penseurs tatares, criméens et turcs réfléchissaient déjà à la possibilité de la création d'une union Türk vers la fin du XIXe siècle. Cette fin de siècle voit ainsi l'émergence du panturquisme; un mouvement idéologique basé sur la volonté de rassembler toutes les populations turcophones sous une même entité, basée sur les similarités linguistiques, historiques et culturelles les unissant.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Lorsque nous nous référerons à l'Asie centrale turcophone, nous incluerons également l'Azerbaidjan, bien que cette nation soit située dans le Caucase du Sud. Ainsi, dans cette étude Asie centrale turcophone comprend le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et l'Azerbaïdjan.

Avant la dissolution de l'Union soviétique, le panturquisme, à l'ère républicaine, était surtout associé aux revendications irrédentistes de la droite nationaliste turque, visant à former un bloc turcophone réunissant tous les peuples türks, dans le dessein de libérer ces "états frères" de la tutelle soviétique sous laquelle ils étaient considérés comme retenus contre leur gré. Néanmoins, ces discours nationalistes et panturquistes sont réprimés sous l'administration kémaliste, ne s'inscrivant pas dans les motivations politiques de la Turquie de l'après-guerre. Durant cette période, le pays préférait se tourner vers l'Occident et promouvoir le développement humain et économique du pays suite aux conséquences désastreuses de la Première Guerre mondiale, par le biais d'une politique étrangère prudente intégrant le principe kémaliste de la non-intervention au-delà des frontières nationales.

L'accession au pouvoir de Turgut Özal le 9 novembre 1989, coïncidant avec la chute du mur de Berlin et le déclin de la puissance de l'Union soviétique, modifie les priorités de la Turquie en matière de politique étrangère. La dissolution de l'Union soviétique en 1991 a complètement modifié le rôle de la Turquie aux yeux du monde occidental. Elle évolue ainsi d'un statut d'acteur majeur et d'allié incontournable, dû à sa position géographique stratégique qui lui conférait le rôle de « rempart » contre la menace soviétique et de protecteur de l'Occident, à un statut d'acteur secondaire suite à la dissolution de l'URSS. Les préoccupations de la Turquie sont d'autant plus vives que la candidature du pays à la Communauté Économique Européenne (CEE) a été rejetée à deux reprises, en 1987 et en 1989. Aux yeux des dirigeants turcs, il est nécessaire de rechercher une solution permettant au pays d'augmenter sa puissance sur la scène internationale. Ainsi, le déclin de l'Union soviétique en 1991 et l'ouverture d'une nouvelle perspective centrasiatique représente, pour la politique étrangère de la Turquie, une opportunité en or que le Premier ministre Süleyman Demirel qualifie de "chance qui se présente pour la première fois depuis 400 ans" (Pahlavi, 2002, 248) devant l'Assemblée Nationale turque (Türkiye Büyük Millet Meclisi, TBMM), le 1er septembre 1991, avant même que l'URSS se désintègre.

Cependant, les aspirations d'Ankara visant à renforcer son influence régionale en Asie centrale sont largement déçues. La Turquie, surestimant ses moyens, n'avait ni les capacités financières suffisantes ni la légitimité nécessaire à l'accompagnement de la transition économique et politique des républiques post-soviétiques. Par ailleurs, étant donné que les promoteurs du panturquisme étaient essentiellement des personnalités adhérant à la droite nationaliste turque, les dirigeants de la Turquie étaient mal informés sur la situation réelle des pays turcophones d'Asie centrale. Leur discours apparaît très rapidement comme ayant une connotation irrédentiste dans cette région en quête identitaire où souffle le vent de l'indépendance, entravant ainsi l'action d'Ankara. Prenant conscience du fait qu'ils avaient surestimé les relations unissant les peuples turcophones entre eux, les dirigeants turcs décident d'opter pour une nouvelle approche. L'objectif étant de générer une "préférence turque" et d'évoluer potentiellement vers la formation d'un "monde turc qui s'étend de l'Adriatique à la muraille de Chine" (Analis, 2005, 265), comme le déclare le Premier ministre Demirel en 1992, une question importante se pose : Comment réussir à augmenter la légitimité de la Turquie dans la région ?

# **Question de recherche**

Au point culminant de la Guerre Froide, dans les années 1970, émerge un concept qui se révèlera être central dans la construction des politiques étrangères des pays dans le futur; celui de *soft power*. Terme popularisé par Joseph Nye dans son livre "*Bound to Lead : The changing nature of American power*" en 1990, cette notion deviendra le fer de lance de la politique étrangère de la Turquie en Asie centrale. En effet, l'avantage majeur dont la Turquie dispose sur ses concurrents en Asie centrale sont les liens linguistiques, culturels et historiques unissant l'héritière de la Sublime Porte aux républiques post-soviétiques.

Par ailleurs, à la même période émerge une nouvelle théorie des relations internationales, le constructivisme. Apparaissant comme une critique du courant nationaliste, le constructivisme accorde une "place importante aux idées et aux normes

dans les relations internationales" (Macleod, Masson & Morin, 2004, 15). D'après cette théorie, les facteurs culturels sont perçus comme des éléments influençant directement les intérêts nationaux et les actions des États en façonnant leur identité (Macleod, Masson & Morin, 2004). C'est dans ce contexte que se manifeste l'importance de l'atout culturel reposant sur la turcité dans l'élaboration d'une politique de rapprochement de la Turquie avec les républiques post-soviétiques. En utilisant non pas son hard power — c'est-à-dire les moyens coercitifs tels que les capacités économiques et militaires — mais plutôt son soft power (à travers les liens culturels, linguistiques et historiques), la Turquie met l'accent sur l'élaboration d'une diplomatie culturelle en Asie centrale par le biais de la construction d'une identité commune.

Il convient également d'intégrer et d'assimiler le néo-fonctionnalisme afin de comprendre les motivations derrière la mise en place d'une diplomatie culturelle, par la Turquie, en Asie centrale turcophone. Lorsque l'on aborde le processus d'intégration européenne, cette approche est centrale. En incitant à la coopération dans un domaine, le néo-fonctionnalisme déclencherait un "effet d'engrenage (spill-over)" (Grossman & Saurugger, 2002, 6), permettant une coopération renforcée dans une gamme élargie de domaines. L'intégration européenne illustre parfaitement cet exemple. Ayant débuté avec une coopération économique, l'intégration européenne a évolué pour permettre la formation de l'Union Européenne engendrant ainsi une coopération dans les domaines politiques, monétaires et commerciaux. De la même manière, la coopération culturelle türk vise à renforcer les liens entre les peuples turcophones, favorisant une meilleure compréhension mutuelle menant potentiellement à une coopération élargie. La diplomatie culturelle turque pourrait ainsi contribuer à la construction d'une identité régionale commune, en mettant en valeur les éléments culturels partagées et favorisant l'émergence d'un sentiment d'appartenance —élément clé de la formation d'une éventuelle Union Türk.

Ainsi, il est crucial d'étudier comment la Turquie déploie sa diplomatie culturelle dans les pays d'Asie centrale turcophone afin d'établir un partenariat durable, privilégiant le

rapprochement culturel et linguistique plutôt que des méthodes coercitives pour lesquelles la Turquie ne dispose pas des moyens nécessaires. La question centrale de cette recherche est la suivante : Comment l'exploitation de l'atout culturel permet-il à la Turquie de développer une politique de rapprochement en Asie centrale turcophone ?

# État de la littérature

Au croisement des dynamiques géopolitiques mondiales et des interactions culturelles régionales, la diplomatie culturelle émerge comme un vecteur essentiel dans les relations internationales contemporaines. Dans ce contexte, la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale revêt une importance particulière, non seulement en tant que manifestation de la projection d'une identité nationale, mais également comme une illustration de l'utilisation stratégique du *soft power* dans la poursuite des intérêts nationaux. Afin de comprendre pleinement ce sujet, il est important de définir les termes clés tels que le *soft power*, la diplomatie publique, la diplomatie culturelle, la politique étrangère de la Turquie et les composantes du *soft power* turc telles que l'éducation, les médias, l'exportation des séries télévisées ainsi que la religion à travers les travaux académiques effectués à ces sujets.

#### Soft Power

La notion de *Soft Power* a été développée et introduite par le célèbre universitaire américain Joseph Nye à la fin des années 1980. Dans son ouvrage "*Soft Power: The Means to Success in World Politics*", Nye définit le *soft power* comme la capacité d'un État à influencer les autres par l'attrait de sa culture, de ses idéaux et valeurs politiques ainsi que de ses politiques internationales perçues comme légitimes, plutôt que par la coercition ou les incitations financières (Nye, 2004). En d'autres termes, le *soft power* est un art diplomatique visant à atteindre des résultats en employant des approches persuasives centrées principalement sur les domaines du savoir, de l'attrait et des préférences individuelles (Sönmezoğlu, 2017). Contrairement au hard power, qui repose sur les capacités économiques et militaires utilisées afin de contraindre par la force les autres pays

à faire ce que l'on souhaite, le soft power est décrit comme une force culturelle, la force des exemples, ou la force des idées et des idéaux (Mead, 2004).

D'après Vuving, le *soft power* possède 3 aspects clés : la "bienveillance", la "brillance" et la "beauté". (Vuving, 2009). La "bienveillance" désigne les attitudes positives manifestées par un agent envers le destinataire du *soft power*. Par exemple, une nation démontrant de la générosité à travers son assistance humanitaire engendre un sentiment de gratitude et de sympathie, renforçant ainsi sa capacité d'influence, ou *soft power*. La "brilliance" s'exprime à travers la puissance militaire, la prospérité économique, la richesse culturelle et l'organisation sociale d'un pays. Cette brillance engendre l'admiration et encourage l'imitation, ce qui renforce le *soft power* de la nation concernée. La "beauté" se manifeste lorsque les acteurs représentent de manière convaincante des idéaux, valeurs, causes ou visions partagés. Cette représentation attire d'autres acteurs et inspire confiance, admiration et respect, renforçant ainsi le pouvoir d'influence d'un pays. Les régimes qui incarnent la beauté à travers leurs actions et leurs discours sont perçus comme des représentants crédibles et légitimes de ces idéaux, valeurs, causes ou visions communs, ce qui les rend plus attractifs sur la scène internationale et accroît leur *soft power*. (Vuving, 2009).

En somme, le *soft power* se définit comme un instrument d'influence étatique non coercitif, axé sur la projection de valeurs culturelles, idéologiques et symboliques à l'échelle internationale. Contrairement au hard power, qui repose sur des moyens coercitifs tels que la force et la contrainte, le *soft power* permet à un État d'adopter une approche plus subtile et persuasive en matière de politique étrangère. En optant pour l'attraction et la séduction plutôt que l'exercice direct de la domination, le *soft power* permet aux États de créer une force d'attraction capable d'influencer de manière durable et quasi naturelle les acteurs internationaux dans la réalisation de leurs objectifs en matière de politique étrangère.

## La diplomatie publique

L'avènement de l'ère numérique s'est accompagné de l'apparition d'une société plus participative en raison de la démocratisation de l'accès à l'information, augmentant l'importance de l'opinion publique pour les gouvernements. "L'information est le pouvoir, et aujourd'hui une part beaucoup plus importante de la population mondiale a accès à ce pouvoir" (Nye, 2008, 99). Néanmoins, l'augmentation de l'accessibilité de l'information a donné naissance à un "paradoxe de l'abondance" (Simon, 1998). L'abondance de l'information entraîne une rareté de l'attention, où la quantité importante d'informations rend difficile la captation de l'attention des publics cibles.

Historiquement source de légitimité pour les gouvernements, l'opinion publique joue un rôle fondamental dans les relations internationales (Gillabert, 2017). Le concept de diplomatie publique est étroitement lié à l'influence de l'opinion publique dans les relations internationales, remontant à l'entre-deux-guerres en tant qu'héritage wilsonien (Gillabert, 2017). Il constitue une évolution directe de l'idée de "diplomatie ouverte" avancée par le président américain Woodrow Wilson, en opposition à la pratique secrète et élitiste de la diplomatie par les puissances européennes (Pahlavi, 2002).

La diplomatie publique a souvent été assimilée à la propagande, perçue comme servant exclusivement les intérêts nationaux d'un pays. Cependant, elle repose sur l'établissement de relations; comprendre les besoins, les cultures et les peuples d'autres pays, communiquer des points de vue, corriger les malentendus et rechercher des points communs et des causes partagées. Le développement de la diplomatie publique est ainsi fortement influencé par l'avènement de l'ère des technologies de communication globale. Les moyens technologiques permettent désormais aux Etats d'entreprendre une politique culturelle massive et efficace (Pahlavi, 2002). La diplomatie publique se distingue de la diplomatie traditionnelle par sa participation élargie impliquant davantage d'acteurs des deux côtés, et par la considération d'intérêts qui vont au-delà de ceux du gouvernement en place.

Selon Mark Leonard, la diplomatie publique comporte trois dimensions; la communication quotidienne, la communication stratégique et le développement de relations durables. Premièrement, la communication quotidienne avec les médias nationaux et internationaux permet aux gouvernements de diffuser et d'expliquer leurs décisions politiques, tout en réagissant de manière agile aux crises éventuelles. Deuxièmement, la communication stratégique implique la formulation de thèmes et de messages clairs visant à promouvoir les politiques et les valeurs nationales. Enfin, la troisième dimension repose sur l'établissement de relations durables grâce à des échanges culturels et à des initiatives académiques, favorisant ainsi la compréhension mutuelle entre les peuples. (Leonard, 2002).

# La diplomatie culturelle

En prolongement de la troisième dimension de la diplomatie publique (Leonard, 2002), la diplomatie culturelle se révèle être un outil puissant dans la consolidation des relations entre nations. L'un des principaux défis de la diplomatie culturelle réside dans sa définition. Bien que cette dernière ait suscité un regain d'intérêt dans les années 2000, un manque de clarté quant à l'importance et le fonctionnement de la diplomatie culturelle persistent (Clarke, 2020). Alors que certains considèrent qu'il s'agit est un échange ouvert visant la compréhension mutuelle dans le but d'atténuer les perceptions négatives créés par la politique (Goff, 2013), d'autres la considèrent comme un instrument où le déploiement de moyens culturels est subordonné à la poursuite d'objectifs politiques à l'étranger pour les Etats (Mark, 2010). La dualité de la diplomatie culturelle est illustrée par la définition de Milton Cummings, qui la décrit comme étant un échange d'idées, d'informations et d'art entre nations dans le but de promouvoir la compréhension mutuelle, tout en soulignant que cela peut également être unilatéral lorsque certaines nations mettent en avant leur propres intérêts (Cummings, 2009).

L'ambiguïté entourant la diplomatie culturelle découle également du manque de consensus sur les éléments qui la composent. En dehors des arts, la diplomatie culturelle inclut la radio, la télévision, les échanges culturels et l'éducation linguistique. Certains chercheurs préfèrent subdiviser la culture en domaines politiques spécifiques, tels que "la diplomatie des arts" (Grincheva, 2010), "la diplomatie linguistique" (Chaubet, 2004) ou "la diplomatie d'échange" (Bettie, 2019). Cette confusion brouille la frontière entre la diplomatie culturelle et la diplomatie publique, ce dernier terme englobant, comme nous l'avons vu précédemment, tous les moyens par lesquels un Etat cherche à influencer les opinions des populations étrangères. Nicolas Cull considère la diplomatie culturelle comme une composante de la diplomatie publique, aux côtés de la diplomatie d'échange et de la diffusion (Cull, 2008).

De nombreux États contemporains ont développé une série d'instruments politiques et d'institutions qui, bien que pas toujours identiques sous tous les aspects, partagent des similitudes. Ces instruments incluent les échanges éducatifs, la diffusion, la promotion des produits culturels à l'étranger, les expositions, l'enseignement des langues, la traduction de livres, ainsi qu'une gamme d'autres mécanismes largement perçus comme culturels. Ces activités sont généralement administrées par des configurations reconnaissables au sein des ministères des affaires étrangères, par du personnel d'ambassade comme les attachés culturels, par des instituts culturels et linguistiques financés par l'État, et par des organisations culturelles non gouvernementales bénéficiant de financements étatiques, bien que ces configurations varient. Les États désignent ces activités sous le terme de "diplomatie culturelle" ou par d'autres termes qui sont cognitivement reconnaissables (Wyszomirski, 2003). Cette activité est principalement dirigée vers des audiences étrangères plutôt que nationales. La diplomatie culturelle joue un rôle important dans la mise en œuvre des politiques étrangères. En pratique, comme l'indique Erik Pajtinka, la diplomatie culturelle ne sert pas seulement de moyen pour mettre en œuvre les intérêts de l'État à l'étranger dans le domaine de la politique culturelle, mais elle peut également favoriser la création de conditions favorables à la réalisation efficace des objectifs de politique étrangère dans d'autres domaines de ses relations extérieures, comme le domaine économique (Pajtinka, 2014).

#### Le soft power turc

Les questions relatives aux normes et à la culture ont gagné une importance capitale dans les relations internationales à la suite de la Guerre Froide (Grunberg & Risse-Kappen, 1992). Afin de maintenir ou augmenter leur puissance, les pays ont déployé des stratégies de soft power, se manifestant de diverses manières. Les Etats-Unis, par exemple, désireux de maintenir leur leadership mondial, ont mis l'accent sur la dimension culturelle en promouvant les normes et valeurs américaines à travers l'industrie cinématographique hollywoodienne. Les puissances régionales emboîtent le pas dans cette direction, et la Turquie s'attelle à intensifier sa présence culturelle et diplomatique en développant des institutions spécialisées dans ce domaine. L'Agence turque de coopération et de développement, la Présidence pour les Turcs de l'étranger et les communautés apparentées, le Ministère des Affaires religieuses, ainsi que les productions audiovisuelles turques, notamment les séries télévisées, constituent les principaux leviers externes de la puissance douce turque (Aras, 2009). La Turquie déploie son soft power dans divers domaines tels que l'aide humanitaire, l'éducation, la religion, les médias et la promotion de la culture et de la langue turque dans de nombreux pays, dans le dessein de consolider sa position en tant que stabilisateur et puissance régionale (Oğuzlu, 2007).

#### L'aide humanitaire

La globalisation a inévitablement déclenché la nécessité pour un pays de cultiver une image positive à l'échelle internationale. Malgré les débats moraux qu'elle suscite, l'aide humanitaire joue un rôle majeur dans la perception favorable d'un pays par les populations locales et mondiales. La Turquie dispose d'un solide réseau d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux fournissant une aide humanitaire, contribuant ainsi à renforcer l'image du pays comme "pays donateur" et "bienveillant" (Çevik, 2015). Parmi ces acteurs figure l'Agence turque pour la Coopération et la Coordination (TIKA), l'un des piliers

fondamentaux de la diplomatie publique et du *soft power* turc opérant en corrélation avec les objectifs de la politique étrangère de la Turquie (Akıllı & Çelenk, 2019). Avec une aide humanitaire de 5,587 milliards de dollars, la Turquie se classe au deuxième rang des pays fournissant le plus d'aide humanitaire, après les États-Unis, en 2021 (Ministère des Affaires Étrangères de la République de Turquie, 2022).

La politique d'aide humanitaire de la Turquie s'inscrit dans une continuité avec la politique néo-ottomane du pays, où elle réactive l'image d'un empire bienveillant, héritée de l'Empire ottoman, afin de justifier ses initiatives humanitaires actuelles. Cette utilisation de l'histoire comme fondement narratif positionne l'Empire ottoman et la Turquie comme des refuges historiques pour les populations déplacées et entités bienveillantes et généreuses, une image qui reste présente dans la rhétorique contemporaine (Çevik, 2019).

#### L'éducation

L'attrait exercé par le système éducatif d'un pays, que ce soit par sa qualité intrinsèque ou par la diversité des possibilités offertes aux étudiants internationaux, notamment à travers les programmes d'échanges et les bourses, représente des vecteurs significatifs contribuant à l'exercice du *soft power* d'un État (Altbach & Peterson, 2008). En 2001, le Secrétaire d'État Colin Powell énonçait que "l'amitié des futurs leaders internationaux formés sur le sol américain constituait un atout de premier plan pour notre nation" (Nye, 2005, 13-14), mettant en lumière le potentiel de l'éducation supérieure américaine à générer un pouvoir d'influence non coercitif pour le pays (Nye, 2005). Le principal atout de la diplomatie éducative réside ainsi dans sa capacité à impacter les relations internationales sur le long terme. Cette forme de diplomatie peut être implémentée à travers diverses modalités, telles que l'établissement de partenariats internationaux, les échanges d'étudiants, l'octroi de bourses, l'offre de cours de langue, ainsi que l'organisation de conférences internationales (Kıran & Açıkalın, 2021). La diplomatie éducative est considérée comme un outil émergent de la politique étrangère turque et la Turquie figure parmi les principaux pays proposant des programmes d'échanges d'étudiants et d'académiciens (Kıran & Açıkalın, 2021). D'après

les statistiques fournies par Campus France pour l'année 2020, la Turquie figure au dixième rang mondial en termes d'accueil d'étudiants étrangers, totalisant 185 047 individus. Au cours de la période s'étendant de 2015 à 2020, ce pays a enregistré une croissance significative de son nombre d'étudiants étrangers, avec une augmentation de 156% (Campus France, 2023). Afin d'illustrer les initiatives de diplomatie éducative turque, nous examinerons deux institutions importantes : la Fondation Maarif et l'Institut Yunus Emre.

#### L'institut Yunus Emre

L'un des objectifs fondamentaux de la diplomatie éducative réside dans la promotion de la langue. Les initiatives éducatives de la Turquie sont menées en collaboration avec la Présidence pour les Turcs de l'Étranger et les Communautés Apparentées et l'Institut Yunus Emre (Kıran & Açıkalın, 2021), qui compte environ 60 centres culturels (Institut Yunus Emre, 2020). Ces efforts comprennent des cours de turc dispensés dans des établissements éducatifs, appuyés par des entités privées (Tutal-Cheviron et Çam, 2017). Fondé en 2007, dans le dessein de diffuser la culture et la langue turques à l'échelle mondiale, l'Institut Yunus Emre occupe une position centrale dans la politique étrangère turque, étant qualifié de "pilier civil de la politique étrangère" (Kaya & Tecmen, 2011, 11) par Ertuğrul Günay<sup>2</sup>. Du fait d'une diaspora significative, la Turquie déploie des efforts notables pour garantir que les enfants des Turcs vivant à l'étranger s'intègrent dans leur pays d'accueil tout en préservant l'usage de la langue turque, leur nationalité et leurs valeurs morales (Kıran, 2021). Le ministre des Affaires étrangères, Davutoğlu (2009-2014), affirme que l'Institut Yunus Emre est intrinsèquement lié à la politique étrangère de la Turquie, visant à tirer parti de la richesse culturelle du pays pour accroître son influence régionale et mondiale (Kaya & Tecmen, 2011). La localisation de ces centres, principalement dans les Balkans, en Asie centrale et au Moyen-Orient, ainsi que le choix stratégique du nom Yunus Emre, poète turc et mystique soufi de renom, illustrent la mutation de la politique étrangère turque, qui se recentre sur son environnement immédiat plutôt que sur ses relations avec l'Union européenne (Kaya & Tecmen, 2011).

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Ancien Ministre turc de la Culture de 2007 à 2013

#### La fondation Maarif

Tandis que sur le plan international, la Turquie progressait dans le domaine de l'éducation, l'internationalisation du modèle turc d'éducation restait limitée (Akgün & Özkan, 2020). Ainsi, afin de promouvoir l'éducation turque à l'international, en Juin 2016 est fondée la Fondation Maarif Turque (*Türkiye Maarif Vafkı*, TMV), opérant en collaboration étroite avec les ambassades turques. La TMV propose une offre éducative complète allant de la maternelle à l'enseignement supérieur, non seulement pour les communautés turques mais aussi locales. A la fois acteur émergent et étoile montante sur la scène internationale, la Turquie ne peut pas seulement se fier à l'amélioration de ses relations économiques avec d'autres pays; les relations entre peuples sont tout aussi importantes (Kıran & Açıkalın, 2021).

Dans ce processus de rapprochement et de quête d'influence, l'éducation est perçue comme un élément fondamental et la Fondation Turque Maarif fait partie des institutions contribuant de manière significative au *soft power* de la Turquie (Akgün & Özkan, 2020).

#### Les productions télévisuelles turques

Joseph Nye a mis en avant l'industrie cinématographique hollywoodienne comme un exemple phare du *soft power* américain, illustrant comment la culture populaire peut influencer les perceptions et les attitudes à l'échelle mondiale (Nye, 2004). De manière similaire, les séries télévisées ont émergé comme des outils puissants de *soft power*. Comparées à la propagande directe, sujettes à des limitations gouvernementales, les séries télévisées offrent une plateforme permettant la transmission subtile des valeurs et des normes culturelles d'un pays. En ce sens, la diversification des contenus culturels et médiatiques peut renforcer l'image et l'influence d'un pays, favorisant des perceptions positives à son égard à l'échelle mondiale (Ağırseven & Örki, 2017).

Dans le cas de la Turquie, les productions télévisuelles diffusées à grande échelle jouent un rôle significatif dans le changement de perception à l'égard du pays, en

contribuant à sa projection positive à l'international (Pürtaş, 2004). Bien qu'il soit erroné de percevoir les productions télévisées comme des instruments directs du *soft power* turc, étant donné qu'elles ne sont pas directement soumises au contrôle du gouvernement turc (Yukaruç, 2017), elles jouent un rôle significatif dans l'augmentation de l'attrait pour la Turquie et la stimulation du tourisme, notamment en provenance du Moyen-Orient ou des Balkans. Néanmoins, bien que démontrer une coopération directe entre les institutions étatiques et l'ensemble des sociétés privées de production télévisuelle dans la réalisation d'objectifs politiques et diplomatiques soit difficile, il est à noter que ce secteur bénéficie de subventions substantielles de la part de l'Etat (Tutal-Cheviron & Çam, 2017). Selon une enquête réalisée par TESEV (*Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfi*) en 2011, il existe une corrélation entre la perception positive de la Turquie et le succès des feuilletons télévisés turcs au Moyen-Orient, dans la péninsule arabique, en Afrique du Nord et Subsaharienne (Akgün & Gündoğar, 2012).

Parmi les facteurs contribuant au succès des séries télévisées turques dans ces régions, les références à la culture musulmane commune et la représentation du quotidien sont identifiés comme des éléments clés du *soft power* turc. De plus, les séries télévisées turques présentent implicitement le "modèle turc", une notion qui a été promue par la diplomatie turque au début des révolutions dans le monde arabe (Altunişik, 2008). Le "modèle turc" décrit un "modèle de gouvernance idéal où coexistent harmonieusement l'économie de marché et la tradition musulmane dans un cadre démocratique" (Paris, 2013, 161). Les institutions gouvernementales turques responsables de la régulation de l'audiovisuel, telles que le Conseil suprême de la radio et de la télévision (Radyo ve Televizyon Üst Kurulu, RTÜK), jouent un rôle prépondérant dans la garantie de la cohérence entre le contenu des séries turques et les valeurs promues par ce modèle (Paris, 2013).

Depuis l'accession au pouvoir de l'AKP, un lien étroit s'est développé entre les médias turcs et l'appareil étatique. Les responsables politiques turcs collaborent

fréquemment avec les dirigeants de la Radio-Télévision Turque (TRT) et l'Agence de presse étatique Anatolie (Anadolu Ajansı, AA) pour élaborer des politiques de diffusion et de programmation des contenus médiatiques vers les pays voisins, principalement au Moyen-Orient et en Asie centrale (Tutal-Cheviron & Çam, 2017). Les médias et les séries télévisées représentent des outils avec lesquels la Turquie cherche à influencer l'opinion publique étrangère. Cette stratégie s'illustre notamment à travers la création de chaînes turques telles que TRT Avaz, TRT Al Arabiya et TRT 6, qui diffusent des programmes en langues étrangères. Ces chaînes servent de véhicule à une représentation de la "vision turque" concernant les enjeux internationaux (Tutal-Cheviron & Çam, 2017).

Les séries télévisées et médias turcs contribuent à susciter un intérêt pour le pays, attirant ainsi des étudiants, des investisseurs et des touristes, tout en améliorant la réputation de la Turquie en tant que puissance culturelle. Cette réputation, autrefois défavorable dans les Balkans et au Moyen-Orient, s'est progressivement améliorée grâce à la popularité croissante de l'industrie médiatique turque, illustrant le *soft power* culturel de la Turquie à travers ses productions télévisuelles et médiatiques dans la région (Tutal-Cheviron & Çam, 2017).

#### La religion

La religion figure parmi les schémas d'identification les plus anciens, aux côtés du genre, de la race, de l'ethnicité ou encore de la classe sociale (Ben-Porat, 2013). Dans le contexte des politiques nationales ou internationales, la religion peut servir à la fois de catalyseur de divisions et de vecteur d'unité, agissant ainsi comme un mécanisme de légitimation ou de contestation de ces politiques (Fox & Sandler, 2004).

La religion joue un rôle significatif en tant qu'élément de *soft power* en Turquie. Comme mentionné précédemment, elle revêt une importance capitale dans le succès des séries télévisées turques, lesquelles intègrent régulièrement des références à l'islam et mettent en avant les valeurs culturelles et sociales qui lui sont associées (Paris, 2013). À

l'époque de l'Empire Ottoman, l'adhésion et la pratique de l'Islam ouvraient la voie à l'octroi de la citoyenneté impériale, ainsi qu'une gamme d'autres statuts (Yavuz, 2003). La chute de l'Empire Ottoman et la fondation de la République du Turquie ont radicalement changé le rapport entre État et Islam. De nouvelles normes perçues comme "modernes" de l'Islam ont été introduites, tandis que les anciennes pratiques ottomanes étaient dépréciées de manière péjorative (Toprak, 1981). L'élite fondatrice de la République turque, influencée par la laïcisme et le nationalisme, a cherché à contrôler et "turquiser" l'Islam, tout en éliminant les anciennes institutions religieuses ottomanes (Toprak, 1981). Néanmoins, malgré ces tentatives de contrôle l'Islam est resté un élément central de l'identité nationale et politique en Turquie, avec des implications profondes pour la politique intérieure et étrangère du pays (Özktürk, 2021).

Entre 1960 et 2002, la Turquie a connu une série de gouvernements instables, reflétant des problèmes économiques et de gouvernance (Öniş, 2010). L'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 a suscité l'espoir de voir apparaître une véritable démocratie musulmane, mais au fil des années, le régime de l'AKP a été associé à des changements majeurs qui ont réduit la qualité démocratique du pays (Esen & Gümüşcü, 2016). Sous la direction d'Erdoğan, la Turquie a délibérément fusionné l'islam et le nationalisme pour consolider une identité nationale (Kaya, 2015), visant à amplifier son *soft power* dans les régions musulmanes tout en cherchant à modeler les perceptions internationales et à solidifier son emprise politique.

La diplomatie religieuse de la Turquie s'articule autour du *Diyanet* (Présidence des Affaires religieuses), chargée de superviser les questions religieuses dans ce pays à majorité sunnite (Adanalı, 2008). Le *Diyanet* déploie une gamme d'initiatives à l'échelle mondiale pour promouvoir l'influence de la Turquie, notamment par l'organisation de sommets religieux internationaux et la coordination d'activités éducatives et culturelles (Özkan, 2014). Par exemple, la tenue de sommets de dirigeants religieux musulmans d'Amérique latine à Istanbul a permis d'établir des liens solides avec les communautés musulmanes de

cette région, renforçant ainsi les liens entre la Turquie et l'Amérique latine sur le plan religieux et culturel. De même, la construction et la restauration de mosquées dans les Balkans et en Eurasie ont été des outils efficaces de diplomatie religieuse, permettant à la Turquie de renforcer sa présence et son influence dans ces régions. En offrant des bourses d'études religieuses et en envoyant des imams dans d'autres pays, le *Diyanet* favorise également les échanges culturels et religieux, renforçant ainsi les liens entre la Turquie et les communautés musulmanes à travers le monde (Özkan, 2014). Ces initiatives constituent des exemples clairs de *soft power* permettant à la Turquie d'étendre son influence et son rayonnement à l'échelle internationale grâce à des moyens culturels, religieux et éducatifs.

En somme, la religion se révèle être un pilier crucial du *soft power* du pays, contribuant à renforcer ses liens avec les communautés musulmanes à travers le monde et promouvoir une image positive de la Turquie sur la scène internationale.

#### La politique étrangère de la Turquie

Le 21ème siècle marque une période de transformations profondes en Turquie dans de nombreux domaines mais surtout dans la politique étrangère du pays. Traditionnellement, l'héritage kémaliste du pays, le rôle des officiers militaires dans la fondation de la République, l'emplacement géographique et les développement externes dans le voisinage du pays sont considérés comme des facteurs faisant de la Turquie une puissance coercitive ayant une politique étrangère axée sur des intérêts sécuritaires (Karaosmanoğlu, 2000). Cette préoccupation sécuritaire a façonné les relations du pays avec l'Occident, où sa position géostratégique était cruciale pour la lutte contre l'Union soviétique. Néanmoins, avec la dissolution de l'URSS, la pertinence géopolitique de la Turquie dans la région s'est affaiblie, la disparition de la menace soviétique ayant diminué la valeur de sa position stratégique. Cette évolution a engendré de nouvelles inquiétudes sécuritaires pour le pays, amplifiées par les tensions croissantes observées dans les Balkans, le Caucase et le Moyen-Orient (Oğuzlu, 2007).

La guerre du Golfe (1990-1991) a marqué un tournant majeur dans la politique étrangère de la Turquie. Le président de la République, Turgut Özal, a rompu avec l'isolationnisme institué par le fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk (Stern, 2021), en forçant la main à la classe politique et à une partie de l'état-major attaché aux principe kémaliste de la non-intervention au-delà des frontières (Billion, 2017). La politique étrangère de la Turquie subit une mutation importante pour devenir celle d'une puissance régionale stabilisatrice indispensable en devenir. Le pays, comme la France, adopte la théorie du "domaine réservé" de Charles de Gaulle et la politique étrangère devient alors principalement façonnée par le président (Favre, 1991).

Les années 2000 sont marquées par l'ascension au pouvoir du parti de la Justice et du Développement (AKP), puisant ses racines dans l'islam politique. L'AKP gagne en popularité en représentant principalement les catégories sociales émergentes dont les intérêts entrent en collision avec ceux de la bourgeoisie turque. Cette orientation se reflète dans la politique étrangère du pays, avec l'adoption d'une politique étrangère tiers-mondiste marquée par la croissance des initiatives vers les pays émergents (Billion, 2017).

Néanmoins, il faudra attendre la seconde victoire consécutive du parti en 2007 et l'ascension au ministère des Affaires étrangères d'Ahmet Davutoğlu en 2009 pour constater l'ampleur des mutations en cours dans le pays (Marcou, 2011). La Turquie sort définitivement de l'isolationnisme et rompt avec l'idéologie "le turc n'a d'autre ami que le turc" pour épouser une approche régionale avec la politique "zéro problème avec les voisins" de Davutoğlu (Davutoğlu, 2003). Dans cet élan de réconciliation, la Turquie opère de grands rapprochements au Moyen-Orient, avec la Libye notamment, et même avec les pays qui paraissaient les moins amènes à son égard comme la Syrie et l'Arménie. En menant une diplomatie proactive au Moyen-Orient, le dirigeant turc Recep Tayyip Erdoğan réussit rapidement à obtenir le soutien des populations, démontrant aux dirigeants européens l'importance de son rôle dans la région (Aras, 2009). Certains chercheurs ont

qualifié cette position en matière de politique étrangère de "néo-ottomane" ou "néo-impérialiste". Cette ouverture de la Turquie à l'étranger a joué un rôle crucial dans le développement du *soft power* du pays. La diplomatie parallèle, menée par des établissements d'enseignement turcs, des administrations locales ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales, a constitué la force sous-jacente de la politique étrangère turque dans la région (Pürtaş, 2013).

En ce qui concerne les relations avec l'Union Européenne, les négociations marquent le pas depuis 2005 (Marcou, 2011). Seuls 16 chapitres sur les 35 que comporte le processus de négociations ont été ouverts et 1 seul a été provisoirement clôturé (Rapport 2022 sur la Turquie, Parlement européen).

# Méthodologie de recherche

Afin d'analyser la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale, nous allons utiliser la méthode qualitative. D'après Yves Surel, cette méthode permet de "viser à une connaissance fine, basée initialement sur un récit ou sur une description la plus exacte possible, des phénomènes ou des faits étudiés" (Surel, 2015, p.87). Selon l'auteur Alex Mucchielli, "les méthodes qualitatives sont des méthodes des sciences humaines qui recherchent, explicitent, analysent des phénomènes. Ces phénomènes, par essence, ne sont pas mesurables (une croyance, une représentation, un style personnel de relation à autrui, une stratégie face à un problème, une procédure de décision...), ils ont les caractéristiques d'être des "faits humains" (Mucchielli, 1991, 48). L'étude de ces faits humains est réalisée avec des techniques de recueil et d'analyse, "qui [..] reposent essentiellement sur la présence humaine et la capacité d'empathie, d'une part, et sur l'intelligence inductive et généralisante d'autre part". (Mucchielli, 1991, p.49). Cette méthode qualitative s'avère appropriée pour notre étude sur la diplomatie culturelle turque en Asie centrale. Notre objectif est d'analyser les liens unissant la Turquie et les pays d'Asie centrale turcophone afin de comprendre les initiatives turques de diplomatie culturelle ainsi que les modalités de leur mise en œuvre. En nous appuyant sur une approche qualitative, nous pourrons explorer en profondeur les discours, le cours de l'Histoire türk, les politiques et les interactions qui caractérisent la diplomatie culturelle turque dans cette région stratégique.

En adoptant une approche qualitative, nous pourrons explorer en profondeur les relations complexes entre ces pays ainsi que leurs interactions, en mettant l'accent sur l'importance des initiatives culturelles turques dans la région. Cette méthodologie repose principalement sur l'analyse de contenu et le process tracking. L'analyse de contenu nous permettra d'examiner minutieusement les discours officiels, les accords culturels, les rapports médiatiques et d'autres documents pertinents concernant l'engagement de la Turquie en Asie centrale. Quant au process tracking, il nous permettra de suivre l'évolution des politiques, des discours et des actions au fil du temps, afin de documenter les changements, les continuités et les réponses aux événements régionaux et internationaux.

En somme, cette méthodologie qualitative nous permettra d'approfondir notre compréhension des enjeux et des dynamiques de la diplomatie culturelle turque en Asie centrale, contribuant ainsi à enrichir le débat académique sur les relations internationales dans cette région du monde.

# Intérêt du sujet et structure du mémoire

L'utilisation croissante de la diplomatie culturelle dans les relations internationales constitue un phénomène contemporain d'une importance capitale. Des pays comme la France et les États-Unis ont élaboré des stratégies sophistiquées pour promouvoir leur culture à l'échelle mondiale, jouant ainsi un rôle crucial dans la légitimation de leurs politiques étrangères. Cette étude se concentre spécifiquement sur la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale, une région où la Turquie déploie ses efforts diplomatiques en tirant profit des liens historiques et culturels profonds avec les nations turcophones. Malgré les limitations économiques et politiques par rapport à certains pays occidentaux, la Turquie adopte une approche basée sur ces relations de parenté pour favoriser un rapprochement politique avec une région géostratégiquement vitale, située entre la Chine et

la Russie, et riche en ressources naturelles. L'analyse chronologique des relations entre ces nations permet de saisir l'évolution de la politique étrangère turque dans cette région cruciale. En outre, la dynamique géopolitique actuelle, caractérisée par la diminution de l'influence russe dans la région, positionne la Turquie comme un acteur majeur émergent. Cette étude explore ainsi les racines historiques et l'évolution de ces relations pour mieux comprendre la stratégie de diplomatie culturelle turque dans la région, en mettant en lumière l'importance de promouvoir une identité turcique commune pour renforcer les liens et les collaborations entre ces pays.

Structuré en deux chapitres, avec une introduction et une conclusion, ce travail examine les dynamiques culturelles, historiques et politiques qui ont façonné cette relation complexe. Il met en lumière les différentes stratégies et initiatives mises en place par la Turquie pour consolider son influence dans cette zone géographique stratégique.

Dans le premier chapitre intitulé "Les fondements et l'évolution des relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone dans le cadre du panturquisme", nous explorerons la dimension historique et culturelle de la turcité comme un lien fondamental entre la Turquie et les pays d'Asie centrale. Nous intégrerons le concept de panturquisme, de son émergence pendant le déclin de l'Empire Ottoman à son expression contemporaine, ainsi que la transformation de la politique étrangère turque à l'ère post-soviétique, notamment après l'accession de l'AKP au pouvoir en 2002. En outre, nous analyserons les motivations derrière l'adoption d'un panturquisme culturel et l'importance accordée à l'atout culturel dans le rapprochement entre la Turquie et les républiques turcophones.

Le deuxième chapitre, "Les domaines d'actions de la diplomatie culturelle turque en Asie centrale turcophone depuis 1991", examinera en détail les divers domaines de coopération et organisations impliquées dans la promotion de la culture turque dans la région. Nous analyserons le rôle des acteurs étatiques tels que les ministères, les agences gouvernementales et les médias, ainsi que celui des acteurs régionaux comme les

organisations intergouvernementales et les institutions culturelles et éducatives. Cette analyse approfondie nous permettra de mieux comprendre les mécanismes et les stratégies utilisées par la Turquie dans l'exercice de son *soft power* et de son influence à travers sa diplomatie culturelle dans les pays d'Asie centrale turcophone.

Pour résumer, ce mémoire vise à apporter une compréhension approfondie de la relation complexe entre la Turquie et les pays d'Asie centrale turcophone, tout en mettant en évidence l'impact significatif du panturquisme et de la diplomatie culturelle turque dans cette région clé pour la politique étrangère turque contemporaine.

# Chapitre 2 : Les fondements et l'évolution des relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone dans le cadre du panturquisme

# La transformation de la turcité en idéologie

Historiquement, les relations entre la Turquie, spécifiquement l'Empire ottoman, et les nations d'Asie centrale ont été limitées. En raison de la distance géographique qui sépare l'Asie centrale des territoires ottomans, l'intégration de cette région dans la politique étrangère de l'Empire ottoman n'était pas perçue comme nécessaire. Par ailleurs, depuis l'avènement des Turcs en Anatolie, symbolisé par la bataille de Manzikert (Malazgirt) en 1071, jusqu'au siège de Vienne en 1683, la politique étrangère de la Turquie s'est fortement orientée vers l'Europe. L'Empire Ottoman, principalement préoccupé par l'islamisation et l'expansion en Europe, notamment dans les Balkans, a ainsi relégué les relations avec les territoires turco-musulmans d'Asie centrale à l'arrière-plan (Balcı, 2005). Cependant, avec l'effondrement de l'Union soviétique, l'intérêt grandissant de la Turquie pour la région nécessitait une justification. C'est dans ce contexte que le concept de turcité apparaît comme un fondement légitime. La turcité a ainsi servi d'argument permettant à la Turquie de se distinguer de ses concurrents régionaux tout en justifiant sa présence dans cette région. Pour accompagner les initiatives politiques d'Ankara dans les républiques post-soviétiques, la promotion de la turcité comme un lien unificateur entre la Turquie et les autres peuples turcophones a semblé une solution idéale et naturelle (Uhrès, 1999).

Dans ce contexte, il est essentiel de se pencher sur la notion de turcité et d'en comprendre les fondements et le contenu afin d'ensuite pouvoir comprendre la manière dont la Turquie a procédé pour tenter de provoquer un rapprochement avec les républiques turcophones d'Asie centrale.

## Qu'est ce que la turcité ?

Avant de procéder, il est nécessaire de faire la distinction entre le terme "turc", qui désigne une personne (un citoyen) possédant la nationalité de la République de Turquie, du terme "Turc", qui fait référence à l'ensemble des populations turcophones. Afin d'éviter toute confusion, nous utiliserons le terme "Türk", "turcique" ou "turcophone" pour désigner les populations d'Asie centrale turcophone et 'turc' pour les citoyens de la République de Turquie.

La turcité repose principalement sur les similarités linguistiques entre les différentes populations Türk. En effet, la désignation de cet ensemble de population à travers leur caractéristique linguistique commune est bien plus évidente qu'à travers des caractéristiques culturelles et ethniques étant donné que les origines des populations turcophones ne sont pas homogènes (De Beer, 2004). Les similarités linguistiques entre ces peuples ont toujours été l'un des plus importants arguments pour la formation d'une unité Türk, et donc un axe central des efforts panturcs (Hazai, 1992). L'identification des différents groupes composant les langues turciques, leur localisation ainsi que la compréhension de l'Histoire commune les unissant sont essentielles à la compréhension du concept de turcité sur lequel repose l'idéologie panturquiste.

#### Les langues turciques et la géographie du monde Türk

Loin d'être des langues rares comme on pourrait le penser, les langues turciques occupent la 12e place du classement des langues avec le plus grand nombre de locuteurs dans le monde avec 200 millions. Appartenant à la famille des langues altaïques, les langues turciques montrent une "homogénéité et une ressemblance importante du point de vue de la syntaxe, de la phonétique et de la morphologie" (Raptopoulos, 2007, 133).

D'après le turcologue Lars Johansson, les langues turciques peuvent être classées en six branches majeures (Johansson, 1998, 82-83) :

1. le Sud-Ouest ou l'*oghuz* 

- 2. le Nord-Ouest ou le *kiptchak*
- 3. le Sud-Est ou l'*ouïghour*
- 4. le Nord-Est ou le *turc de Sibérie*
- 5. le *Tchouvache* ou l'*oghur* (ou *bulghar*)
- 6. 1'*Arghu*.

En dehors de la Turquie, on trouve une mosaïque de cinq républiques anciennement soviétiques turcophones ; l'Azerbaïdjan (10,72 millions d'habitants), le Kazakhstan (19,96 millions d'habitants), l'Ouzbékistan (35,46 millions d'habitants), le Turkménistan (6,33 millions d'habitants) et le Kirghizistan (6,96 millions d'habitants). De plus, la République Turque de Chypre du Nord (reconnue officiellement uniquement par la République de Turquie) est également une république turcophone, avec une population de 313 626 habitants en 2015.

Examinant la géographie du monde turcophone de plus près, le linguiste Jean Sellier et son fils André Sellier classement les populations turciques en cinq groupes de tailles différentes :

- <u>Groupe méridional</u>: Turcs de Turquie, Azéris, Turkmènes, Gagaouzes de Moldavie et Ukraine
- Groupe oriental: Ouzbeks et Ouïghours du Xinjiang chinois
- Groupe septentrional : Iakoutes, Touviniens, Khakasses, Altaïens de Sibérie
- <u>Groupe central</u>: Kazakhs, Kirghizes, Karakapaks d'Ouzbékistan, Nogaïs du Dagestan russe
- <u>Groupe occidental</u>: Tatars de Crimée et de la Volga, Bachkirs, Koumyks du Dagestan, Karatchaï-Balkars du Nord de la Géorgie. (André Sellier & Jean Sellier, 1993).

Pour simplifier, d'autres chercheurs comme Ahmet Bican Ercilasun ont catégorisé les populations turques en trois aires géographiques distinctes : les Turcs d'Occident, les Turcs d'Orient et les Turcs du Nord (Ercilasun, 2004). Les Turcs d'Occident se réfèrent à

l'aire ottomane, englobant la République de Turquie, l'Azerbaïdjan et les régions autonomes de la Fédération de Russie dans le Caucase. Cette classification comprend également les communautés turques du Sud-Est de l'Europe, ainsi que les populations turcophones du Nord de l'Iran (Sud Azerbaïdjan), de la Syrie et de l'Irak. Souvent, la diaspora turque en Europe est associée à cet espace géographique. Les Turcs d'Orient désignent les populations turques de la vaste région de l'Asie centrale, comprenant principalement les républiques turques et les zones voisines habitées par des communautés turques. Cette région inclut le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizistan, ainsi que des territoires périphériques comme le Xinjiang en Chine (où vivent les Ouïghours), le Khorasan en Iran et certaines régions d'Afghanistan. Bien que des pays comme le Tadjikistan soient majoritairement peuplés de Perses, ils comptent également une importante minorité turque, justifiant parfois leur inclusion parmi les républiques turques d'Asie centrale. Enfin, les Turcs du Nord occupent une aire géographique distincte située au nord des deux régions précédemment mentionnées. Cet espace s'étend de la Haute Volga jusqu'à la Sibérie et comprend des groupes turcs tels que les Tchouvaches, les Tatars de Kazan et les Iakoutes de Sibérie. Séparées des autres populations turques et déplacées vers le nord et le nord-ouest, ces tribus ont développé des dialectes présentant des caractéristiques linguistiques distinctes en raison de leur isolement géographique, les rapprochant de langues autonomes. Les Turcs du Nord constituent la population la moins nombreuse parmi les groupes turcs (Raptopoulos, 2007).

#### La dimension historique de la turcité

Bien que la turcité repose principalement sur les similarités linguistiques entre les peuples turcophones, sans l'histoire commune qui unit ces peuples, ils ne seraient pas amenés à partager la même langue, ni des traditions et une culture similaires. Fondée sur une conscience historique partagée, la turcité occupe une place centrale dans l'identité de nombreux pays d'Asie centrale ainsi que de la Turquie, se reflétant dans les récits nationaux, traditions populaires et institutions politiques (Bosworth, 1963).

Les questions relatives aux origines des peuples Türks suscitent de nombreux débats parmi les historiens, mais tous s'accordent quant à l'émergence des Türks dans les vastes steppes d'Asie centrale. Cette région, appelée Turkestan³ (ou Turkistan) s'étendant du Nord-Est de la Chine à la mer Caspienne, aurait servi de berceau aux Türks, peuples caractérisés par leur mode de vie nomade et leur tradition guerrière. "La première mention dans les sources chinoises de peuples connus comme étant turcophones date des environs de l'an 200 avant notre ère" (Hamilton, 1998, 256). Néanmoins, il faudra attendre l'établissement du Khaganat Göktürk⁴ en 552, pour que le terme Türk soit officiellement employé dans un contexte politique pour désigner ces peuples.

D'après les légendes ethnogénétiques conservées dans les annales dynastiques chinoises, les Türks étaient à l'origine une branche indépendante des Hiong-nu, vivant sur la rive droite de la "Mer de l'Ouest" (mer Caspienne), sous le nom de A-shih-na. Ces légendes rapportent qu'après avoir été décimés par un peuple voisin, seul un seul garçon mutilé de dix ans, sauvé par une louve, a survécu. Cette louve l'aurait nourrie et serait tombée enceinte de lui plus tard. Prenant la fuite en direction d'une montagne près de Tufan, elle aurait donné naissance à dix fils, dont l'un a pris le nom Ashina et est devenu leur chef (Golden, 1992). Le clan Ashina, en se multipliant et soumettant d'autres tribus turcophones, aurait à terme réussi à fonder le Khaganat Göktürk en se rebellant contre leur suzerain le Khaganat Ruanruan. Cette légende revêt une importance symbolique considérable encore de nos jours. Le symbole et le nom du mouvement ultranationaliste turc "Loups gris" (*Bozkurtlar*), où le panturquisme est une des idéologies centrales, illustrent bien l'importance de ce récit mythique dans la conscience collective turque. De plus, actuellement dans la langue turque Asena (A-shih-na) signifie "louve".

-

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> En persan, le suffixe **-stan** désigne "le pays des". Ainsi, tout comme l'Afghani**stan** représente le pays des Afghans, le Turke**stan** représente le pays des Türks (Fırat, 2006).

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Bien avant les Seldjoukides et les Ottomans, les Göktürks (ou Türks Bleus/ Türks du ciel) ont érigé un empire Türk centralisé s'étendant de la Mandchourie à la mer Caspienne, unissant divers tribus Türks et établissant des routes commerciales cruciales telles que la Route de la Soie.

Au VIIIe siècle, exacerbées par les pressions extérieures, notamment de la dynastie Tang, les divisions internes du Khaganat Göktürk ont précipité l'affaiblissement de l'Empire (Barfield, 1989). Suite à cet effondrement, les Ouïghours ont émergé comme puissance dominante en fondant le Khaganat Ouïghour (744-840). Cette période a également marqué le début de la diffusion de l'Islam en Asie centrale, après la victoire des Arabes lors de la bataille de Talas en 751, remplaçant ainsi progressivement le Tengrisme. À la suite de la chute du Khaganat Ouïghour en 840, plusieurs tribus turques ont émergé dans la région, notamment les Karakhanides, les Ghaznévides et les Samanides. Les Karakhanides ont fondé leur propre khaganat en Asie centrale, adoptant l'islam sunnite comme religion d'État, une première dans l'Histoire des peuples Türks auparavant adeptes du Tengrisme<sup>5</sup>. Les Ghaznévides ont établi un empire dans la région de l'actuel Afghanistan et de l'est de l'Iran, tandis que les Samanides ont régné sur la Transoxiane et le Khorasan. Cette période de fragmentation politique et de rivalités entre différentes tribus turques a préparé le terrain pour l'émergence des Seldjoukides.

Les Seldjoukides, originellement une tribu nomade établie dans les vastes steppes d'Asie centrale, ont émergé en tant que puissance militaire significative au XIe siècle, sous la direction de Toghrul Beg. L'une de leurs premières victoires majeures a été remportée lors de la bataille de Dandanakan en 1040, où ils ont triomphé des Ghaznévides, consolidant ainsi leur emprise sur l'Iran. Par la suite, les Seldjoukides poursuivent leur expansion territoriale, notamment sous la conduite d'Alp Arslan, à l'occasion de la bataille de Manzikert en 1071, qui a ouvert les portes de l'Anatolie à leur domination. Leur conversion à l'islam sunnite a renforcé leur légitimité et leur a permis de gagner le soutien des populations locales, tout en facilitant des alliances matrimoniales avec d'autres dynasties musulmanes. Néanmoins, comme le dit Jean-Baptiste Duroselle, "tout empire

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Religion officielle d'un grand nombre de peuples et empires des steppes d'Asie centrale, le Tengrisme était également la religion pratiquée par des personnalités connues comme Attila et Genghis Khan et l'Empire mongol pendant au moins 1500 ans. Ancienne religion animiste et chamanique basée sur le culte du Tengri, dieu du ciel et de la terre ainsi que le respect des esprits de la nature et des ancêtres.

périra" et l'invasion mongole menée par Gengis Khan et ses successeurs conduira les Seldjoukides à leur perte avec la défaite lors de la bataille de Köse Dağ en 1243.

Cette fragmentation de la dynastie seldjoukide a donné naissance à des beylicats dans toute l'Anatolie, favorisant l'émergence du beylicat d'Osman Bey, jetant ainsi les bases de ce qui allait devenir l'Empire Ottoman. La prise de Constantinople en 1453 par Mehmet II représente le point culminant de l'ascension ottomane, mettant fin à l'Empire Byzantin. Du XIVe siècle jusqu'en 1918, l'Empire Ottoman a régné sur une vaste étendue de territoires, jouant un rôle majeur dans la transmission de la langue et de la culture turques. De plus, de par son caractère musulman, l'Empire Ottoman a contribué à propager l'islam dans les régions non musulmanes. Cette situation a relégué l'Asie centrale, région déjà considérée comme de culture turque et musulmane, au second plan dans la politique étrangère ottomane.

Ce n'est qu'au XIXe siècle, durant la période d'affaiblissement de l'Empire ottoman, que l'intérêt pour l'Asie centrale turcophone fait réellement surface, à travers le développement d'une nouvelle idéologie utilisant la turcité comme concept unificateur : le panturquisme.

# L'émergence du panturquisme comme revendication identitaire

Le panturquisme est un mouvement idéologique prônant l'unification de tous les peuples turcophones sous une identité et une nation Türk commune. Paradoxalement, ce n'est pas en Turquie que ce mouvement émerge vers la fin du XIXe siècle, mais au sein de l'Empire russe à l'intérieur duquel les peuples Türks et musulmans cherchent à résister aux politiques assimilationnistes de la Russie tsariste (Landau, 1995). En promouvant les liens culturels, linguistiques et historiques, le panturquisme vise à créer une solidarité et une coopération entre les peuples turcophones, renforçant ainsi un sentiment d'appartenance à une vaste communauté turque (Üre, 2017), dans le dessein de former un bloc turcophone.

Au cours du XIXe siècle, un certain nombre d'Européens, notamment des Hongrois et des Français, s'intéressent à la turcologie et à l'étude des liens unissant les peuples turcophones. Parmi ces chercheurs, Arminius Vambery, orientaliste hongrois, a contribué de manière significative à la compréhension des cultures et des langues turciques. Vambery a mené des études visant à établir des connexions historiques et culturelles entre les peuples türks, plaidant avec enthousiasme pour la théorie pan-touranienne<sup>6</sup>. Néanmoins, ses idées sont ignorées pendant une bonne partie du XXe siècle.

#### L'émergence du panturquisme au sein de l'Empire russe

Dans un contexte d'éveil national stimulé par le mécontentement suscité par les politiques assimilationnistes de la Russie tsariste, le panturquisme devient un sujet d'intérêt majeur parmi la bourgeoisie intellectuelle de l'Empire. Ce mouvement idéologique émerge comme une force de résistance contre l'assimilation forcée des peuples türks et musulmans vivant au sein de l'Empire, attirant particulièrement l'attention des riches intellectuels d'Azerbaïdjan, des Tatares de la Volga et de Crimée. Ils y voient un moyen de former un front commun contre l'impérialisme russe en alliant turcité et islam.

Ismail Gasprinski (*Gaspıralı*), un intellectuel Tatar de Crimée, est le principal théoricien de l'unification du monde turcophone. Selon ses théories, l'absence d'une union des Türks en Russie expose ces peuples au risque d'assimilation dans le contexte culturel slave dominant. Initialement, Gasprinski accorde une grande importance aux similitudes linguistiques comme fondement de la turcité, préconisant ainsi une consolidation autour d'une langue commune pour contrer le pan-slavisme. Il concrétise cette vision en fondant le journal Tercüman, écrit dans une langue turque simplifiée et diffusé à travers le monde turcophone, sous le slogan "*Unité dans la langue, l'idée et le travail*" (*Dilde, Fikirde ve İşte Birlik*), devenant ainsi un symbole du panturquisme. Son influence est particulièrement notable en Azerbaïdjan et en Crimée (İpek, 2017).

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Le pantouranisme est une idéologie politique et culturelle prônant l'unité et la coopération entre tous les peuples turcs et mongols, dans le but de former un grand État du nom de Touran. Cette idéologie, comme le panturquisme, englobe les peuples de langues altaïques comme les peuples turcophones mais également les peuples de langue finno-ougrienne comme les Hongrois.

Le panturquisme prend de l'ampleur au sein de l'Empire russe après la révolution de 1905. Des figures turco-musulmanes sont élues au Parlement russe nouvellement formé, la *Douma*, et sous l'impulsion d'intellectuels tels que Gasprinski et Akçura, des conférences sont organisées pour discuter des défis rencontrés par ces peuples au sein du territoire. Avec les écrits de Yusuf Akçura, le panturquisme évolue vers une dimension politique en plus de son aspect culturel et linguistique initial. Akçura, intellectuel Tatare de Crimée, devient l'un des théoriciens du panturquisme au début du XXe siècle (Fırat, 2006). Il publie notamment l'article "Üç Tarz-ı Siyaset" (Trois styles de politique), dans lequel il promeut une approche panturquiste par rapport aux approches islamistes et occidentalistes en compétition au sein de l'Empire ottoman (Georgeon, 1979).

De même, les intellectuels d'Azerbaïdjan, tout comme les Tatares de Crimée et de Kazan, apportent une contribution significative au panturquisme. Des personnalités telles que Hüseyinzade Ali Bey et Ahmet Ağaoğlu plaident en faveur d'un rapprochement entre Istanbul et Bakou, promouvant ainsi une perspective panturquiste (Üre, 2017). Grâce à l'action de ces intellectuels, la division sectaire entre la Turquie sunnite et l'Azerbaïdjan chiite s'est atténuée, permettant à ces deux pays d'entretenir des relations fraternelles qualifiées de "Une nation, deux États" (*Bir Millet, iki devlet*).

#### Le panturquisme au sein de l'Empire ottoman

La période de la fin du XIXe siècle dans l'Empire ottoman est caractérisée par un ensemble de réformes majeures, connues sous le nom de Tanzimat (1839 - 1876). Ces réformes culminent avec l'adoption de la Constitution de 1876, unique dans l'histoire de l'Empire ottoman. Cette constitution consacre une transition de l'islamisme à l'ottomanisme, instituant la notion de nationalité ottomane dès 1869, suite à la réforme de 1856 garantissant l'égalité de tous les citoyens de l'État ottoman, indépendamment de leur religion (Nohra, 2020). Toutefois, à la suite de la défaite ottomane dans la guerre contre l'Empire russe en 1877-1878, le Sultan Abdulhamid II suspend la Constitution. Au lieu de

promouvoir une identité ottomane pour préserver l'Empire, le Sultan adopte une approche pan-islamique, mettant l'accent sur le lien religieux pour maintenir la Sublime Porte au pouvoir. Cette décision est cependant contestée par certains intellectuels, qui prônent une turquification de l'Empire. Deux visions s'affrontent ainsi au sein de l'Empire :

- Le **pan-islamisme** : visant à rétablir la grandeur de l'Empire ottoman en s'appuyant sur la promotion de l'islam, stratégie promue par le Sultan Abdulhamid II.
- Le **pan-turquisme** : visant à rétablir la grandeur de l'Empire ottoman en mettant en avant la turcité et en faisant la promotion d'une véritable identité turque.

Les partisans du panturquisme sont réprimés par le Sultan et le journal Tercüman est censuré à travers l'Empire. Certains intellectuels panturcs, contraints de guitter le territoire trouvèrent refuge en Europe où ils formèrent un mouvement nationaliste intitulé "Jeunes-Turcs" (Genç Türkler) dont le but principal est la restauration de la Constitution de 1876. Jusqu'en 1907, l'impact des organisations Jeunes-Turcs demeure limité en raison de la censure sévère présente au sein de l'Empire, restreignant la diffusion des articles de presse depuis l'étranger (Roméo, 2010). Toutefois, les idées des Jeunes-Turcs se propagent discrètement parmi les élites intellectuelles à travers les sociétés secrètes universitaires et les académies militaires. Le mouvement commence à gagner du terrain avec la fusion du groupe Jeunes-Turcs de Paris, dirigé par Ahmed Rıza, et de la Société ottomane pour la liberté, fondée à Salonique l'année précédente. Ensemble, ces deux groupes forment le Comité Union et Progrès (İttihat ve Terakki Cemiyeti, CUP). Le comité estime que la meilleure manière de renverser le Sultan est d'obtenir le soutien de l'armée, et débute ainsi une intense campagne de propagande dans les milieux militaires (Roméo, 2010). En Juillet 1908, les efforts du CUP portent leurs fruits : le Sultan est renversé, remplacé par son frère Mehmet V, et la Constitution est restaurée. Officiellement, en 1908, les ministres du nouveau gouvernement issus du Comité Union et Progrès adoptent une politique d'ottomanisation, servant à camoufler en réalité le mouvement de turquification.

En 1913, une troïka composée de Enver Pacha, ministre de la Guerre, Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur et Cemal Pacha, ministre de la Marine, figures très importantes du mouvement Jeunes-Turcs, prend le pouvoir. Les défaites successives et la perte de la majeure partie des territoire européens des Balkans suite aux guerres balkaniques de 1912-1913 sont considérés comme une véritable tragédie par les Jeunes-Turcs<sup>7</sup>. Ainsi, pour compenser ces pertes, ils préconisent l'annexion des territoires sous emprise russe habités par les populations turques du Caucase et de l'Asie centrale. La déclaration de guerre contre la Russie, ayant joué un rôle majeur dans les défaites ottomanes dans les Balkans, est perçue comme une double compensation : d'une part, la récupération de nouveaux territoires, et d'autre part, une forme de revanche.

Néanmoins, il est important de noter que le mouvement Jeunes-Turcs n'est pas une formation homogène, l'approche panturque étant surtout portée par Enver Pacha (Becker, 2010). Ainsi, le 29 Octobre 1914, Enver Pacha engage l'Empire ottoman dans la guerre aux côtés de la Triple Alliance. D'après lui, une victoire contre la Russie permettrait à l'Empire de récupérer les régions turcophones, rendant possible la formation d'une union Türk, conformément aux principes du panturquisme (Roméo, 2010).

Bien que dans les années 1916-1917, les armées russes démontrent rapidement leur supériorité militaire en capturant les provinces ottomanes du nord-est de l'Anatolie, les tensions internes croissantes contraignent l'Empire russe à interrompre ses avancées. À la suite des révolutions bolchéviques de 1917, la Russie est contrainte de capituler. Cette capitulation offre aux Ottomans l'opportunité de récupérer les territoires que la Russie avait occupés, notamment Kars, Ardahan et Batum, suite à la défaite ottomane lors de la guerre russo-ottomane de 1877-1878 (Üre, 2017). Du point de vue panturquiste, cette reprise de territoire ouvre les portes du Turkestan aux armées ottomanes, leur offrant une véritable possibilité d'unifier les Ottomans avec les Türks de l'Est.

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Beaucoup de membres du mouvement Jeunes-Turcs étaient originaires de Salonique.

Le 10 juin 1918, Enver Pacha fonde l'armée islamique du Caucase, sous le commandement de son frère Nouri Pacha, lui aussi partisan du panturquisme. Forte de 12 000 à 14 000 soldats, comprenant des volontaires azerbaïdjanais et daghestanais (Süleymanov, 2016), cette armée bénéficie des conseils idéologiques d'Ahmet Ağaoğlu (Constant, 2002). Sa mission est de défendre les valeurs de l'Islam dans le Caucase, incarnant un espoir pour le monde türk, particulièrement en Asie centrale (Akyol, 2009). Dès le 12 juin 1918, l'armée commence son avancée vers Bakou et parvient à prendre la ville le 15 septembre 1918. Après cette victoire, l'armée poursuit sa progression le long de la mer Caspienne. Néanmoins, cette avancée rapide est interrompue par la capitulation ottomane de l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918, entraînant la république démocratique d'Azerbaïdjan à échapper à la tutelle ottomane et la dissolution de l'armée islamique du Caucase (Constant, 2002), emportant ainsi avec elle, les espoirs d'une union Türk.

#### L'évolution du panturquisme à l'ère républicaine en Turquie

"Si l'Empire ottoman est entré en guerre aux côtés de l'Allemagne, c'est en effet la République de Turquie qui en sortira" (Marcou, 2017, 1). Le 29 Septembre 1918, lorsque la Bulgarie cesse de lutter et que l'armée d'Orient, dirigée par le général Franchet d'Esperey se trouve en mesure de marcher vers Istanbul, l'Empire ottoman se retrouve contraint de capituler. Le 8 Octobre, les trois pachas, Enver, Talaat et Cemal, démissionnent et prennent la fuite à bord d'un navire allemand. Un nouveau gouvernement ottoman, sous l'influence britannique signa l'armistice sur l'île de Moudros, le 30 Octobre 1918 (Becker, 2010). Néanmoins, il faut attendre le traité de Sèvres pour constater l'ampleur des conséquences de cette défaite sur la Sublime Porte, qui n'est plus si sublime. Le traité de Sèvres représente le stade ultime de la défaite pour l'Empire ottoman. Conçu pour punir les Ottomans pour leur rôle dans la guerre et les crimes perpétrés<sup>8</sup>, il reflète également les intérêts expansionnistes de la France et de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient (Schmid,

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Selon Taner Akçam, il marque aussi la volonté de reléguer les Turcs hors d'Europe et représente une revanche tardive pour la prise de Constantinople (Akçam, 2004).

2014). Ce traité morcelle l'Empire et redistribue ses territoires. Les provinces arabes passent sous tutelle britannique (Palestine, Transjordanie, Irak) et française (Syrie, Liban), tandis que le territoire restant est divisé en zones d'influence entre la France, l'Italie et la Grèce.

Cemal Pacha et Talaat Pacha, après avoir pris la fuite, ont rapidement été rattrapés par leur destin et tués par des Arméniens à Berlin et à Tiflis (Becker, 2010). En ce qui concerne Enver Pacha, en 1920, il assiste au Congrès des Peuples de l'Orient de Bakou<sup>9</sup>. Au début du mois de Novembre 1921, envoyé par Lénine comme parlementaire, il se rend au Turkestan où les bolcheviks combattent le mouvement des basmatchis. Enver Pacha, en tant que fervent défenseur du panturquisme change rapidement de camp, persuadé qu'il doit s'allier au mouvement des basmatchis<sup>10</sup> et lutter pour la création d'une union türk. Il prend la tête du mouvement en 1921 et y apporte ses compétences militaires en conduisant les troupes contre les soviétiques (Sinor, 2003). Il trouve la mort le 5 Août 1922 lors d'une contre-offensive de cavalerie contre les forces russes, supérieures en nombre, à Beldjivan au Tadjikistan. Ainsi, le mouvement panturquiste perd son potentiel leader et le rêve d'une Union Türk s'estompe peu à peu, et en 1927, les cinq républiques constituant l'Asie centrale tombent sous le contrôle soviétique.

Par ailleurs, parmi les populations turcophones, une voie pro-bolchevik émerge. Sultan Galiev, tatar de Crimée, ou "le musulman le plus haut placé dans la hiérarchie du parti communiste soviétique" (Lemercier-Quelquejay, 1989, 305) est convaincu que les nations musulmanes doivent se construire suivant le modèle de nations prolétariennes et s'allier avec les bolcheviks pour la libération du Turkestan. Néanmoins, le passé de nationaliste radical de Galiev susicte la méfiance de Staline qui le fait arrêter pour

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Sommet qui se tint du 1er au 8 Septembre 1920 dans la ville de Bakou, Azerbaïdjan. Il rassemble 2000 délégués de différents peuples d'Orient. Organisé par les bolcheviks, ce sommet visait à promouvoir le soutien à la révolution russe et à encourager les mouvements indépendantistes dans les régions dominées par les empires coloniaux européens.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Révolte des peuples musulmans, principalement des Türks d'Asie centrale, contre la domination de l'Empire russe, puis de la Russie soviétique entre 1916 et 1920. Le soulèvement sera écrasé en 1934, notamment par le biais de l'usage d'armes chimiques par les Soviétiques.

conspiration nationaliste contre le pouvoir soviétique et pour avoir, soi-disant, apporté son aide aux rebelles basmatchis. Il est exécuté en 1940 par Staline, celui qui l'avait pourtant désigné à la tête du Commissariat musulman aux Nationalités en 1918 (Lemercier-Quelquejay, 1989).

Le contexte géopolitique et ethnique de la Turquie suite à la proclamation de la République le 29 octobre 1923<sup>11</sup> a imposé l'abandon du panturquisme. D'un point de vue ethnique, suite à la perte de tous les territoires arabes et la victoire face à la Grèce lors de la guerre d'indépendance, entraînent d'importants échanges de population et la Turquie devient un "État ethniquement homogène" (Becker, 2010, 22). De plus, l'approche kémaliste prône l'affirmation d'une unique identité turque, centrée sur l'identité anatolienne majoritaire de l'époque, en rompant avec toutes les autres références. Cette orientation suit le paradigme de la double rupture de Muniz Tekinalp, adopté par l'administration kémaliste, qui implique un nouveau nationalisme turc distinct des dimensions islamiques et panturquistes. Avec la perte définitive des provinces arabes et l'incapacité de la nouvelle Turquie à établir un espace commun avec les autres peuples turcophones désormais intégrés à l'Union soviétique, cette double rupture reflète la nouvelle géographie turque centrée sur l'Anatolie, marquant un repli sur elle-même de l'héritière de la Sublime Porte (Nohra, 2020).

Lorsque l'on aborde le nationalisme turc, il est essentiel de mentionner celui qui est considéré comme le père de la sociologie turque et l'un des pères du panturquisme : Ziya Gökalp. C'est lui qui fait la distinction entre identité turque et identité türk, qui auparavant étaient intrinsèquement liés. La première identité concerne désormais le peuple d'Anatolie

\_

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> De mai 1919 à juillet 1923, les nationalistes turcs ont mené une guerre d'indépendance contre les forces d'occupation. Cette guerre s'achève en septembre 1922 avec la prise de Smyrne (*İzmir*) et l'incendie de la ville. Le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 marque officiellement la fin de la Première Guerre mondiale. Le 29 Octobre 1923, la Grande Assemblée Nationale de Turquie (GANT) proclame la République de Turquie dont Ankara devient la capitale et Mustafa Kemal Atatürk, le président. L'institution califale quant à elle est abolie le 3 Mars 1924 (Moreau-Richard, 2017).

vivant dans les frontières de l'Empire ottoman tandis que la seconde désigne l'ensemble des peuples turcs en Asie centrale, dans le Caucase et autour de la mer Caspienne (Gökalp, 1968). Gökalp postule que les Turcs peuvent créer une civilisation particulière, en intégrant à la fois leurs identités nationales turques et religieuses islamiques. Atatürk mentionne à plusieurs reprises s'être inspiré des idées de Ziya Gökalp lors de la construction de l'Etat-nation turc.

Ainsi, la République de Turquie se distingue désormais de son ancêtre, l'Empire ottoman, en adoptant un système centré sur l'identité turque. Il n'y a plus de distinction entre les habitants de l'Anatolie, tous étant désormais considérés comme citoyens de la République de Turquie. La Turquie entame un processus de turquisation de l'Anatolie et d'assimilation des minorités ethniques (kurdes, lazes, arabes...). L'administration kémaliste prône l'identité turque anatolienne et abandonne le panturquisme en orientant la Turquie vers une politique de neutralité et de non-intervention au-delà de ses frontières nationales (Billion, 2000).

Concernant la politique étrangère du pays, celle-ci était alors guidée par la célèbre devise de Mustafa Kemal Atatürk : "Paix à la maison, paix dans le monde" (Yurtta Sulh Cihanda Sulh). L'objectif principal était de favoriser un environnement régional et international pacifique et stable, propice au développement humain en Turquie (Gültekin & Odabaşı, 2007). Ainsi, les ambitions panturquistes de la Turquie ont progressivement diminué avec le repli de l'État turc post-ottoman sur lui-même.

# Le panturquisme dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale et la Guerre Froide

Dès la proclamation de la République de Turquie, le pays se lance ainsi dans la construction d'un nationalisme turc axé sur l'Anatolie, abandonnant la dimension panturquiste. Dans le cadre de ce processus de construction identitaire, la Turquie adopte une politique extérieure

basée sur la notion de neutralité, conformément au principe kémaliste de la non-intervention au-delà des frontières.

En respectant ce principe, au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en 1939, la Turquie décide de ne pas s'engager dans le conflit. Cette décision est inévitablement influencée par les souvenirs encore vifs des conséquences désastreuses de la Première Guerre mondiale, qui ont conduit à la dislocation de l'Empire ottoman. De plus, Mustafa Kemal Atatürk, sur son lit de mort en 1938, prononce les paroles suivantes : "Une guerre mondiale est proche. Au cours de cette guerre, l'équilibre international actuel sera entièrement détruit. Si pendant cette période nous agissons de manière inconsidérée et si nous nous laissons entraîner dans la moindre erreur, nous serons confrontés à une catastrophe bien plus grave que celle qui s'est produite pendant les années de l'Armistice" (Aydemir, 1976, 87). Ces paroles prophétiques servent de fondement à la politique étrangère de la Turquie moderne et expliquent pourquoi elle n'interviendra pas réellement dans la Seconde Guerre mondiale (Minassian, 1999). Ainsi, l'objectif de la Turquie est de préserver son statut de neutralité.

Néanmoins, cette tendance à la neutralité ne fait pas l'unanimité, notamment parmi les nationalistes turcs. Certains critiquent la politique étrangère de la Turquie et accusent le gouvernement de collaborer avec Moscou. L'écrivain, poète et historien nationaliste Nihâl Atsız (1905-1975), par exemple, exprime vivement ces critiques. Atsız, aux côtés de Ziya Gökalp, est considéré comme l'un des pères du panturquisme. Il écrit notamment en 1946, un roman historique très connu en Turquie intitulé "La mort des Loups Gris" (Bozkurtların ölümü). Selon lui, la nation turque et la race turque sont indissociables. Les tribus nomades de Turan-Altay, qui se sont établies en Anatolie, fondent leur culture sur trois éléments : le sang, la race et la guerre. Un vrai Türk, d'après Atsız, doit avoir la foi en la race türk, le panturquisme et le militarisme (Raufer, 2020).

Nihâl Atsız et d'autres militants nationalistes, tels que Zeki Velidi Togan, Nejdet Sançar, Alparslan Türkeş et Reha Oğuz, se trouvent face à la justice suite à des accusations de racisme et touranisme. Lors de la deuxième séance du tribunal chargé de les juger, le 3 mai 1944, un groupe de nationalistes vient manifester devant le tribunal pour les soutenir (Tekeli, 2023). L'année suivante, le 3 mai, Atsız et d'autres nationalistes, toujours détenus dans une prison militaire, ont célébré l'anniversaire de cette manifestation. Cette tradition s'est maintenue, au point que le 3 mai a été déclaré Journée du turquisme (*Türkçülük Günü*). Aujourd'hui encore, la journée du 3 Mai est célébrée par certains courants du parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) et des membres des Foyers Turcs (*Türk Ocakları*).

Figure centrale du nationalisme turc dans les années 1930-1940, Atsız a façonné la doctrine des Loups Gris et du parti d'Action Nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi, MHP*) d'Alparslan Türkeş. Cependant, un point de discorde majeur existait entre eux concernant la religion : Atsız est très hostile à l'Islam et favorable au Tengrisme, tandis que Türkeş prône une synthèse turco-islamique, fusionnant l'Islam ottoman et le panturquisme/touranisme.

Bien que l'idéologie kémaliste ne prend pas en compte l'idéologie panturquiste, un discours prononcé par Mustafa Kemal Atatürk en 1933, à l'occasion du 10ème anniversaire de la fondation de la République de Turquie, est utilisé par les panturquistes pour légitimer leur action l'inscrire dans la logique kémaliste : "Aujourd'hui, l'Union Soviétique est notre amie, notre voisine et notre alliée. Nous avons besoin de cette amitié. Mais personne ne peut aujourd'hui prévoir ce qui se passera demain. Cette Union, comme l'Empire ottoman, comme l'Autriche-Hongrie, peut se fragmenter. Les nations qu'elle détient aujourd'hui peuvent lui échapper un jour. Le monde peut parvenir à un nouvel équilibre. Ce jour-là, la Turquie doit savoir ce qu'elle a à faire. Nous avons des frères qui vivent sous l'administration de cet allié. Ces frères ont la même foi et la même croyance que nous. Nous devons être prêts à les soutenir, être prêt ne signifie pas se taire et attendre ce jour-là.

Il faut se préparer. Comment les nations se préparent-elles à cela ? En conservant des ponts culturels vivants. La langue est un pont, l'histoire est un pont. Nous devons plonger dans notre passé et nous unir dans ce passé commun brisé par les événements. Nous ne pouvons pas attendre que [les Turcs de l'extérieur] s'approchent de nous. Nous devons aller de nous-mêmes vers eux !"12 (Balcı, 2003, 67). À mesure que la Guerre froide s'intensifie, l'idéologie panturquiste gagne en popularité dans le pays. Les populations turcophones des républiques soviétiques sont perçues comme des "captifs" que la Turquie doit sauver. Durant les années 1960 et 1970, au plus fort de la Guerre froide, les publications panturquistes rencontrent un succès croissant. Par exemple, en 1965, Agâh Sirri Levend, historien littéraire et homme politique, publie une monographie de Alisher Nawai (1441-1501), philosophe et poète perso-ouzbek de langue turque chaghatay, convaincu de la supériorité des langues turciques sur les langues perses. Dans les années 1920, l'Union soviétique avait éliminé les éléments panturquistes associés à Nawai du lexique culturel centrasiatique, en supprimant les termes comme "türk", "turcique" ou "chaghatay" et en introduisant le terme "ouzbek" pour désigner la langue de Nawai en 1924. Toute référence à l'héritage littéraire chaghatay était sévèrement réprimée. Les travaux d'Agâh Sirri Levend présentent Nawai non seulement comme un poète turc chaghatay, mais également comme une figure emblématique de la culture turque en général, renforçant ainsi l'idée de l'unité culturelle entre la Turquie et son passé turcique (Toutant, 2016). Ainsi progressivement, le panturquisme s'immisce de nouveau au sein des élites turques et en 1969, elle entre officiellement dans la sphère politique turque, avec la création du Parti d'Action Nationaliste, MHP par Alparslan Türkeş.

En 1946, la Turquie amorce sa transition vers un régime démocratique avec la formation du Parti Démocrate (*Demokrat Parti*, DP). Cependant, cette période néglige souvent le rôle du Parti de la Nation (Millet Partisi, MP), qui représente une "troisième voie" (Limoncuoğlu, 2018) mais qui sera rapidement fermé par le parquet d'Ankara en raison de son caractère religieux. Son successeur le Parti de la Nation Républicaine

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> B. Balcı précise que l'authenticité de ce discours est plus que douteuse, les discours d'Atatürk édités avant la dislocation de l'Union soviétique n'y faisant pas référence.

(Cumhuriyetçi Millet Partisi, CMP) s'allie au Parti des Paysans Turcs (Türkiye Köylü Partisi, TKP) pour former le Parti Républicain de la Nation Paysanne (Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi, CKMP) en 1958. Le 27 mai 1960, un coup d'État renverse le gouvernement du DP, et le Comité de l'Union Nationale (Milli Birlik Komitesi) prend le contrôle du pays. Le Comité se divise en deux groupes : l'un souhaitant rester au pouvoir pour mettre en œuvre des réformes, et l'autre, composé de sympathisants du Parti Républicain du Peuple (Cumhuriyet Halk Partisi, CHP), cherchant une transition rapide vers un régime démocratique (Erken, 2014). Parmi les membres influents du premier groupe se trouve le colonel Alparslan Türkeş, ayant annoncé le coup d'État à la radio le 27 mai et jouant un rôle de conseiller auprès de Cemal Gürsel, chef du Comité. Türkeş, emprisonné en 1944 pour racisme et touranisme aux côtés de Nihâl Atsız, gagne en popularité au sein du Comité, mais est exclu lors d'une opération menée par Gürsel et Cemal Madanoğlu le 14 novembre.

Le 31 mars 1965, Türkeş et quatre de ses amis rejoignent le CKMP et Türkeş prend rapidement la tête du parti. À partir de 1966, le CKMP entame un processus de changement idéologique<sup>13</sup>, se concrétisant en 1969 avec le congrès d'Adana, où le parti adopte le nom de Parti d'Action Nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi, MHP). Sous la direction de Türkeş, le MHP tente de proposer une troisième voie aux électeurs turcs en rejetant le capitalisme, le libéralisme et le communisme (Kızak, 2018). Néanmoins, le pays traverse une période de fortes tensions politiques entre les groupes de gauche et les groupes de droite. Les affrontements deviennent de plus en plus violents et l'armée ainsi que l'Etat n'arrivent pas à contrôler le pays qui plonge dans un État de chaos. Les groupes de gauche comprennent notamment le MHP à travers la présence des Loups gris et les groupes de gauche comprennent notamment le parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste (*Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist*, TKP/ML). Les affrontements donnent lieu à des assassinats, des attentats à la bombe et des violences extrêmes. Finalement, l'armée turque intervient le 12 septembre 1980 avec un coup d'État, interdisant tous les partis. Le

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> le CKMP se tourne vers la formation et l'endoctrinement des jeunes après 1967, se radicalisant davantage et formant une branche paramilitaire de militants, les "Loups gris" (*bozkurtlar*), luttant contre les factions communistes et socialistes.

MHP est notamment considéré comme responsable de l'escalade des tensions. Les élections suivantes ont lieu en novembre 1983 sous la surveillance militaire, et Turgut Özal prend le pouvoir.

Le discours du MHP, qui réouvre ses portes en 1983, gagne en réceptivité en Turquie avec l'indépendance des républiques turcophones en 1991. Les affrontements des années 1970 avaient donné une connotation fasciste au mouvement panturquiste, mais la chute de l'URSS suscite un nouvel intérêt pour les liens entre les peuples turcs, cette fois-ci provenant de toutes les orientations politiques, marquant une nouvelle ère pour le panturquisme.

Il convient de noter que le Parti de l'action nationaliste (MHP), sous la direction de Devlet Bahçeli, participe actuellement à une coalition politique connue sous le nom d'Alliance populaire (*Cumhur İttifakı*). Cette alliance a été formée en février 2018 en vue des élections générales en Turquie, dans le but de soutenir la candidature de Recep Tayyip Erdoğan. Renouvelant cette alliance pour les élections de 2023, le MHP est donc un membre clé de la coalition au pouvoir depuis deux mandats consécutifs. Conservant, parmi ses idéologies le panturquisme, la présence du MHP dans la coalition à la tête du gouvernement est un élément très important concernant l'orientation et la formulation de la politique étrangère de la Turquie à l'égard de l'Asie centrale.

#### La chute de l'URSS et la redécouverte du panturquisme

### Réorientation de la politique étrangère turque et proposition d'un "modèle turc"

Exerçant une politique étrangère plutôt pro-occidentale depuis la fondation de la République, la Turquie commence néanmoins à expérimenter quelques frictions avec ses alliés occidentaux à partir des années 70, plus particulièrement avec l'intervention armée turque à Chypre en 1974 et le manque total de soutien envers la Turquie des forces

occidentales, refusant de reconnaître la partition de l'île encore de nos jours (Marcou, 2009).

Les années 1990 marquent un tournant pour la politique étrangère de la Turquie, la chute du mur de Berlin qui coïncide avec le jour de la prise de fonction de Turgut Özal risque de faire perdre à la Turquie l'atout remarquable que lui confère son emplacement géographique, située entre le Bloc de l'Ouest et le Bloc de l'Est. De plus, le refus de la CEE d'accepter la candidature de la Turquie à l'UE renforce les inquiétudes du gouvernement turc (Billon, 2017). Véritable barrière contre le communisme, la Turquie a longtemps utilisé ses atouts géopolitiques pour obtenir des aides de l'Europe et des Etats Unis mais la fin de la bipolarité du monde représente un risque de mise à l'écart pour le pays (Balcı, 2003). Face à cette menace, Özal entame un changement radical de la politique étrangère de la Turquie et s'engage dans la guerre du Golfe. Allant à l'encontre des principes établis par Mustafa Kemal Atatürk, Özal devient l'architecte de la politique étrangère turque visant à faire du pays une véritable puissance régionale.

L'implosion de l'Union soviétique en 1991 représente alors une "chance unique qui se présente pour la première fois depuis 400 ans devant la Turquie" d'après les mots prononcés par Turgut Özal devant la TBMM (Joannin, 2004, 1). Cette période voit ainsi l'émergence du panturquisme, cette fois-ci non limitée aux uniques cercles nationalistes d'extrême droite, qui séduit les élites politiques et intellectuelles turques dans leur quasi totalité, permettant à la Turquie d'assurer un rôle de premier plan auprès de ces républiques orphelines turcophones d'Asie centrale.

Lorsque Gorbatchev annonce, le 25 décembre 1991, l'invalidité de la Constitution de l'Union soviétique, la nouvelle suscite une vague émotionnelle intense en Turquie. Le Président Turgut Özal et le Premier ministre Süleyman Demirel s'empressent d'adopter le discours du "grand monde turc [s'étendant] de la mer Adriatique à la Grande Muraille de Chine" (Çetin, 2020, 148). Dès le 16 décembre 1991, date de la déclaration d'indépendance

de la dernières des républiques soviétiques, le Kazakhstan, la Turquie reconnaît officiellement l'indépendance des républiques turcophones d'Asie centrale. Elle établit également rapidement des relations diplomatiques avec le Kirghizistan le 29 janvier 1992, le Turkménistan le 29 février 1992, le Kazakhstan le 2 mars 1992 et l'Ouzbékistan le 4 mars 1992.

Dès septembre 1991, le président kazakhe Nursultan Nazarbaïev avait nourri les espoirs de la réunion fraternelle entre l'Asie centrale turcophone et la Turquie en se rendant en Turquie dans le dessein de former un partenariat dans un grand nombre de domaines. En décembre 1991, la Turquie accueille Islam Karimov, Askar Akaev et Saparmurat Niyazov, les préseidents respectifs de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Turkménistan. Par ailleurs, après la reconnaissance officielle et l'établissement de relations diplomatiques, Demirel effectue une tournée en Asie centrale en avril 1992, tournée au cours de laquelle il annonce que le moment est enfin venu pour une "association türk". Il est d'ailleurs important de noter qu'au cours de cette visite, Alparslan Türkeş était également présent aux côtés de Demirel.

Cette euphorie des retrouvailles se ressent également chez d'autres nationalistes d'extrême droite comme Ömer Öztürkmen, qui, dans sa chronique de politique étrangère "L'unification du monde turc" publiée le 2 décembre, envisage déjà la formation d'une Confédération turque, basée sur le modèle de la CEE, qui comportera "Un marché commun turc, un Pacte commun de défense du monde turc, et un Conseil du monde turc" (Copeaux, 1992, 186). Ainsi, il estime que cette Communauté permettrait de concurrencer la CEE, qui a refusé la candidature de la Turquie, et que cette fois-ci "La CEE [leur] supplierait de devenir membre" (Copeaux, 1992, 186). Dans l'esprit des élites turques, c'est ainsi l'occasion rêvée de faire triompher la Turquie et le "modèle turc".

La Turquie, naturellement, se placerait en tant que leader du monde Türk, comme l'évoque Süleyman Demirel à Bakou en avril 1992, "La Turquie a accepté la responsabilité

de représenter le monde turc" (Le Monde, 1992). Trois groupes principaux rivalisent quant à la voie à suivre en ce qui concerne la formation de ce modèle turc. D'un côté, les pro-européens et kémalistes, estiment que l'Asie centrale peut permettre à la Turquie de renforcer son poids en Europe, de l'autre, les islamistes militent pour une intégration optimale de l'Asie centrale dans le bloc musulman et enfin, les panturquistes se détournent totalement de l'Occident et du monde musulman, cherchant à former une union panturque avec les républiques turcophones (Balcı, 2005). Le modèle turc adopté est finalement davantage pro-occidental, un modèle reposant sur la transition politique et économique.

L'un des premiers objectifs du modèle turc est la rupture avec les traditions économiques soviétiques en facilitant les investissements de la Turquie dans la région, notamment à travers le TIKA, l'Agence de Coopération et de Développement Turque (*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*) tout récemment établie en 1992 dans le dessein d'aider ces pays à se réformer à tous les niveaux, mais également par le biais des investissements de Eximbank, la banque turque du commerce extérieur (Balcı, 2001). En matière de politique, la Turquie propose aux républiques post-soviétiques de suivre un modèle laïque "à la turque". Cette notion de "modèle turc" était par ailleurs, étonnamment, fortement soutenue par les puissances occidentales, notamment l'administration américaine. Ce soutien s'explique par la présence de deux modèles régionaux, celui de la Turquie, considéré comme démocratique et lié à l'Occident d'un point de vue institutionnel et celui de l'Iran, théocratique et anti-occidental (Benli Altunışık, 2011).

Le gouvernement du Président George Bush, lors d'une visite de Süleyman Demirel à Washington, décrit la Turquie comme "le modèle d'un État démocratique, laïque, qui pourrait être imité par l'Asie centrale" (Rashid, 1994, 210). En réalité, craignant que la configuration régionale prennent une toute autre tournure en passant sous l'influence iranienne, l'Occident et en particulier Washington encourage très fortement la Turquie à jouer un rôle actif dans la région. Dans le même registre, le secrétaire d'État américain

James Baker lors d'une visite au Turkménistan en 1992, insiste sur la nécessité pour le pays de suivre le modèle turc plutôt que le modèle iranien (Benli Altunişik, 2011).

Néanmoins, le rêve turc est très rapidement confronté à la réalité. En surestimant la parenté entre les Turcs de Turquie et les populations turciques d'Asie centrale et la capacité d'action de la Turquie, "le modèle turc révéla très vite ses limites" (Balcı, 2005).

#### Les limites du modèle turc en Asie centrale dans les années 1990

Les attentes des dirigeants turcs ont été beaucoup trop ambitieuses et ont manqué cruellement de réalisme au sujet de la situation économique et politique du pays. La Turquie, en 1991, n'est pas assez forte pour constituer un réel modèle pour les républiques d'Asie centrale.

D'un point de vue politique, la démocratie du modèle turc à propos de laquelle le Président George Bush était si élogieux est une valeur à relativiser. Au moment où il devient un modèle d'exportation, le modèle turc est déjà fortement fragilisé par la question kurde, mais également par les instabilités politiques internes du pays liées à la multiplicité des coups d'État militaires. Bien que, depuis 1983, avec le retrait des militaires du paysage politique, on assiste à la tenue régulière d'élections libres et une augmentation de la liberté de la presse, le rôle de l'armée n'est pas négligeable et la censure persiste (Balci, 2003). Par ailleurs, la lutte acharnée des Occidentaux et des Turcs contre l'influence iranienne islamique ne prenait pas en compte le caractère séculaire des sociétés centrasiatiques, rendant la probabilité d'un basculement vers l'islamisme très faible. Cette mauvaise conception des républiques turcophones d'Asie centrale démontre le manque de préparation de la Turquie et de l'Occident dans la mise en place du processus de rapprochement. L'Iran, contrairement aux prévisions, a adopté une approche pragmatique sans entrer dans la dimension religieuse, ayant conscience du caractère séculaire de ces républiques certes musulmanes, mais très soviétisées et peu sensibles aux propagandes religieuses (Balcı, 2003). Le rôle de "pont entre l'Occident et l'Orient" que devait endosser la Turquie aux yeux des dirigeants occidentaux s'estompe au fur et à mesure qu'ils comprennent que l'influence iranienne sera très limitée et commencent à former eux-mêmes des relations avec ces pays.

Perdant l'appui occidental, la Turquie se retrouve rapidement face à des ambitions démesurées auxquelles son économie ne peut faire face. Même si, à partir de 1980 sous l'administration Özal, l'économie turque avait pris un virage ultra-libéral en s'ouvrant à la compétition internationale conformément à la politique du Fonds Monétaire International (FMI), avec son économie dynamique mais surendettée, la Turquie ne possède pas les moyens nécessaires à l'accompagnement des républiques d'Asie centrale dans leur processus transition politique et économique, du moins pas sans l'appui des économies occidentales (Balcı & Bıçakçı, 2001). L'économie turque étant relativement dépendante des aides accordées par le FMI et la Banque Mondiale, il est difficile d'envisager qu'un pays recevant de l'aide puisse fournir une assistance économique à d'autres pays (Kramer, 1996). De plus, l'éloignement géographique entre Ankara et les républiques turcophones d'Asie centrale pose un problème dans la mesure où ces pays sont généralement des pays enclavés, sans accès maritime et avec des infrastructures vieillissantes, affaiblissant la force de pénétration économique et militaire de la Turquie dans la région (Levystone, 2023).

Bien qu'initialement la Turquie a approché les pays türks avec prudence, Turgut Özal affirmant, lors d'une visite à Moscou, aux soviétiques que la Turquie ne comptait pas s'imposer dans les républiques soviétiques en passe de devenir indépendantes, elle a très rapidement abandonné cette prudence (Balcı, 2005). Même si les républiques anciennement soviétiques ont obtenu leur indépendance, il est important de noter que le Kremlin garde un certain contrôle sur ces dernières. La Russie met en place le concept de "Russes de l'étranger proche" pour se présenter comme la patrie ethnique de tous les Russes vivant dans les ex-républiques soviétiques, victimes de discrimination. Ce concept lui permet notamment de justifier son ingérence dans les affaires des républiques turcophones, sous prétexte de protection de ses compatriotes (Laruelle, 2008). Par ailleurs, à travers la

Communauté des États Indépendants (CEI), la Russie possède un droit d'intervention dans les anciennes républiques soviétiques (Facon, 2004).

Les seules études réalisées à propos des liens entre les Turcs de Turquie et l'Asie centrale ayant été réalisées par la droite panturquiste, irrédentiste et réactionnaire, la Turquie était très mal préparée. Tentant de s'imposer de force dans cette région où souffle le vent de l'indépendance, la Turquie multiplie les erreurs et suscite l'hostilité des centrasiatiques vis-à-vis du modèle turc dont ils comprennent rapidement les limites. Dans cette euphorie provoquée par les indépendances, les dirigeants turcs se sont laissés aller à des déclarations panturquistes excessives. La remarque d'un vieil homme kirghize, devenue anecdotique, illustre parfaitement cette situation "Vous êtes partis les yeux bridés, sur des chevaux, il y a mille ans, vous revenez aujourd'hui, les yeux clairs et dans des avions" (Balcı, 2003). Les sommets de la turcophonie organisés entre 1992 et 2000 se caractérisent par des discussions dans suites n'aboutissant à la mise en place d'aucun projet de coopération concret, le sommet de 2000 à Bakou est par ailleurs marqué par l'absence des présidents ouzbek et turkmène. Néanmoins, il convient de noter que même si un projet de coopération türk n'aboutit pas au cours de ces sommets, la diplomatie turque réussit à établir des relations bilatérales.

Apprenant de ses erreurs passées, la Turquie décide de mettre l'accent davantage sur son atout culturel, lui conférant un avantage sur les autres acteurs intéressés par la région comme notamment la Chine, vers laquelle le Kazakhstan et le Kirghizistan se tournent pour s'inspirer de son modèle de développement (Balcı, 2003).

#### Un panturquisme culturel après 1991?

Ainsi, comme nous avons pu le constater, bien que la Turquie ait été le premier pays à reconnaître officiellement l'indépendance des nations anciennement soviétiques et à établir des relations diplomatiques avec ces dernières, l'évolution des relations entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale n'ont pas répondu aux ambitions panturquistes

d'Ankara. Le besoin d'émancipation des républiques post-soviétiques, l'éloignement géographique, le manque de soutien de la part des puissances occidentales ainsi que les capacités financières et la légitimité insuffisantes de la Turquie sont tous des facteurs pouvant partiellement expliquer l'échec du rapprochement au début des années 1990. Ne pouvant pas compter sur les moyens de *hard power*, la Turquie se retrouve rapidement dans l'obligation de déployer d'autres moyens d'action dans la région.

Consciente des liens culturels, linguistiques et historiques unissant les peuples turcophones entre eux, la diplomatie culturelle semble alors devenir le moyen idéal afin de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'atteinte des ambitions de la Turquie en Asie centrale turcophone. Changeant de stratégie, la politique de rapprochement mise en place par la Turquie prend ainsi une dimension culturelle en se focalisant sur l'histoire commune, la langue, la religion et les traditions (Saida, 2022). Les dirigeants turcs considèrent alors la diplomatie culturelle comme une source de puissance, une arme secrète de la politique étrangère, permettant à la Turquie de renforcer peu à peu ses liens stratégiques avec les républiques turcophones sans générer un rejet immédiat de leur part (Pahlavi, 1999). Par ailleurs, cette approche est également considérée comme étant la plus adéquate au vu des moyens limités de la Turquie dans la mesure où "la diffusion de la culture et de l'éducation est moins coûteuse que l'investissement économique" (Landau, 1995, 210).

Par le biais de l'adoption d'une approche néo-fonctionnaliste et le déclenchement d'un effet *spill-over* culturel (Aykut & Polatoğlu, 1988), la Turquie peut réussir à engendrer chez les populations turcophones d'Asie centrale, un sentiment d'appartenance à une communauté Türk permettant un renforcement de la coopération. Dans cette région en quête identitaire, l'approche culturelle paraît être un bon moyen pour créer une "allégeance panturque" (Pahlavi, 1999, 54). Afin d'éviter de refaire les mêmes erreurs, la diplomatie culturelle turque repose désormais en grande partie sur un "esprit de coopération" (Landau, 1995, 211). C'est-à-dire qu'au lieu de tenter d'imposer la culture turque au détriment des cultures locales (comme c'était le cas sous l'administration russe auparavant), ce qui

pourrait paraître irrédentiste aux yeux des populations turcophones, la nouvelle approche coopérative permettrait aux populations de s'approprier réellement la culture de manière durable et volontaire.

Toutefois, Cyril Pahlavi pose une question cruciale : "Peut-on toujours parler de panturquisme?" (Pahlavi, 1999, 56). Jacob Landau apporte une réponse intéressante à cette question et fait la remarque qu'il faut distinguer le panturquisme politique du temps de l'Empire ottoman et de l'ère républicaine ayant des revendications territoriales et irrédentistes, du panturquisme post-soviétique qui adopte une vision plus modérée axée autour de la coopération multilatérale culturelle (Landau, 1995). Néanmoins, ces deux panturquismes conservent des similarités puisque bien que les "moyens soient désormais différents avec l'introduction de la dimension culturelle comme atout dominant, la fin reste la même" (Aydın, 1996, 160). L'objectif recherché par le panturquisme post-soviétique, comme par le panturquisme du temps de l'Empire ottoman reste avant tout l'unification des peuples turcophones. Néanmoins, avec l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union Européenne, l'attention de la Turquie se détourne de l'Asie centrale pour se concentrer sur l'Europe<sup>14</sup>.

L'ascension au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) en 2002 avec 34,3% des votes, marque le début de l'accélération de l'utilisation du *soft power* afin de tenter de faire de la Turquie une véritable puissance régionale. Depuis 2002, l'AKP a pris un grand nombre de mesures visant à restructurer la politique étrangère de la Turquie et ce, en s'appuyant grandement sur la diplomatie culturelle et la diplomatie publique (Nuhoğlu, 2016). Le point culminant de la mise en œuvre de la diplomatie culturelle par la Turquie est atteint sous la direction d'Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères sur la période 2009-2014 et principal architecte de la politique étrangère turque. Conscient des changements entraînés par la fin de la Guerre froide et le passage à un monde multipolaire, Davutoğlu propose une analyse

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Dès 2005, les négociations d'adhésion à l'UE commencent à stagner et l'Asie centrale refait surface dans la politique étrangère de la Turquie.

géostratégique et culturelle des nouveaux équilibres politiques mondiaux. Selon lui, en raison de son positionnement géographique, sa profondeur historique et son identité culturelle (notamment religieuse islamique), la Turquie occupe une place centrale sur la scène internationale. Dans ce "désordre politique" (Davutoğlu, 1997) international, il est nécessaire que la Turquie mette en place les moyens nécessaires afin de devenir une véritable puissance régionale. Ainsi, d'après lui, afin de bénéficier de manière optimale de sa "profondeur stratégique" (Stratejik Derinlik) (Davutoğlu, 2001), la Turquie doit mobiliser ses efforts dans trois zones géographiques; "l'environnement terrestre proche composé du Moyen Orient, des Balkans et du Caucase; le bassin maritime proche (mer Noire, mer Adriatique, Méditerranée orientale, mer Rouge, golfe arabique et mer Caspienne, mais aussi les fleuves de l'Euphrate, du Tigre et du Nil) et l'environnement continental proche (Europe, Afrique du Nord et Asie centrale)" (Lachambre, 2019).

En avançant l'idée qu'afin de gagner en puissance, la Turquie doit renouer avec la grandeur de son passé ottoman, Davutoğlu s'inscrit dans une logique "néo-ottomane". Cette thèse s'oppose directement à l'idéologie kémaliste dominante depuis le début du XXe siècle, qui prônait un repli national turc et une rupture avec la grandeur impériale du passé ottoman en prônant une politique de non-intervention au-delà des frontières (Biad, 2014). Si ce changement de cap avait déjà été entamé sous l'administration Özal, l'arrivée au pouvoir de l'AKP confirme cette position et contribue à l'augmentation du *soft power* de la Turquie. Le pays aborde désormais la diplomatie publique et culturelle par le biais d'une approche fonctionnaliste et insiste sur l'institutionnalisation (Lachambre, 2019).

#### **Conclusion du Chapitre 2**

Les relations entre la Turquie et les pays d'Asie centrale turcophone se fondent sur une riche histoire culturelle et linguistique commune. Au fur et à mesure du temps, initialement au sein de l'Empire russe, la turcité s'est transformée en une idéologie visant à former un frein à l'impérialisme russe et aux politiques assimilationnistes auxquelles les populations Türks de l'Empire russe étaient confrontées. Cette idéologie, prenant le nom de

panturquisme, a évolué au fil du temps, influencée par des événements historiques majeurs tels que les Guerres mondiales ainsi que la Guerre Froide. Alors que le panturquisme a d'abord pris une forme politique, cherchant à unir les peuples turciques sous une même bannière, il a progressivement évolué vers un panturquisme culturel, après la chute de l'URSS en 1991. Cette période a vu la Turquie proposer un "modèle turc" aux républiques nouvellement indépendantes, bien que ce modèle ait rapidement montré ses limites en raison des réalités géopolitiques et économiques de la région. Face aux faiblesses du modèle turc et à son incapacité à s'appuyer sur des éléments de *hard power*, Ankara a déployé une diplomatie culturelle axée sur la coopération et le partage des valeurs culturelles communes. Cette approche a permis de renforcer les liens avec les républiques turcophones sans susciter de résistance, contrairement à l'approche soviétique précédente.

Les fondements historiques et idéologiques de ces relations posent un cadre essentiel pour comprendre les initiatives contemporaines de la Turquie. La politique culturelle turque s'est focalisée sur la promotion de l'histoire, de la langue, de la religion et des traditions communes, en utilisant le *soft power* pour atteindre ses objectifs de politique étrangère. Les dirigeants turcs ont souligné l'importance de la culture comme outil de rapprochement et de coopération, plutôt que d'imposition, soulignant l'esprit de collaboration et d'appropriation par les populations locales. Ce contexte historique et idéologique nous prépare à explorer les domaines d'action et les acteurs spécifiques de la diplomatie culturelle turque en Asie centrale depuis 1991, qui est le sujet du prochain chapitre.

# Chapitre 3: Les domaines d'action de la diplomatie culturelle turque en Asie centrale turcophone depuis 1991.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, la tournure proactive et dynamique que la politique étrangère de la Turquie avait commencé à prendre à partir de 1991 s'est considérablement renforcée. Lors des élections présidentielles de 2023, Recep Tayyip Erdoğan a largement insisté sur l'idée du "Siècle Turc", suggérant que les années à venir pourraient constituer un âge d'or pour le pays. Cette expression n'est cependant pas nouvelle sur la scène politique turque. En effet, Turgut Özal évoquait déjà l'idée d'un "Siècle Türk" (Aydın, 2004) à la suite de l'indépendance des républiques d'Asie centrale. Ainsi, bien qu'Erdoğan se réfère principalement à la Turquie avec cette notion, il est pertinent de se demander si cette idée n'est pas également applicable au monde turcophone compte tenu des nombreuses initiatives entreprises et de l'intérêt croissant du gouvernement turc envers l'Asie centrale.

Il est évident que l'Asie centrale turcophone occupe une place prépondérante dans la politique étrangère de la Turquie. La diplomatie culturelle de la Turquie a pris une nouvelle dimension avec l'indépendance de ces républiques et ces dernières sont devenues des "partenaires clés" dans divers domaines, notamment la culture et l'éducation (Ministère des Affaires étrangères de la Turquie, 2022). Si la diplomatie culturelle de la Turquie a été actionnée en Asie centrale dès 1992, une période très importante est, comme nous l'avons dit, l'accession au poste de Ministre des Affaires Etrangères, d'Ahmet Davutoğlu, l'architecte de la politique étrangère turque (Josseran, 2011).

Les efforts culturels de la Turquie se manifestent dans plusieurs domaines et à travers un grand nombre d'acteurs étatiques, régionaux et non-étatiques. Dans un premier temps, dans le domaine de l'éducation, par la mise en place d'échanges académiques et de bourses d'études. L'établissement d'universités turco-centrasiatiques témoignent également

de l'engagement de la Turquie à promouvoir l'éducation et la coopération culturelle dans la région (Ministère des Affaires Étrangères de la Turquie, 2022). La coopération culturelle représente aussi un pilier important de la diplomatie culturelle turque en Asie centrale avec notamment la contribution du pays à la création de l'Organisation internationale de la culture turque (TÜRKSOY), visant à promouvoir la culture, l'art, la langue et le patrimoine historique türk. Par ailleurs, le pays a également initié et soutenu le processus des Sommets des chefs d'Etat des pays turcophones, qui s'est institutionnalisé avec la création du Conseil de coopération des Etats turcophones (le Conseil turc) en 2009 (Ministère des Affaires Étrangères de la Turquie, 2022). Les politiques diasporiques et l'aide humanitaire constituent également l'un des bras armés de la diplomatie publique et culturelle de la Turquie dans la région, se manifestant à travers les activités de l'Agence de coopération et de développement turque (TIKA) mais aussi celles de la Présidence pour les Turcs à l'étranger et les communautés apparentées (YTB). Enfin les médias comme l'Agence de Presse Anadolu (Anadolu Ajansı), la Radio-Télévision turque (Türk Radyo ve Televizyon Kurumu) ou encore les productions télévisuelles constituent des atouts essentiels à la mise en place d'une diplomatie culturelle turque efficace en Asie centrale.

#### La diplomatie éducative

D'après Joseph Nye, l'éducation est un outil efficace pour renforcer l'influence et améliorer l'image d'un pays à l'étranger (Nye, 2004). Au cours des vingt dernières années, la diplomatie éducative a gagné en popularité auprès des pays d'une manière fulgurante (Kıran & Açıkalın, 2021). Parmi ceux-ci figure bien évidemment la Turquie, qui, comme nous l'avons précisé, investit grandement dans son *soft power* et sa diplomatie culturelle, en particulier en Asie centrale.

#### Bourses et programmes d'échanges universitaires

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'utilisation de l'éducation à des fins de politique étrangère a été largement adoptée, intégrant ainsi la dimension éducative dans le cadre de la diplomatie culturelle. Typiquement, cette utilisation se concrétise par l'offre de

bourses d'études ou de programmes d'échanges académiques destinés aux étudiants provenant de pays identifiés comme prioritaires en matière de politique étrangère (Kelkitli, 2020). Les échanges éducatifs visent principalement trois objectifs. Tout d'abord, ils renforcent les relations entre le pays d'accueil et les pays d'origine en permettant aux participants de découvrir de manière authentique le système politique, les institutions, les valeurs et les caractéristiques socio-culturelles du pays hôte, réduisant ainsi les risques de désinformation et de préjugés. Ensuite, les étudiants étrangers qui poursuivent leurs études dans les institutions du pays hôte peuvent accéder à des postes de haute responsabilité dans leur pays d'origine, contribuant ainsi au maintien de liens étroits avec le pays hôte en diffusant les perspectives, valeurs et pratiques de ce dernier. Enfin, une perception positive développée par ces futurs leaders potentiels à l'égard du pays hôte peut influencer ces leaders à soutenir certaines initiatives de politique étrangère du pays d'accueil (Kelkitli, 2020).

En 1992, la Turquie a lancé le "Grand Projet Étudiant" (Büyük Öğrenci Projesi) ciblant les étudiants azéris, kazakhs, ouzbeks, turkmènes et kirghizes dans le but de renforcer les liens avec ces nations turcophones d'Asie centrale (Kavak & Başkan, 2011). Ce programme visait à améliorer les standards éducatifs dans ces pays, à répondre à leurs besoins en main-d'œuvre qualifiée et à cultiver une jeune génération ayant des sentiments positifs envers la Turquie. Les bourses offertes dans le cadre de ce projet couvraient les frais de scolarité, une allocation mensuelle, une année d'apprentissage de la langue turque, l'hébergement en dortoirs d'État, l'assurance maladie, le soutien vestimentaire, les livres et fournitures scolaires, ainsi que des cartes de transport. Entre 1992 et 2011, la Turquie a accordé 42 318 bourses dans le cadre de ce projet. Cependant, le taux d'obtention du diplôme s'est établi à 28 %, seuls 8 914 étudiants ayant terminé leurs études (Kelkitli, 2020). Cette situation a été attribuée au manque de préparation des institutions turques face à l'afflux massif d'étudiants, à une promotion insuffisante du projet, à la réduction progressive des ressources disponibles par étudiant, aux obstacles bureaucratiques intenses rencontrés par les étudiants pendant leurs études, ainsi qu'aux problèmes liés à un

hébergement insuffisant (Budak, 2012). Néanmoins, certains diplômés ont réussi à accéder à des postes politiques de haut niveau dans leurs pays d'origine et ont contribué au renforcement des liens entre la Turquie et leurs nations respectives. Cet aspect a été perçu comme un facteur de motivation pour la Turquie.

"L'ambition de la Turquie est de constituer, en matière d'éducation, un hub régional" (Saint-Yves, 2022, 4). Suivant cet objectif, pour remplacer le Grand Projet Étudiant, en 2012, le gouvernement turc lance le programme des bourses Türkiye (Türkiye Bursları) sous l'égide de la Présidence pour les Turcs de l'Etranger et les Communautés Apparentées (Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, YTB), en collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères et le conseil de l'enseignement supérieur (Yüksek Öğretim Kurulu, YÖK). À travers ce programme, le gouvernement accorde des bourses aux étudiants internationaux de l'enseignement supérieur dans l'optique de favoriser l'égalité des chances en permettant à des étudiants brillants de pouvoir effectuer leurs études en Turquie. Ces bourses comprennent les frais de scolarité, une année de cours d'apprentissage de la langue turque, le logement étudiant, les frais de voyage, une assurance santé et une allocation mensuelle. En 2023, on remarque que les demandes de bourses sont du nombre de 117 000 et proviennent de 162 pays (Türkiye Bursları, 2024). Les initiatives de la Turquie pour accroître son attrait dans le domaine de l'éducation portent leurs fruits, comme le montre l'évolution du nombre d'étudiants internationaux sur son territoire. En 1983, ce nombre était seulement de 5 378, alors qu'actuellement, la Turquie accueille 350 000 étudiants étrangers (YÖK, 2024). Parmi ces étudiants, une proportion significative provient des pays turcophones. En 2016, sur les 88 499 étudiants internationaux présents en Turquie, 14 180 étaient originaires de ces États turcophones (Yılmaz & Kılıçoğlu, 2018).

La diplomatie éducative facilite ainsi l'établissement de relations durables avec les étudiants internationaux à des fins politiques. Pour maintenir ces liens, la Turquie a mis en place le Coordination des Anciens Étudiants de Turquie (*Türkiye Mezunları*). En 2022, la Turquie comptait 34 associations d'anciens étudiants réparties dans 30 pays, incluant

l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Une rencontre significative s'est tenue dans la ville d'Almaty au Kazakhstan le 6 juin 2017. Cette initiative illustre l'engagement de la Turquie à entretenir des relations durables avec ses anciens étudiants internationaux, afin de bénéficier de leurs réseaux et de promouvoir une collaboration mutuelle. (Yılmaz & Kılıçoğlu, 2018).

#### Les universités turco-centrasiatiques

En complément de l'approfondissement de l'engagement de la Turquie envers l'Asie centrale depuis l'indépendance de ces États, illustré par la mise en place de bourses, de programmes d'échanges et la formation des élites politiques centrasiatiques sur son territoire, la Turquie a également implanté des universités turques en Asie centrale (Ülgen, 2023).

Un accord entre les gouvernements de la Turquie et du Kazakhstan convenant de l'établissement de l'Université turco-kazakhe Hoca Ahmet Yesevi est signé le 31 octobre 1992, lors du Sommet des chefs d'État des pays turcophones à Ankara. L'accord est approuvé par la TBMM, le 29 avril 1993, avec la loi n° 3904, et entre en vigueur après sa publication dans le Journal officiel n° 21571, le 4 mai 1993. Cette université internationale, publique et autonome, vise à former les étudiants provenant de divers pays et communautés turcophones avec pour objectif de devenir un "symbole de l'amitié et de la solidarité entre les Etats et communautés Türks" (Université Ahmet Yesevi, 2023). Le règlement de l'université exige que chaque étudiant de l'université doit être en capacité de parler couramment le kazakh et le turc. Cette université est porteuse d'un grand nombre de symboles, à commencer par sa localisation, dans la ville de Turkestan, ville déclarée comme étant la capitale spirituelle du Monde Türk par l'ancien président Nursultan Nazarbayev et le président actuel du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokayev. De plus, le nom de l'école, Hoca Ahmet Yesevi, est le nom d'une figure éminente dans la vie spirituelle des Türks, considéré comme le fondateur de la tradition soufie türk. L'université accueille des étudiants provenant de 32 pays différents et les prépare à devenir les futurs ambassadeurs des valeurs de la Turquie et du Kazakhstan, en faisant de cette institution un "symbole de fraternité" entre les deux nations (Université Ahmet Yesevi, 2023).

La seconde université fondée conjointement suite à des accords bilatéraux entre la République de Turquie et une autre République d'Asie centrale turcophone est l'université Manas. Cette université turco-kirghize a été fondée par un accord intitulé "Accord sur la création de l'Université Manas Kirghize-Turque dans la ville de Bichkek, capitale de la République kirghize, entre le gouvernement de la République de Turquie et le gouvernement de la République kirghize" signé le 30 septembre 1995 à Izmir. Après l'approbation de cet accord par les autorités compétentes des deux pays, l'université commence ses activités au cours de l'année académique 1997-1998, lors de la visite officielle du président Süleyman Demirel. Cette université place également le Monde Türk au cœur de son existence, avec notamment la présence d'un centre de recherche sur la civilisation türk (Türk Uygarlığı ve Araştırma Merkezi) (Université Manas, 2024).

L'année suivante, en 1996, est établie l'université Süleyman Demirel à Almaty, au Kazakhstan (Suleyman Demirel University, 2024). Bien que cette institution privée ne bénéficie pas du même statut que les deux universités précédemment mentionnées, son établissement découle d'une volonté commune de renforcement des relations entre les deux pays. Toutefois, elle opère de manière indépendante et avec une interaction moins intégrée entre les gouvernements. Malgré cela, le choix du nom de l'université revêt une dimension symbolique, en référence au président Demirel, figure de proue des initiatives panturquistes de la Turquie à la suite des indépendances en Asie centrale.

Enfin, la TOBB University of Economics and Technology à Ankara a également ouvert une succursale à Tachkent pour les étudiants ouzbeks. La création de cette succursale découle de la visite officielle du président ouzbek en Turquie en février 2020. A la suite de cette visite, un mémorandum a été signé entre les chambres de commerce des deux pays. En juin 2020, le gouvernement ouzbek a adopté une résolution pour établir la

succursale. Les premiers examens d'entrée ont eu lieu en août 2020, et la première rencontre entre le recteur et les étudiants a eu lieu en octobre 2020 (TOBB ETÜ Tashkent, 2021).

#### L'institut Yunus Emre (YEE)

La langue est l'un des éléments déterminants de la culture d'un pays (Akıllı, 2018). La promotion de la langue à travers la diplomatie éducative est ainsi nécessaire et constitue un outil très important de la diplomatie culturelle turque (Kelkitli, 2020).

Dans le dessein de renforcer la présence culturelle turque à l'étranger et améliorer l'image du pays à travers l'exploitation de son potentiel de *soft power*, la Turquie met en place la Fondation Yunus Emre (*Yunus Emre Vakfi*, YEV) le 5 mai 2007, avec la loi n° 5653. L'objectif officiel de cette institution est de représenter la Turquie dans le monde à travers la promotion de "*la langue*, *la culture*, *l'histoire et l'art turc*" (Institut Yunus Emre, 2023). Les activités de la Fondation débutent réellement en 2009, avec la création de l'Institut Yunus Emre (*Yunus Emre Enstitüsü*, YEE). Actuellement, le YEE possède plus de 60 centres culturels à l'étranger (Institut Yunus Emre, 2020). En complément de l'enseignement de la langue turque, l'institut collabore étroitement avec les institutions éducatives des Etats dans lesquels il est implanté en fournissant une assistance aux départements de Turcologie et aux enseignements du turc. Lorsque l'on s'intéresse à la répartition de ces centres, on se rend néanmoins compte que le "Monde Türk" n'est pas très représenté puisqu'il ne compte que deux centres culturels, l'un étant à Bakou (2012) et l'autre à Astana (2010). Ce manque de représentation peut être considéré comme un manque à combler ou une opportunité manquée.

Parmi les activités organisées à Astana, dans le cadre du projet "*Kemankeş*", le YEE a introduit des cours de tir à l'arc turc à Astana en 2019. Cette initiative a permis la formation de trois éducateurs kazakhs en Turquie, ouvrant ensuite la voie à l'établissement du Palais des Sports Alatau. Au sein de cette institution, environ 40 cours ont été donnés,

accueillant des étudiants kazakhs désireux de découvrir l'art du tir à l'arc turc (Yılmaz & Kılıçoğlu, 2018). À l'issue de ces cours, les participants ayant réussi le programme ont eu la chance de participer à une école d'été en Turquie. Par ailleurs, des films turcs sont diffusés, des séminaires sont également donnés, notamment sur la culture turque oghouze avec laquelle les kazakhs ne sont pas nécessairement familier puisqu'ils appartenaient davantage à la branche kiptchak. L'objectif principal est ainsi de faire connaître la Turquie et favoriser les échanges entre les nations par la suite.

Ainsi, à travers la diplomatie éducative active de la Turquie, les liens entre les Turcs d'Anatolie et les populations turcophones d'Asie centrale sont renforcés. L'octroi de bourses et la mise en place de programmes d'échanges démontrent la volonté de la Turquie d'accueillir les étudiants internationaux de cette région afin de les former et leur permettre d'apprendre la culture turque. Par ailleurs, l'établissement d'universités bilatérales turco-centrasiatiques démontrent également la volonté de coopérer dans le domaine éducatif et constitue aussi un vecteur de la diplomatie publique et culturelle de la Turquie dans la région. Enfin, le YEE, véritable instrument de la diplomatie culturelle et éducative de la Turquie à travers le monde, est également présent en Asie centrale, néanmoins sa présence pourrait être renforcée. Ces actions éducatives posent les bases d'une diplomatie plus large, intégrant également des dimensions culturelles et religieuses pour approfondir les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone.

#### La diplomatie culturelle et religieuse

La culture constitue, de manière évidente, un pilier essentiel de la diplomatie culturelle. De nombreux pays, dont un grand nombre de pays émergents, ont opté pour le renforcement de leur influence internationale par la diffusion de valeurs culturelles. Par exemple, des figures politiques comme Jacques Chirac ont plaidé pour un projet d'Europe culturelle visant à instaurer une Communauté Culturelle Européenne (Haneş & Andrei, 2015). De manière similaire, dans le contexte du monde turc, la culture joue un rôle crucial dans le

rapprochement des Etats turcophones et représente un axe central de la diplomatie culturelle turque en Asie centrale.

#### L'Organisation Internationale de la Culture Turque (TURKSOY)

Suite à la Seconde Guerre mondiale, dans la poursuite d'un idéal de stabilité et de prospérité internationale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*, UNESCO) est fondée en tant qu'agence spécialisée de l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1945. Le but principal était de permettre aux États de diffuser leurs cultures nationales afin de renforcer la coopération et la compréhension mutuelle entre eux.

Suivant ce modèle, l'Organisation Internationale de la Culture Turque<sup>15</sup> (TURKSOY) est fondée le 12 juillet 1993 à Almaty, avec la signature de l'accord sur les "Principes d'activités et d'établissement de TURKSOY" par les ministres de la Culture de la Turquie, de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan ainsi que du Turkménistan. Cette décision fait suite à la réunion des Ministres de la Culture des pays fondateurs de TURKSOY en 1992 à Istanbul et à Bakou, au cours de laquelle ils ont décidé de coopérer dans le domaine culturel (Eren, 2013). L'organisation compte six membres fondateurs (Turquie, Azerbaïdjan, Turkménistan, Kirghizistan, Kazakhstan et Ouzbékistan) et huit membres observateurs parmi lesquels se trouvent la République turque de Chypre du Nord, la République du Tatarstan, la République de Bachkirie, la République de l'Altaï, la République de Sakha (Yakoutie), la République de Touva, la République de Khakassie<sup>16</sup> ainsi que la région autonome de Gagaouzie (Moldavie). La langue officielle de l'organisation est le turc et le siège se situe à Ankara, témoignant ainsi de l'importance de la Turquie au sein de l'institution, néanmoins tous les membres possèdent les mêmes droits. Actuellement, le Secrétaire général est Sultan Raev, homme politique kighize, élu par consensus le 31 mars 2022. Véritable "Communauté Culturelle Turque", TURKSOY mène

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> L'utilisation du mot Turque résulte de la traduction en français du nom de l'Organisation mais il s'agit en réalité de la Culture Türk, c'est-à-dire turcique, commune aux peuples turcophones.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Les républiques de Khakassie, Touva, Tatarstan, Sakha (Yakoutie), Bachkirie et de l'Altaï sont toutes des Républiques autonomes de la Fédération de Russie.

des activités dans le but de renforcer la solidarité et la fraternité entre les peuples Türks, transmettre la culture commune aux générations futures et la présenter au monde entier. Il est important de noter également que des relations officielles et une coopération sont établis entre l'UNESCO et TURKSOY, suite à la demande du Directeur général de TURKSOY dans une lettre adressée au Directeur général de l'UNESCO, datant du 14 février 1996 (UNESCO, 1996).

Les activités de TURKSOY sont déterminées par le Conseil Permanent des ministres de la Culture des pays turcophones et appliquées par le Secrétariat général de l'organisation. L'une des activités les plus notables de l'organisation est la célébration du *Nawrouz*<sup>17</sup>. Cette fête est commémorée chaque année le 21 mars du calendrier chrétien dans les pays de culture turco-persane. Longtemps une tradition dans les pays de culture turco-persane, cette fête fût interdite sous l'administration soviétique dans les républiques turcophones d'Asie centrale et éclipsée après la proclamation de la République en Turquie. Dans les années 1980, le Parti des Travailleurs Kurdes (*Partiya Karkerên Kurdistan*, PKK) récupère cette fête dans le but de mobiliser les Kurdes et celle-ci devient rapidement interdite (Balci, 2001). Néanmoins, dans les années 1990, avec l'indépendance des républiques soviétiques, consciente de l'importance de cette célébration pour les pays turcophones, la Turquie entame un revirement radical en autorisant de nouveaux les célébrations et en faisant de cette dernière une fête officielle. Les historiens s'efforcent alors de rappeler que cette fête fait partie des traditions türks depuis des millénaires. Selon Mahmut Tezcan, elle correspondait au jour où les peuples Türks sont sortis de l'Ergenekon<sup>18</sup> (Balcı, 2001). La Turquie n'hésite donc pas à manipuler les symboles afin de mener à bien ses objectifs en matière de politique étrangère. Avec l'avènement de TURKSOY, cette fête est diffusée au monde entier. En plus des célébrations organisées au

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Terme qui signifie "Nouvel an" en persan

L'un des berceaux mythiques de la turcité expliquant l'origine du Khaganat des Göktürks. Il s'agirait d'une vallée dans laquelle les Türks auraient trouvé refuge puis auraient été pris au piège dans cette vallée pendant quatre siècles. Ils seraient finalement relâchés par un forgeron qui aurait créé un passage par fusion dans la montagne, permettant au loup gris Asena de les guider. En sortant de l'Ergenekon, les populations Türks auraient fondé le Khaganat et célèbreraient chaque année cette échappée ancestrale lors du Nawrouz.

siège de l'UNESCO et dans la salle de l'Assemblée générale des Nations unies, l'organisation a tenu des célébrations en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Royaume-Uni et dans les Balkans (TURKSOY, 2022).

TURKSOY a mis en place un "Conseil pour l'élaboration d'un alphabet commun destiné aux peuples turcophones, dirigé par le responsable de la Fondation de la langue turque (Türk Dil Kurumu, TDK)" (Fırat, 2006, 54). Chaque année, TURKSOY réunit ce conseil dans le but principal d'établir une langue commune à travers l'adoption d'un alphabet unifié afin de faciliter l'intégration ethnique dans la région (Joannin, 2004). Les premières initiatives pour la création de cet alphabet commun remontent à 1991. En 1993, des lettres supplémentaires ont été ajoutées, portant l'alphabet à 34 lettres. À l'heure actuelle, tous les États turcophones d'Asie centrale, à l'exception du Kirghizistan, ont achevé ou engagé le processus de transition de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin (Özçubukçu, 2024). Malgré les efforts de la Russie pour maintenir l'utilisation de l'alphabet cyrillique dans ces pays, la Turquie a ainsi réussi à promouvoir l'adoption de l'alphabet latin. Le président Erdoğan souligne régulièrement l'importance de l'unité alphabétique comme premier pas vers l'unité linguistique. La création de la "Commission de l'Alphabet Commun du Monde Turc" et ses premières réunions à Astana en mai 2023 et à Bakou le 6 mai 2024 représentent des avancées significatives. Par ailleurs, le document "Vision 2040 du Monde Turc" 19, publié par l'Organisation des États Turciques, met l'accent sur l'importance de l'unité alphabétique et terminologique pour renforcer la communication entre ses membres (Özçubukçu, 2024).

L'organisation met également en place des activités académiques explorant l'histoire, l'art, la langue, la culture, l'art et la littérature commune aux peuples turcophones (TURKSOY, 2022). Chaque année est proclamée comme étant une année commémorative d'une personnalité du Monde Türk ayant marqué la culture. À titre d'exemple, l'année

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> La "Vision 2040 du Monde Turc", publiée par l'Organisation des États Turciques, propose un plan stratégique pour renforcer l'unité, la coopération économique, culturelle, sécuritaire, et environnementale entre les pays turcophones d'ici 2040.

2022 était l'année de Süleyman Çelebi<sup>20</sup> (à l'occasion du 600e anniversaire de sa mort), du compositeur azerbaidjanais Fikret Amirov (100e anniversaire de sa mort) et de l'artiste kirghize Toktobolot Abdumomunov (100e anniversaire également) (TURKSOY, 2022). Tout au long de l'année, TURKSOY publie de nombreuses œuvres écrites, dans divers dialectes et langues turciques, par des personnalités importantes du monde turcophone afin de transmettre leur patrimoine culturel aux générations futures.

Les activités initiées par TURKSOY dans le domaine musical sont également nombreuses et se manifestent notamment par la création de trois ensembles artistiques différents pour promouvoir la culture türk à travers le monde. En 2010 est créé l'Orchestre de chambre des jeunes de TURKSOY, composé de jeunes étudiants talentueux au sein conservatoires des pays membres dans le dessein de promouvoir la musique classique türk. Depuis sa création, l'Orchestre a donné environ soixante concerts à travers le monde. En 2015, la chorale de chambre des jeunes est créée dans le but de promouvoir la musique de chorale türk à travers le monde. Cette chorale va d'ailleurs remporter trois médailles d'or aux Jeux européens des chorales. Enfin, en 2016, l'Orchestre d'instruments traditionnels émerge afin de présenter les instruments et les musiques traditionnelles des pays turcophones au monde entier. Cet orchestre donne ses premiers concerts en 2016 lors des célébrations de *Nawrouz* à Ankara, Istanbul, New York City et Washington D.C. (TURKSOY, 2022).

Enfin, chaque année, une ville du Monde Türk est désignée comme étant la capitale culturelle afin de promouvoir la culture, l'histoire et les traditions des peuples turcophones. Un grand nombre d'évènements culturels sont organisés dans la ville sélectionnée comme des festivals culturels et artistiques, des expositions d'art et des conférences sur la culture et l'Histoire Türk (TURKSOY, 2022). En 2023, la capitale culturelle du monde turcophone était la ville de Shusha, en Azerbaïdjan. Un événement important est également organisé dans la ville sélectionnée; la compétition musicale Türkvizyon (Yanık, 2023). Il s'agit d'une

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Imam du palais impérial et de la mosquée de Bursa. Il fut le protégé du sultan Bayezid Ier puis de Mehmed Ier et doit son renom à un poème religieux intitulé *Mevlit* écrit en 1409.

compétition similaire à l'Eurovision, organisée en Europe, à laquelle la Turquie a cessé de participer depuis 2012. En réponse à ce retrait, la première édition du concours Türkvizyon a été organisée en 2013 comme alternative à l'Eurovision, permettant ainsi de rapprocher les pays turcophones. Organisée conjointement par le TURKSOY et la TRT.

Cette organisation permet aux pays turcophones de collaborer étroitement dans le domaine culturel et permet également à la Turquie d'exercer amplement sa diplomatie culturelle étant donné que la plupart des initiatives sont impulsées par le pays. TURKSOY collabore régulièrement avec le Ministères des Affaires étrangères de la Turquie et l'Agence de développement et de coopération turque TIKA (Akıllı, 2019). Malgré les tensions passées qui avaient conduit l'Ouzbékistan et le Turkménistan à refuser de participer aux sommets du Conseil turc, ils avaient néanmoins pris part aux activités de TURKSOY. Cependant, les pressions extérieures peuvent affaiblir l'organisation, comme ce fut le cas après l'incident aérien<sup>21</sup> entre la Turquie et la Russie, suite auquel la Russie a exercé des pressions sur les pays observateurs membres de la Fédération russe pour réduire leur coopération.

#### La Divanet comme représentante de la diplomatie religieuse de la Turquie

Sous la domination soviétique, toute expression religieuse dans la sphère publique était officiellement interdite dans les pays d'Asie centrale turcophone. Ainsi, pendant près de 70 années, la religion relevait de la sphère privée et a réussi à résister aux répressions par le biais de l'existence des confréries (Akalı, 1998). La majorité des pays turcophones d'Asie centrale sont musulmans sunnites (Turkménistan 85-89%, Ouzbékistan 92-97%, Kazakhstan 70%, Kirghizistan, 75%) sauf pour l'Azerbaïdjan dont la population est

-

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Le 25 novembre 2015, à proximité de la frontière turco-syrienne, un chasseur-bombardier russe Sukhoi Su-24M a été abattu par un avion de chasse turc F-16. La Turquie a affirmé que le Su-24 russe avait violé son espace aérien malgré dix avertissements émis en l'espace de cinq minutes avant d'être abattu. De son côté, la Russie a nié toute violation de l'espace aérien turc, soutenant que l'avion était resté dans l'espace aérien syrien. Il est important de noter que ces deux pays ont des objectifs conflictuels dans la région : la Turquie soutient les groupes rebelles opposés au régime de Bachar al-Assad, tandis que la Russie appuie les forces de ce dernier. Cet événement a sérieusement détérioré les relations entre les deux nations, le président russe Vladimir Poutine qualifiant l'acte de "coup de poignard dans le dos". En juin 2016, Recep Tayyip Erdogan a exprimé ses regrets et présenté ses condoléances pour la mort du pilote russe, ce qui a contribué à la normalisation des relations entre les deux pays.

majoritairement chiite (65-75%) (Pew Research Center, 2009). Dès l'indépendance, la Turquie a mis en avant son caractère musulman et séculier dans ses relations avec la région. Cette position fut relativement bien accueillie, comme nous l'avons vu, par les dirigeants centrasiatiques et occidentaux qui considéraient la Turquie comme une puissance stabilisatrice, dans une région où l'Islam intégriste menace la sécurité internationale. En Asie centrale, la diplomatie religieuse de la Turquie contribue grandement au renouveau islamique centrasiatique, en particulier à travers les actions de la *Diyanet* (Balcı, 2024).

La Turquie pays estime qu'il est nécessaire d'avoir une "institution dont le rôle est de mener à bien les affaires de la religion, partie très importante de la vie humaine", comme pendant la période ottomane (Diyanet İşleri Başkanlığı, 2024). Ainsi, après la proclamation de la République, Mustafa Kemal Atatürk prend la décision de créer la Direction des Affaires religieuses (Diyanet İşleri Başkanlığı, autrement appelée Diyanet) le 3 mars 2024. Les actions de la Diyanet à l'étranger ont débuté avec la migration des travailleurs turcs en Europe et son champ d'action s'est élargi en Asie centrale et dans les Balkans avec la chute de l'URSS. En Asie centrale, cette institution est représentée dans chaque ambassade à travers le conseil des affaires religieuses (Diyanet İşleri Müşavirliği), dans le dessein de coordonner les relations entre la Diyanet et les autorités religieuses locales.

En 2014, la *Diyanet* a officiellement été rattachée au Premier ministre, élargissant les capacités d'action de l'institution et témoignant de son importance en tant qu'acteur de la diplomatie religieuse turque (Yanık, 2023). L'institution entreprend des initiatives en Asie centrale, à travers l'ouverture et la gestion de facultés de théologie et des lycées *Imam Hatip* en coopération avec le Ministère de l'Éducation nationale turc. Par exemple, en 2013, un lycée Imam Hatip a été ouvert au Kirghizistan comptant 81 étudiants kirghizes inscrits pour l'année 2014-2015 (Ünal, 2013). Dans la ville d'Achkhabad au Turkménistan, Chimkent au Kazakhstan ou encore Osh au Kirghizistan, la Turquie, à travers la *Diyanet*, a financé l'ouverture de facultés de théologie modernes (Fırat, 2006). Elle organise

également des programmes de formation pour les leaders religieux et les imams dans le but de renforcer les capacités institutionnelles des organisations religieuses en Asie centrale.

Par ailleurs, la *Fondation Türkiye Diyanet (Türkiye Diyanet Vakfi)* organisation à but non lucratif créé par la *Diyanet* fournit des bourses aux étudiants de premier cycle, master et doctorat en théologie islamique<sup>22</sup> afin que ces derniers puissent étudier en Turquie (Fondation Türkiye Diyanet, 2024). En 2022, la Fondation a accordé des bourses à 2 887 étudiants provenant de 97 pays différents pour l'année 2022-2023 (Fondation Türkiye Diyanet, 2024). Parmi les autres activités éducatives on retrouve la fourniture de livres et brochures pédagogiques religieuses, traduites en langues locales et même en russe, visant à enseigner l'Islam aux enfants.

Dans le domaine culturel, le *Diyanet* organise également des conférences, séminaires et évènements culturels pour promouvoir le dialogue entre différentes confessions et cultures. Elle participe également au financement de la construction et restauration mosquées et monuments religieux (Balcı, 2011) qui forment généralement une synthèse entre architecture locale et ottomane. Par exemple, la mosquée Hoca Ahmet Yesevi, située à Turkestan, est le fruit de la coopération religieuse entre la Turquie et le Kazakhstan, d'où le choix de la localisation et du nom qui revêtent tous deux des symboles türks importants<sup>23</sup>.

Le TURKSOY et la *Diyanet* contribuent tous deux grandement à l'exercice de la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale. TURKSOY favorise la coopération dans le domaine culturel et une meilleure compréhension des liens culturels, historiques et linguistiques unissant les peuples turcophones entre eux, alimentant la sympathie de ces derniers à l'égard de la Turquie. La *Diyanet*, quant à elle, est un élément très important du renouveau islamique de l'Asie centrale suite à la répression subie sous la domination

<sup>22</sup> Sciences islamiques de base, philosophie et études religieuses, histoire et arts islamiques

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> consulter la section sur la diplomatie éducative de la Turquie, paragraphe concernant l'Université Hoca Ahmet Yesevi

soviétique. Nous allons à présent étudier les initiatives humanitaires et politiques diasporiques entreprises par la Turquie dans l'exercice de son *soft power* dans la région.

## L'aide humanitaire et l'encadrement des communautés apparentées

## <u>La Présidence de l'Agence de Coopération et de Coordination Turque</u> (TIKA)

L'un des acteurs les plus importants de la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale est l'Agence turque de coopération et de coordination (*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*, TIKA<sup>24</sup>), fondée en 1992 et placée sous l'égide du Ministère des Affaires étrangères de la Turquie. La création de cette agence résulte directement de la dissolution de l'Union soviétique menant à l'émergence des républiques turcophones d'Asie centrale. La TIKA est initialement conçue pour devenir un instrument d'influence visant à faciliter la pénétration de la Turquie au sein des Etats turciques par le biais d'une coopération multidimensionnelle; économique, sociale, politique et surtout, culturelle (Özkan & Demirtepe, 2012). En 2019, la TIKA compte 61 bureaux dans 59 pays et entreprend des activités dans 170 pays à travers le monde. L'agence est organisée en 8 départements, dont un département du Caucase et d'Asie centrale.

Durant la décennie 1992-2002, la TIKA opère principalement et presque essentiellement en Asie centrale. L'Agence est composée d'un large nombre de bureaucrates nationalistes et panturquistes voyant l'indépendance des régions turcophones comme un moyen d'étendre l'influence régionale de la Turquie (Öktem, 2010). Les dépenses totales de la TIKA sur la période 1992-2003 étaient de 3,75 milliards de dollars américains (USD) (TIKA, 2004, 11). Plus d'un milliard a été consacré à l'assistance économique de la Turquie envers les républiques turcophones avec respectivement 755 millions USD en destination de l'Ouzbékistan, 216 millions USD au Kazakhstan, 94,5

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup>Lors de sa création, TIKA signifiait "*Türkiye İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*", actuellement, TIKA signifie "*Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı*".

millions USD au Turkménistan, 37 millions USD à l'Azerbaïdjan et enfin 26 millions USD au Kirghizistan (Parlak, 2007). Durant cette période, la TIKA a notamment financé la création de l'Université Hoca Ahmet Yesevi au Kazakhstan et l'Université turco-kirghize Manas au Kirghizistan, dans la poursuite de ses objectifs de diplomatie culturelle et renforcement des liens culturels avec la région. Par ailleurs, 72% du budget alloué à l'assistance culturelle et scientifique de la TIKA a été attribué à la "restauration du sanctuaire d'Ahmet Yesevi au Kazakhstan" (Özkan & Demirtepe, 2012, 650). Néanmoins, globalement, les activités de l'agence n'ont pas été réellement couronnées de succès notamment à cause de "l'instabilité économique et politique en Turquie ainsi que les reconfigurations internationales survenant dans le Caucase et en Asie centrale" (Özkan & Demirtepe, 2012, 648).

Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, on assiste rapidement à un essor important de la TIKA qui devient un réel outil de la politique étrangère turque permettant de répondre aux objectifs de la nouvelle politique formulée par Ahmet Davutoğlu à partir de 2009. La poursuite des objectifs "néo-ottomans" de la politique étrangère turque par la TIKA se manifestent dans le domaine culturel par la réhabilitation de monuments ottomans qui permettent, à la fois de restaurer la "grandeur du pays" mais aussi de mettre en avant le passé commun et les liens historiques et culturels présents entre la Turquie et les régions environnantes, notamment turcophones. Cependant, cette politique étrangère suscite de vives critiques, provenant en particulier des gouvernements européens. Afin d'éviter les accusations de néo-ottomanisme, la Turquie a mis en place une procédure spécifique et rusée : "dans chaque pays, elle s'appuie sur un groupe de personnes influentes et bien placées et leur demande de mobiliser leurs contacts au sein du gouvernement de manière à ce que ce dernier fasse parvenir une lettre officielle à la Turquie en lui demandant de réhabiliter un monument" (Lachambre, 2019).

Malgré l'élargissement du champ d'action de la politique étrangère turque, la région turcophone est restée une priorité concernant les actions menées par la TIKA. Par exemple,

concernant la période 2004-2006, sur les "1309 projets à petite et moyenne échelle entrepris par la TIKA, 803 étaient à destination des républiques turcophones" (Özkan & Demirtepe, 2012, 656). En 2005, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan annonce que la TIKA devient l'unique institution chargée de coordonner l'aide publique au développement fournie par la Turquie. En 2011, la TIKA est réorganisée sous le nouveau nom de « Présidence de l'Agence de Coopération et de Coordination Turque » (Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı), par une décision du Conseil des ministres, conformément à la Loi n° 62223 du 6 avril 2011. La TIKA, placée sous l'égide du Premier ministre<sup>25</sup>, possède désormais une personnalité juridique distincte et bénéficie d'un budget autonome pour la réalisation de ses diverses activités.

Parmi les nouvelles missions de l'Agence on retrouve un grand nombre d'objectifs de diplomatie culturelle et notamment un "support des pays avec lesquels la Turquie a des liens historiques, géographiques, sociaux et culturels" axé ainsi sur les anciennes régions ottomanes et l'Asie centrale turcophone (Lachambre, 2019). En plus de la restauration du mausolée de Ahmet Yesevi, le TIKA a contribué à l'ouverture de 18 départements de turcologie au sein des républiques turcophones. En matière de développement et de projets humanitaires, la TIKA a exécuté 761 projets au Kirghizistan dans divers domaines tels que la santé, l'éducation, les infrastructures et l'aide humanitaire. Par exemple, des machines agricoles ont été fournies au Tadjikistan pour soutenir l'économie locale. Le TIKA a également offert des formations aux professionnels de la santé, comme les cardiologues et chirurgiens ouzbeks, et a soutenu la rénovation d'infrastructures sanitaires et éducatives (Yanık, 2023).

Pour résumer, la TIKA représente l'un des bras armés de la diplomatie publique et culturelle de la Turquie en Asie centrale. Les programmes d'assistance de la TIKA ont joué un rôle crucial dans l'amélioration de l'image de la Turquie à l'étranger. L'agence a mis en

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Avec l'adoption de la réforme constitutionnelle de 2017, supprimant le poste de Premier ministre, la TIKA est désormais rattachée au Ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Turquie (Lachambre, 2019). Depuis le 2 janvier 2021, la TIKA est dirigée par Serkan Kayalar.

œuvre des projets qui ont considérablement amélioré les conditions de vie locales en Asie centrale, en Afrique et dans les Balkans, tout en renforçant les liens bilatéraux. Par ailleurs, la promotion de la culture turque à travers des événements culturels et l'établissement de centres linguistiques turcs a renforcé l'influence culturelle de la Turquie. Néanmoins, quelques défis persistent, notamment liés au manque de ressources et de personnel (Akıllı & Çelenk, 2019). Malgré cela, cette institution joue un rôle central dans l'exercice du *soft power* turc en Asie centrale.

## La Présidence pour les Turcs à l'Etranger et les Communautés Apparentées (YTB)

Le changement de l'ordre international, comme l'évoque Ahmet Davutoğlu, confère à la Turquie une place centrale dans le nouvel ordre mondial désormais multipolaire. Les diasporas, de nos jours, constituent un élément clé de la diplomatie publique des États. Considérés comme des "ponts entre deux nations" (Yégavian, 2021), ces citoyens vivant à l'étranger permettent aux pays de légitimer leur intervention au-delà de leurs frontières. Comme nous l'avons vu avec l'exemple de la politique "d'étranger proche" de la Russie, la diaspora russe permet au pays de légitimer son intervention dans les pays anciennement soviétique sous prétexte de protection de ses concitoyens. Dans le cas de la Turquie, l'enjeu est similaire, surtout en Europe en ce qui concerne la diaspora. En effet, le Président Recep Tayyip Erdoğan estime qu'il est nécessaire de maintenir des liens forts avec les diasporas afin d'éviter leur assimilation par le pays d'accueil, processus qu'il va jusqu'à qualifier de "crime contre l'humanité" (Yégavian, 2021).

L'article 62 de la Constitution de la République de Turquie dispose que "L'État prend les mesures nécessaires en vue d'assurer l'union des familles des citoyens turcs travaillant à l'étranger, l'éducation de leurs enfants, la satisfaction de leurs besoins culturels et leur sécurité sociale, de préserver leurs liens avec la mère patrie et de leur fournir assistance lors de leur retour dans le pays" (Constitution de la République de Turquie, 1982). La Constitution prévoit ainsi que l'État doit mettre en place des politiques

diasporiques visant à encadrer les citoyens Turcs vivant à l'étranger. Dans le cadre de la mise en place de la politique diasporique de la Turquie, la Présidence pour les Turcs de l'Étranger et les Communautés Apparentées (Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, YTB) joue un rôle fondamental. Cette institution est fondée le 6 avril 2010, avec la loi 5978, en tant qu'institution publique opérant sous l'égide du Premier ministre. Réorganisée par le décret présidentiel numéro 4 du 15 juillet 2018 concernant "l'organisation des ministères, des institutions affiliées, associées ainsi que d'autres organismes et organisations", elle opère sous l'égide du Ministère de la Culture et du Tourisme (YTB, 2020). Les paroles du vice-Premier ministre Bekir Bozdağ en 2012 illustrent bien l'importance de cette institution : "La Turquie d'aujourd'hui est une Turquie plus forte. Nous affirmons que, quel que soit l'endroit où se trouve un parent ou un citoyen, la Turquie restera à leurs côtés. Nous y travaillons, nous nous efforçons à les soutenir. Cette réunion est organisée dans ce sens par la Présidence pour les Turcs à l'étranger et les communautés apparentées. Cette présidence est en fait le Ministère de la Diaspora. Partout où notre citoyen est présent, notre drapeau est présent" (Akçay & Alimukhamedov, 2013, 104).

En complément de l'encadrement des citoyens turcs vivant à l'étranger, le champ d'action de la YTB comprend également les communautés apparentées et les étudiants internationaux. La catégorie des "communautés apparentées" comprend :

- 1. Les minorités, régions, et pays parlant une langue turcique.
- 2. Les minorités, régions et pays musulmans.
- 3. Les régions en développement.
- 4. Les alumnis, étudiants internationaux ayant étudié en Turquie.

Les régions d'Asie centrale turcophone sont ainsi parfaitement comprises dans le champ d'action de l'institution (YTB, 2020). Les objectifs de la YTB dans la région sont :

1. Le développement des relations sociales, culturelles et économiques avec les communautés apparentées.

- 2. La coopération avec les peuples possédant des liens historiques et culturels avec la Turquie.
- 3. L'encadrement des relations avec les alumnis.

Ces objectifs sont confiés au Département des relations culturelles et sociales de la YTB, chargé de mettre en œuvre des projets adaptés aux besoins de chaque région et les liens que ces dernières entretiennent avec la Turquie. Ainsi la nature des programmes mis en œuvre et les domaines d'action s'étendent de "l'éducation à la culture, de l'académie aux arts, des médias à la société civile" (YTB, 2020).

Concrètement, lorsque l'on s'intéresse aux projets mis en œuvre par la YTB, ces derniers sont généralement centrés sur le principe de "solidarité Türk". Globalement, les projets de la YTB s'articulent autour de la stimulation des émotions et d'un engagement à comprendre et soutenir les minorités turques opprimées. Par exemple, des événements commémoratifs sont organisés comme celui tenu à l'occasion du 75e anniversaire de la déportation des meskhètes<sup>26</sup>, le 10 décembre 2019. Durant cet événement commémoratif, un total de 3000 personnes étaient présentes parmi lesquelles figuraient "le Président Recep Tayyip Erdogan, des ministres, députés, représentants de pays étrangers, académiciens, turcs meskhètes" (YTB, 2020). Une vidéo d'une durée de 20 minutes est également diffusée, produite par le YTB, dans laquelle on retrouve des témoignages visant à sensibiliser le public à cet événement tragique méconnu. Dans le même registre, un événement commémoratif de la déportation des Tatars de Crimée<sup>27</sup> est également organisé afin de sensibiliser les populations à la situation des Tatars de Crimée. Un documentaire réalisé par la YTB est également diffusé dans lequel des personnes ayant vécu la

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Les Meskhètes sont une population musulmane turcophone vivant dans la région de Meskheti, dans le sud de la Géorgie actuelle. Sous l'ère soviétique, en novembre 1944, Joseph Staline et Lavrenti Beria ont initié des déportations massives pour des raisons de répression politique, invoquant des soupçons de trahison en raison de la proximité culturelle de cette population avec la Turquie. Environ 115 000 Meskhètes ont été déportés de force vers l'Asie centrale, principalement en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. Malgré la fin de la Guerre froide, les Meskhètes n'ont pas été autorisés à retourner en Géorgie, et aujourd'hui encore, cette population vit dispersée en Asie centrale et en Russie.

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Les Tatars de Crimée, groupe ethnique musulman turcophone autochtone de la péninsule de Crimée, furent accusés de collaboration avec l'ennemi nazi par les autorités soviétiques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le 18 mai 1944, sur ordre de Staline, une déportation massive des Tatars de Crimée fut organisée, les envoyant principalement en Asie centrale, notamment en Ouzbékistan, où ils furent placés dans des camps de travail forcés. En 1989, le Soviet suprême de l'URSS reconnut officiellement l'injustice de cette déportation et mit en place des mesures de réhabilitation. Cependant, les conséquences de ces injustices persistent encore aujourd'hui.

déportation et des jeunes générations prennent la parole. Ces actions de commémoration visent à apporter un soutien aux minorités opprimées, à restaurer l'image de la Turquie auprès des populations turcophones et à s'engager dans une diplomatie culturelle et publique pour améliorer les relations globales entre l'Asie centrale turcophone et la Turquie. De plus, la YTB publie en ligne des documents sur le monde turcophone, des ouvrages sur l'héritage ouïghour au Kazakhstan, ainsi que des publications sur la vie d'Ismaïl Gasprinski, l'un des pères du panturquisme. Cette stratégie vise à renforcer les liens entre la Turquie, la diaspora et les communautés apparentées.

En se positionnant comme un défenseur des minorités turcophones opprimées et du monde Türk en général, la Turquie améliore son image et adopte un rôle de puissance bienveillante, agissant comme un grand frère dans la région. Cette approche, associée aux actions du TIKA, s'inscrit dans la continuité de la politique tiers-mondiste de la Turquie. En améliorant son image à travers ses initiatives culturelles et ses positions contre l'oppression des turcophones, la Turquie bénéficie d'un soutien accru de l'opinion publique, contribuant ainsi idéalement au remplacement du caractère irrédentiste de la politique étrangère de la Turquie dans la région dans les années 1990 par un partenariat presque naturel avec une puissance "bienveillante", selon une approche néo-fonctionnaliste<sup>28</sup>.

## Les diplomatie médiatique

"La maîtrise des flux d'informations au niveau international est importante en termes d'image pour les pays, et également en termes de positionnement sur la scène internationale et de fait, d'influence" (Ouchiha, 2016, 57). Dans une ère où l'accès à l'information est généralisé, la mise en place d'outils médiatiques adéquats permet aux États de renforcer leur influence au-delà des frontières nationales en façonnant l'opinion publique en leur faveur. Les médias sont donc des outils indispensables dans la mise en place d'une stratégie de diplomatie publique et culturelle efficace. Consciente de l'importance des médias, la Turquie mise grandement sur les productions télévisuelles

-

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> voir dans le chapitre 2, "Un panturquisme culturel?".

turques, la Radio-télévision turque (TRT) et l'Agence de presse Anadolu (AA), qui sont des acteurs médiatiques cruciaux, pour développer une politique publique efficace et renforcer son influence internationale.

#### La Société de Radio-télévision turque (TRT)

La Société de Radio-Télévision Turque (*Türkiye Radyo-Televizyon Kurumu*, TRT) a été fondée le 1er mai 1964 en tant qu'entité juridique autonome chargée de réaliser et diffuser des émissions de radio et de télévision pour le public. Depuis 2021, la TRT est dirigée par le Pr. Dr. Mehmet Sobacı. Les objectifs officiels de la société comprennent la production et la diffusion d'un contenu de qualité, à travers des canaux de diffusion et canaux numériques étendus et efficaces pour non seulement le territoire Anatolien mais également dans le dessein de devenir un diffuseur fiable et apprécié par les spectateurs du monde entier. Actuellement, la TRT opère dans 7 continents et dans 41 langues différentes (TRT, 2024).

Dès 1979, la Turquie adhère au programme Intelsat<sup>29</sup>, lui permettant ainsi d'accéder à un réseau mondial de satellites facilitant les communications internationales et améliorant la connectivité du pays. Ensuite, en 1985, elle adhère au programme européen Eutelsat. Ces adhésions permettent de doter la Turquie de "ses premières armes dans l'utilisation des réseaux et [elle] s'équipe pour entrer dans le monde de la communication internationale (De Tapia, 1995, 401).

Afin de répondre aux besoins accrus en télécommunication du pays, le programme Türksat, visant à doter la Turquie d'un satellite, devient effectif en 1989. Néanmoins, ce programme ne revêt pas de dimension centrasiatique au début puisque les États turcophones d'Asie centrale sont sous domination soviétique (De Tapia, 1995). Cependant, le 5 décembre 1990, un accord officiel est signé entre la Turquie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan,

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Organisation intergouvernementale composée de 149 états membres qui intègre le principe énoncé dans la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations unies selon lequel les nations du monde doivent pouvoir dès que possible communiquer au moyen de satellites sur une base mondiale et non discriminatoire. Fondée en 1973 sous le nom d'Intelsat, l'organisation est restructurée en 2001 donnant lieu à la création d'une entité privée Intelsat S.A, l'organisation intergouvernementale continuant sous le nouveau nom de ITSO (International telecommunications satellite organization)

la Kirghizistan, l'Ozzbékistan et le Turkménistan. Cet accord prévoit que la "Direction générale des PTT d'Ankara construira dans chaque République une station de réception destinée à la diffusion d'un programme commun TRT International et TRT Avrasya" (De Tapia, 1995, 402), dans le but de désenclaver la région. Le programme Avrasya est un programme en turc simplifié diffusé dans l'après-midi (entre 15 heures et 19 heures en semaine et de 12h à 18h en fin de semaine) tandis que le programme International est un programme capté en Europe diffusé en soirée (entre 19 heures et 22h45 en semaine et 18 heures et 22h45 en fin de semaine) (De Tapia, 1995). Néanmoins, dès 1993, la TRT s'engage à dissocier les deux programmes et certains pays centrasiatiques comme le Turkménistan et le Kazakhstan demandent à avoir davantage d'heures d'émission turques tandis que l'Ouzbékistan et le Kirghizistan en demandent moins (Balcı, 2005).

Ainsi, de 1993 à 2009, TRT *Avrasya* opère en tant que chaîne ciblant principalement le Caucase et l'Asie centrale en se focalisant principalement sur les populations turcophones. Le cœur des programmes de *Avrasya* sont constitués de la littérature, l'histoire et la géographie des États turcophones (Balcı, 2005). Certains souhaitent néanmoins que la chaîne se concentre uniquement sur la notion de turcité et les liens unissant le Monde Türk. Initialement, l'idée était d'utiliser une langue turque simplifiée qui pourrait être comprise par les populations turcophones, mais le projet est rapidement abandonné remplacé par l'utilisation de la langue turque.

En ce qui concerne la popularité de la chaîne, elle est visionnée par moment par certains intellectuels maîtrisant la langue turque mais les populations locales visionnent davantage les programmes russes et nationaux. Néanmoins, cette chaîne ouvre un canal de diffusion conséquent des idéaux panturquistes agissant ainsi en faveur de la diplomatie culturelle turque dans la région.

En 1999, des bureaux de représentation de TRT sont inaugurés à Achgabat au Turkménistan et à Bakou en Azerbaïdjan, plus tard, en 2004, un bureau sera également

ouvert à Tachkent en Ouzbékistan (Yanık, 2023). Le 21 mars 2009, la chaîne TRT Avrasya est remplacée par la chaîne TRT Avaz. La chaîne TRT Avaz a commencé ses activités en adoptant officiellement le principe de Ismail Gasprinski "Unité dans la langue, les idées, le travail" (TRT Avaz, 2024). Contrairement à TRT Avrasya, la chaîne diffuse des programmes en dialectes turcophones tels que l'azerbaidjanais, le kazakh, le kirghiz, l'ouzbek et le turkmène, tout en couvrant cette région. Les programmes proposés comprennent des contenus variés incluant l'éducation, la culture, la science, les émissions pour enfants et familles, l'histoire, la géographie, l'art et les thématiques linguistiques. Au cours du Sommet des dirigeants de l'Organisation des Etats Turciques (Türk Devletler Teşkilatı, TDT) organisé au Kirghizistan en 2018, TRT Avaz a été déclarée comme chaîne commune pour le Monde Türk (TRT Avaz, 2024). Une volonté de renforcer la coopération entre TRT Avaz et les chaînes des États-membres de l'Organisation a été évoquée, aboutissant à une collaboration intensive avec ces dernières.

TRT Avaz est l'exemple parfait de la diplomatie médiatique déployée par la Turquie en Asie centrale turcophone. En tant que chaîne culturelle avant tout, cette dernière contribue grandement à la diplomatie culturelle de la Turquie dans la région. Du Caucase à l'Asie centrale, c'est la seule plateforme destinée au Monde Türk où la fois, la culture, l'art, les développements politico-économiques et la vie quotidienne sont représentés. Cet outil permet d'accroître la présence culturelle de la Turquie dans la région.

### L'agence de presse Anadolu (AA)

L'agence de presse Anadolu (*Anadolu Ajansı*, AA) est l'agence de presse étatique la plus ancienne de Turquie. Créée le 6 avril 1920, 17 jours avant la fondation de la TBMM, elle a joué un rôle clé dans la couverture des événements en Turquie et à l'international depuis près d'un siècle. L'objectif de l'agence au moment de sa création était surtout "*d'informer la population dans un contexte de guerre sur les activités étrangères et lutter contre l'attitude soumise de certains journaux étrangers ou basés à Istanbul*" (Anadolu Ajansı, 2024). Par la suite, elle veillait à informer l'opinion publique étrangère des revendications

légitimes de la Turquie. Actuellement, l'agence opère dans 144 pays et possède des bureaux et des centres de diffusion dans 39 pays. En ce qui concerne les républiques turcophones d'Asie centrale, AA possède un centre de diffusion basé à Bakou en Azerbaïdjan et des représentations au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Turkménistan et en Ouzbékistan.

L'agence contribue ainsi au renforcement des liens et à la mise en place de la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale par le biais de ses représentations et de son centre de diffusion. Par ailleurs, l'agence propose un service appelé Anadolu Turkish News Package. Cette initiative vise à promouvoir les richesses culturelles et les valeurs communes au monde turcophone. Ce service aspire à créer une plateforme d'information intégrée qui unifie les États et communautés turcophones sous une seule voix. En mettant l'accent sur les institutions turques comme le TIKA, Turkish Airlines (Türk Hava Yolları, THY), YTB et YEE, il valorise également les contributions de ces organisations en diffusant des informations en turc, anglais et russe (Yılmaz & Kılıçoğlu, 2018).

En outre, l'agence de presse Anadolu, dont la fondation coïncide avec les débuts de la République de Turquie, s'efforce de présenter une image positive de la Turquie en mettant en avant les personnalités influentes et les initiatives de la Turquie dans la région. Le Ministère des Affaires étrangères joue également un rôle précieux en fournissant les orientations stratégiques pour la couverture des événements internationaux (Yılmaz & Kılıçoğlu, 2018), démontrant ainsi que l'AA est un outil influent de la diplomatie publique et culturelle de la Turquie en Asie centrale. Il fournit à la Turquie, tout comme TRT Avaz, un canal de diffusion des idées du pays dans la région.

### Les productions télévisuelles turques

L'une des armes les plus puissantes que la Turquie possède dans le domaine de la diplomatie culturelle et publique est l'industrie télévisuelle turque. Les séries turques ont commencé à être exportées dans les années 1990 mais sans réel succès (Tinas, 2020). Néanmoins, les années 2000 et plus particulièrement 2010 voient un essor considérable de

la demande mondiale de séries turques. Sur la période 2020-2023, la demande mondiale de séries turques a augmenté de 184%, contrastant avec l'augmentation de 73% de la demande de séries coréennes selon les chiffres fournis par Parrot Analytics (The Economist, 2024). Actuellement, la Turquie occupe la troisième place du classement des exportateurs de productions télévisuelles, après les États-Unis et le Royaume-Uni. La décision de la Turquie d'investir dans la production télévisuelle découle du fait que la population turque passe beaucoup plus de temps devant un écran que devant un livre (Tinas, 2020). D'après une étude menée par le Centre de recherche pour la démocratie et l'éducation (Demokrasi ve Eğitim Stratejik Araştırmalar Merkezi), seule 0,1% de la population turque lit des livres, classant ainsi le pays au 86e rang du classement des lecteurs dans le monde (Tinas, 2020). C'est donc naturellement que la Turquie a décidé de consacrer des efforts importants dans la production de films et séries télévisées.

Il existe une grande variété de genres en ce qui concerne les séries télévisées turques (comique, romantique, adaptations d'œuvres littéraires, mélodrames, historique). Les séries historiques représentent un avantage en matière de poursuite des objectifs de la politique étrangère de la Turquie. Ahmet Davutoğlu, comme nous l'avons évoqué, préconisait de renouer avec la grandeur passée de la Turquie. Les séries historiques offrent ainsi une plateforme permettant de présenter l'Empire ottoman au monde selon la perspective désirée par la Turquie, contribuant ainsi à déconstruire les préjugés existants.

Parmi les régions où les séries et films turcs sont diffusés, on retrouve les Balkans, la péninsule Arabique, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Nord, l'Asie centrale, le Caucase, ainsi que bien d'autres régions. Les productions télévisuelles turques constituent également un outil puissant de diplomatie culturelle, en véhiculant subtilement des messages, des normes, des valeurs et des éléments de la culture turque. Ces séries suscitent la curiosité des spectateurs à l'égard de la Turquie, les incitant souvent à visiter le pays. Cependant, l'Asie centrale n'est pas la région où ces séries exercent le plus d'influence, bien qu'elles y restent populaires et représentent un moyen efficace pour la Turquie d'influencer l'opinion

publique locale. En revanche, en Afrique du Nord et dans la péninsule Arabique, les productions télévisuelles turques jouissent d'une grande popularité en raison des thèmes abordés. Elles sont perçues comme une alternative aux films hollywoodiens (Tinas, 2020) qui traitent souvent de sujets moralement ou sexuellement tabous, et comme modernes, car elles évoquent des aspects de la vie quotidienne, la libération des femmes, les relations multiples, le divorce, etc.

Ainsi, la Société de Radio-Télévision Turque (TRT), par l'intermédiaire de sa chaîne TRT Avaz, se concentre sur le renforcement des liens avec la région turcophone. De même, l'Agence de presse Anadolu, à travers son service Anadolu Turkish News Package et ses représentations en Asie centrale turcophone, ainsi que les séries télévisées turques, véhiculent les normes, les valeurs et la culture turques afin de mieux faire connaître la Turquie. Les séries télévisées, de part leur popularité, ont le potentiel de véhiculer des valeurs türk en Asie centrale. Les médias constituent une arme puissante de la Turquie en matière de diplomatie culturelle, car ils permettent d'atteindre directement les publics ciblés et de transmettre des messages de manière subtile.

## **Conclusion du Chapitre 3**

Ainsi, la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale couvre divers domaines tels que l'éducation, la culture, la religion, l'histoire et la langue. La Turquie adopte une approche institutionnelle en établissant des organisations et en utilisant des outils sophistiqués de diplomatie publique et culturelle pour traiter ces questions spécifiques en Asie centrale.

Un effort global est déployé pour renforcer les liens avec les pays turcophones d'Asie centrale. Cet effort comprend des initiatives médiatiques telles que la promotion de la culture turque à travers des séries télévisées, ainsi que des activités de sensibilisation sur les liens entre les peuples turcophones, menées par la Société de Radio-Télévision Turque

(TRT) et l'Agence de presse Anadolu, qui accordent une attention particulière à cette région.

Dans le domaine de l'éducation, la Turquie investit massivement pour attirer les étudiants internationaux, notamment ceux en provenance d'Asie centrale. Cet investissement vise à établir des relations durables en dissipant les préjugés et en favorisant des liens stables dès le début de la carrière professionnelle des étudiants centre-asiatiques ayant étudié en Turquie. Bien que des progrès aient été accomplis, avec la présence d'institutions comme l'Institut Yunus Emre à Bakou et Astana, accroître leur présence pourrait renforcer leur impact et solidifier davantage les liens avec les anciennes républiques soviétiques turcophones.

Les efforts humanitaires de la Turquie et son attention aux communautés apparentées s'inscrivent dans la continuité de sa politique tiers-mondiste. À travers des actions humanitaires et en se positionnant comme défenseur des minorités turcophones opprimées, la Turquie cherche à être perçue comme un protecteur des communautés turcophones, suscitant la solidarité et la fraternité entre les peuples. Cette approche vise à accroître la tolérance envers sa politique étrangère et à établir des partenariats naturels et durables avec les nations sœurs.

La diplomatie culturelle ne peut se passer de sa dimension culturelle et des institutions dédiées. À travers TURKSOY, la Turquie joue un rôle crucial dans la promotion d'une culture partagée avec les pays turcophones, notamment à travers des événements comme la célébration de Nawrouz, autrefois interdite en Turquie. Des concepts tels que les capitales culturelles, Türkvizyon et les années commémoratives de figures marquantes de la culture turcophone démontrent et justifient l'existence d'une culture partagée entre ces peuples. L'objectif ultime est de promouvoir une coopération renforcée au sein de cette communauté culturelle turcophone.

En outre, la diplomatie religieuse de la Turquie revêt une importance significative. C'est en partie grâce à cette diplomatie que les pays turcophones d'Asie centrale ont pu renouer avec leur identité islamique après des décennies de répression. La Turquie exporte son modèle religieux dans la région, affirmant ainsi son ambition de se positionner comme un leader du monde musulman tout en promouvant un modèle distinct "à la turque".

En conclusion, la diplomatie culturelle de la Turquie en Asie centrale tourne autour de l'éducation, de la culture, de la religion, de l'histoire et de la langue. Cette approche repose sur l'établissement d'institutions et l'utilisation d'outils de diplomatie publique et culturelle pour aborder ces enjeux spécifiques. Un effort global est déployé pour renforcer les liens avec les pays turcophones d'Asie centrale à travers des initiatives médiatiques, éducatives, culturelles, religieuses et humanitaires. En combinant ces efforts, la Turquie vise à établir des partenariats durables et à promouvoir la solidarité au sein de la communauté turcophone, consolidant ainsi son rôle de joueur clé dans la région d'Asie centrale.

## Conclusion générale

Notre étude s'est articulée autour de la question suivante : Comment l'exploitation de l'atout culturel permet-elle à la Turquie de développer une politique de rapprochement en Asie centrale turcophone ? À la lumière de notre analyse, nous pouvons désormais offrir une réponse nuancée et détaillée.

L'exploitation de l'atout culturel türk, basée sur des liens historiques, linguistiques, culturels et religieux, à des fins politiques, ne date pas du mandat du Président Recep Tayyip Erdoğan. Comme nous l'avons démontré, dès la fin du XIXe et au début du XXe siècle, des intellectuels turcophones d'Asie centrale et de Turquie œuvraient pour un rapprochement des régions turciques. Les motivations de ce rapprochement ont varié : sous l'Empire russe, le panturquisme était une réponse aux politiques assimilationnistes, tandis que dans l'Empire ottoman, il visait à restaurer la grandeur impériale. Avec l'ère républicaine, les revendications panturques ont été marginalisées et réprimées.

La dissolution de l'Union soviétique a ravivé le panturquisme, cette fois au sein de la classe dirigeante turque. Pour une Turquie cherchant à renforcer son indépendance stratégique et sa puissance régionale, cette idéologie offrait une opportunité précieuse d'étendre son influence. Les nouvelles républiques turcophones d'Asie centrale ont accueilli favorablement cette dynamique, espérant diversifier leurs partenariats pour se libérer de l'influence russe et bénéficier de l'assistance turque pour leur transition politique et économique. La Turquie a saisi cette chance en étant le premier pays à reconnaître leur indépendance.

Toutefois, il apparaît que le panturquisme a toujours été un moyen de répondre aux besoins spécifiques des peuples turcophones plutôt qu'une réelle volonté de s'unir sous une entité politique unique. À l'origine, il s'agissait de se protéger contre la domination russe, puis d'éviter le déclin ottoman, et aujourd'hui, il permet à la Turquie de se positionner

comme une puissance régionale tout en aidant les républiques d'Asie centrale à se redresser après des décennies de domination soviétique. Cependant, les dirigeants des républiques turcophones souhaitent avant tout une aide turque sans une ingérence excessive.

Pour s'adapter à cette réalité, la Turquie a adopté une approche néo-fonctionnaliste, visant une coopération progressive et ciblée, espérant un effet *spill-over*. La diplomatie culturelle turque met en avant les liens fraternels entre les nations turcophones, évoluant d'un panturquisme irrédentiste à un panturquisme culturel afin d'éviter tout rejet. Cette stratégie est également dictée par des contraintes comme le manque de moyens financiers, l'instabilité politique, la distance géographique et l'absence de soutien occidental.

Depuis 1991, diverses institutions turques, telles que la TIKA, le TURKSOY, la Diyanet et le Grand Projet Étudiant, ont été mises en place pour renforcer les liens entre les communautés turcophones d'Asie centrale et la Turquie. Cependant, l'intégration européenne a temporairement ralenti ces relations. Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP et la stagnation des négociations avec l'UE, la Turquie a réorienté sa politique étrangère vers le *soft power*, renforçant sa présence en Asie centrale avec de nouvelles institutions comme TRT Avaz et l'Institut Yunus Emre.

Aujourd'hui, d'autres pays, comme la Turquie, adoptent une politique étrangère axée sur la promotion du *soft power*. Ce qui est particulièrement intéressant dans le cas de la Turquie en Asie centrale, c'est que l'objectif n'est pas seulement de projeter les valeurs turques dans la région, comme le font d'autres pays avec leurs normes et valeurs nationales, mais de promouvoir des valeurs communes aux peuples turcophones à travers l'identité türk commune. Les discours du président Recep Tayyip Erdoğan sur les républiques turcophones d'Asie centrale sont fréquemment marqués par un champ lexical de la fraternité.

Cependant, l'apparition d'une identité Türk commune présuppose une homogénéité des nations, ce qui n'est pas le cas. Ainsi, la promotion d'une telle identité pourrait s'avérer inefficace et même conduire à la marginalisation de certaines minorités, comme cela a été le cas avec la politique de turquification menée au moment de la fondation de la République de Turquie. En raison de contraintes temporelles et techniques, nous n'avons pas pu analyser de manière approfondie l'impact des initiatives turques sur les populations d'Asie centrale turcophone. Cette lacune pourrait faire l'objet d'une recherche approfondie, impliquant des entretiens et la collecte de données statistiques, afin de mieux comprendre l'existence éventuelle d'un sentiment d'appartenance Türk pouvant favoriser la création d'une Union Türk, ou si ces initiatives visent principalement une coopération interétatique. Par ailleurs, l'étude des avantages et des limites de la création d'une Communauté/Union Türk pourrait également constituer un sujet de mémoire distinct, en examinant notamment le potentiel et les obstacles économiques, politiques et culturels de cette union.

Actuellement, l'une des limites à considérer lorsque l'on réfléchit à la présence turque en Asie centrale est la multitude d'acteurs concurrents dans cette région, carrefour des grandes puissances et riche en ressources naturelles. Face à des puissances telles que la Chine, la Russie et l'Iran dans une moindre mesure, la Turquie fait face à une concurrence rude. Néanmoins, les reconfigurations géopolitiques actuelles peuvent jouer en faveur de la Turquie. La Russie, avec laquelle les républiques turcophones entretiennent des liens historiques, linguistiques, sécuritaires et économiques importants, est actuellement engagée dans une guerre contre l'Ukraine, une ancienne république soviétique, depuis février 2022. Ce conflit a ravivé les inquiétudes des républiques turcophones, qui, bien qu'ayant adopté une approche neutre, tendent de plus en plus à soutenir l'intégrité territoriale de l'Ukraine. La Chine, malgré ses investissements massifs dans la région, est impliquée dans la répression des Ouïghours, un peuple turcophone, ce qui pourrait susciter la méfiance des républiques d'Asie centrale. Quant à l'Iran, son caractère islamiste le rend moins attrayant dans cette région. Dans ce contexte, la Turquie, avec sa politique étrangère prudente vis-à-vis de la Russie, ses liens culturels, historiques et linguistiques, et sa volonté de se

positionner en tant que défenseur des communautés turcophones et musulmanes, apparaît comme une option de plus en plus favorable. Les partenariats avec la Turquie se multiplient, tant au sein de l'Organisation des États Turciques que de manière bilatérale, comme récemment avec l'Ouzbékistan. Bien que les relations entre ces deux pays aient été tumultueuses par le passé, les présidents ont récemment renforcé la coopération. Le président Mirziyoyev a affirmé que, malgré la distance géographique, les similarités linguistiques, religieuses et culturelles unissent ces peuples frères.

Ainsi, il est légitime de se demander si la guerre en Ukraine et les bouleversements géopolitiques régionaux ne pourraient pas permettre à la Turquie de s'affirmer comme une puissance de premier plan en Asie centrale.

# **Bibliographie**

Adanalı, A.H. (2008). The Presidency of Religious Affairs and the principle of secularism in Turkey. The Muslim World. 98(2-3), 228-241.

https://www.researchgate.net/publication/229609011\_The\_Presidency\_of\_Religious\_Affair s and the Principle of Secularism in Turkey

Ağırseven, N. & Örki, A., (2017). Evaluation Turkish tv series as soft power instruments. OPUS - International Journal of Society Researches, 7(13), 836-853. https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/385922

Akalı, P. (1998). *Islam as a common bond in Central Asia*. Central Asian Survey, 17(2), 267-284

https://doi.org/10.1080/02634939808401037

Akçam, T. (2004). The Treaties of Sèvres and Lausanne: An Alternative Perspective, *From Empire to Republic: Turkish Nationalism and the Armenian Genocide*, Zed Books, Londres et New York, 180-207.

https://www.academia.edu/3560003/Taner\_Akcam\_From\_Empire\_to\_Republic\_Turkish\_N ationalism and the Armenian Genocide

Akçay, E. & Alimukhamedov, F. (2013). *Reevaluating contemporary "diaspora policy" of Turkey*. Suleyman Demirel University, The Journal of Faculty of Economics and Administrative Sciences, 18(1), 103-115. <a href="https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/194340">https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/194340</a>

Akgün, B. & Özkan, M. (2020). *Turkey's Entrance to International Education*. Insight Turkey, 22(1). p.59-71. SET VAKFI İktisadi İşletmesi. SETA VAKFI. <a href="https://www.jstor.org/stable/10.2307/26921168">https://www.jstor.org/stable/10.2307/26921168</a>

Akgün, M., & Gündoğar, S.S., (2012). *The Perception of Turkey in the Middle East 2011*. Türkiye Ekonomik Sosyal Etüdler Vakfı, Dış Politika Programı.

https://www.tesev.org.tr/wp-content/uploads/report\_The\_Perception\_Of\_Turkey\_In\_The\_Middle East 2011.pdf

Akıllı, E. (2018). *Yunus Emre Institute as a tool for cultural diplomacy and nation branding*. Turkish Studies, 13(22), 19-30.http://dx.doi.org/10.7827/TurkishStudies.14124

Akıllı, E. & Çelenk, B. (2019) *TIKA's Soft Power: Nation Branding in Turkish Foreign Policy*. Insight Turkey, 21(3), 135-152. <a href="https://www.jstor.org/stable/26776107">https://www.jstor.org/stable/26776107</a>

Akyol, T. (2009). *Çırpınırdı Karadeniz Bakıp Türkün Bayrağına*. Milliyet. <a href="https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/taha-akyol/cirpinirdi-karadeniz-bakip-turkun-bayragin">https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/taha-akyol/cirpinirdi-karadeniz-bakip-turkun-bayragin</a> <a href="mailto:a-1152799">a-1152799</a>

Altbach, P.G, & Peterson, P.M., (2008). *America in the World: Higher Education and the Global Marketplace*. The Worldwide Transformation of Higher Education (International Perspectives on Education and Society, Vol. 9), Baker, D.P. &.Wiseman, A.W, Emerald Group Publishing Limited, Leeds, 313-335. <a href="https://doi.org/10.1016/S1479-3679(08)00011-X">https://doi.org/10.1016/S1479-3679(08)00011-X</a>

Analis, D. (2005). La Turquie, vraiment un facteur de stabilité en Europe du Sud(Est et en Méditerranée orientale?. Outre-terre, 1(10), 263-269. <a href="https://doi.org/10.3917/oute.010.0263">https://doi.org/10.3917/oute.010.0263</a>

Ang, I., Isar, Y. R. & Mar, P., (2015). *Cultural diplomacy: beyond the national interest?* International Journal of Cultural Policy, 21(4), 365–381.

https://www.researchgate.net/publication/279311733\_Cultural\_diplomacy\_Beyond\_the\_nat ional interest

Aras, B., (2009). *Turkey's soft power*. The Guardian. https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/apr/13/turkey-middleeast

Aydemir, S.S. (1976). *İkinci Adam, İsmet İnönü, 1938-1950*. Remzi Kitabevi, İstanbul, 2. <a href="https://archive.org/details/sevket-sureyya-aydemir-ikinci-adam-ismet-inonu-1884-1938-cilt">https://archive.org/details/sevket-sureyya-aydemir-ikinci-adam-ismet-inonu-1884-1938-cilt</a> <a href="https://archive.org/details/sevket-sureyya-aydemir-ikinci-adam-ismet-inonu-1884-1938-cilt">https://archive.org/details/sevket-sureyya-aydemir-ikinci-adam-ismet-inonu-1884-1938-cilt</a>

Aydın, M. (1996). *Turkey and Central Asia : Challenges of change*. Central Asian Survey, 2, 157-177. <a href="http://dx.doi.org/10.1080/02634939608400943">http://dx.doi.org/10.1080/02634939608400943</a>

Aykut, T., Polatoğlu, E. (1988). Kamu yönetimine giriş. Ankara.

Balcı, B. (2001). Les relations économiques entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale. *La Turquie en Asie centrale*, B. Balcı & B. Buchwalter, Institut français d'études anatoliennes. 57-70. <a href="https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.145">https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.145</a>

Balcı, B. (2003). Chapitre 1 : Les ambitions de la Turquie en Asie centrale. *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale*. Institut français d'études anatoliennes. 53-85. https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.1817

Balcı, B. (2005). Les relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone 1991-2004. Outre-terre, 10, 297-315. <a href="https://doi.org/10.3917/oute.010.0297">https://doi.org/10.3917/oute.010.0297</a>

Balcı, B. (2024). Les États d'Asie centrale face aux turbulences du monde. HAL Sciences.

Baptiste, E. (2018). *Bayram Balci, Renouveau de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase*. Lectures. <a href="https://doi.org/10.4000/lectures.24561">https://doi.org/10.4000/lectures.24561</a>

Barfield, T.J. (1989). *The perilous frontier : nomadic empires and China*. Basil Blackwell Publisher. <a href="https://archive.org/details/perilousfrontier0000barf">https://archive.org/details/perilousfrontier0000barf</a>

Bayart, J.F. (1981). La politique extérieure de la Turquie : des espérances déçues, Revue française de science politique, 31, 61-889.

https://www.persee.fr/doc/rfsp 0035-2950 1981 num 31 5 393982

Becker, JJ. (2009) *Les conséquences des traités de paix*, Revue historique des armées, 254, 3-8.

http://journals.openedition.org/rha/6303

Becker, JJ. (2010). *La Grande Guerre en Méditerranée. L'Empire ottoman dans la guerre*. Cahiers de la Méditerranée, 81, 17-23. <a href="https://doi.org/10.4000/cdlm.5425">https://doi.org/10.4000/cdlm.5425</a>

Beckwith, C.I. (1987). *The Tibetan Empire in Central Asia*. Princeton University Press. <a href="https://archive.org/details/tibetanempireinc0000beck">https://archive.org/details/tibetanempireinc0000beck</a>

Benli Altunışık, M. (2008). *The possibilities and limits of Turkey's soft power in the Middle East*. Insight Turkey, 10(2), 41-54.

https://www.researchgate.net/publication/260407584\_The\_Possibilities\_and\_Limits\_of\_Tu\_rkey%27s\_Soft\_Power\_in\_the\_Middle\_East

Benli Altunişik, M. (2011). *La question du « modèle turc » ou le soft power de la Turquie au Moyen-Orient*. La Turquie au Moyen-Orient, Dorothée Schmid. CNRS Éditions. <a href="https://books.openedition.org/editionscnrs/12346">https://books.openedition.org/editionscnrs/12346</a>

Ben-Porat, G. (2013). *Between state and synagogue : the secularization of contemporary Israel*. Cambridge University Press.

Bettie, M., (2019). Exchange diplomacy: theory, policy and practice in the Fulbright program. Place Branding and Public Diplomacy, 212–223.

https://www.researchgate.net/publication/336430754\_Exchange\_diplomacy\_theory\_policy\_and\_practice\_in\_the\_Fulbright\_program

Biad, A. (2014). *Turquie : un Etat pivot à la recherche d'un statut régional*, Géoéconomie, 5(72),101-116. <a href="https://doi.org/10.3917/geoec.072.0101">https://doi.org/10.3917/geoec.072.0101</a>

Billion, D. (2000). *Réflexions sur la politique extérieure de la Turquie*, Études helléniques. <a href="https://eiournals.lib.uoc.gr/hellst/article/view/1315">https://eiournals.lib.uoc.gr/hellst/article/view/1315</a>

Billion, D. (2017). 25 ans de politique extérieure turque : la quête de sens stratégique, Confluences Méditerranée, 100, 101-110. https://doi.org/10.3917/come.100.0101

Bosworth, C.E. (1963). *The Ghaznavids : their empire in Afghanistan and Eastern Iran*. Edinburgh University Press.

https://archive.org/details/ghaznavids0000unse/page/n6/mode/1up?view=theater

Budak, M.M. (2012). Kamu diplomasisi aracı olarak öğrenci değişim programları ve Türkiye uygulamaları. [Mémoire, T.C. Başbakanlık Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı Uzmanlık Tezi]

Çetin, N. (2020). Central Asian states' relations with Turkey (1991-2020). *The changing perspectives of Central Asia in the 21st century*. Première Édition. Istanbul: Kriter, p. 147-169.

Çevik, S. B. (2019). *Reassessing Turkey's soft power: The rules of attraction*. Alternatives, 44(1), 50–71. <a href="https://doi.org/10.1177/0304375419853751">https://doi.org/10.1177/0304375419853751</a>

Çevik, S. (2015). The Benefactor: NGO and humanitarian aid. *Turkey's public diplomacy*. Seib P., Çevik S, 121-152.

Chaubet, F., (2004). *L'Alliance française ou la diplomatie de la langue (1883-1914)*. Revue historique, 632, 763-785. https://doi.org/10.3917/rhis.044.0763

Chochoy, M. (2020). Joseph de Guignes et l'Histoire générale des Huns, des Turcs, des Mongols et autres Tartares occidentaux (1756-1758) ou comment écrire une histoire universelle des Tartares au XVIIIe siècle. Études mongoles et sibériennes, centrasiatiques et tibétaines.

http://journals.openedition.org/emscat/4507

Clarke, D. (2020). *Cultural diplomacy*. Oxford Research Encyclopedias: International Studies, Oxford University Press. <a href="https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.543">https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190846626.013.543</a> Constant, A. (2002). L'*Azerbaïdjan*. Karthala.

https://books.google.com.tr/books?id=IG-pb83bbsEC

Copeaux, E. (1992). Le rêve du Loup gris : Les aspirations turques en Asie centrale, *Cela s'appelait l'URSS, et l'après...*, Hérodote, 64.

Cull, N. J., (2008). *Public Diplomacy : Taxonomies and Histories*. The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, 616.

https://doi.org/10.1177/0002716207311

Cummings, M. C., (2009). *Cultural diplomacy and the United States Government : A survey*. American For the hearts.

Davutoğlu, A. (1997). *The clash of interests : an explanation of the world (dis)order*. Perceptions, Journal of International Affairs, 2(4).

De Beer, P. (2004). *Le monde turcophone*. Le Monde. <a href="https://www.lemonde.fr/europe/article/2004/05/13/le-monde-turcophone\_364744\_3214.htm">https://www.lemonde.fr/europe/article/2004/05/13/le-monde-turcophone\_364744\_3214.htm</a>

Demirdağ, T., Deniz, V. (2010). *La société appelle la poursuite des réformes d'Atatürk*, La chaîne d'union, 52, 44-54. https://doi.org/10.3917/cdu.052.0044

De Tapia, S. (1995). *Türksat et les républiques turcophones de l'ex-URSS*. CEMOTI, Cahier d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, 20, 399-413. https://www.persee.fr/doc/cemot\_0764-9878\_1995\_num\_20\_1\_1302#

El Habib, I.L. (2023). La Turquie et la Russie : rivalités et ambitions en Asie centrale. African Scientific Journal, 3(21), 842-879.

https://ojs.africanscientificjournal.com/ASJF/journals/1/articles/625/65a6b2c8cf5fc.pdf

Ercilasun, A.B. (2004). *Başlangıcından Yirminci Yüzyıla Türk Dili Tarihi*. Akçağ Yayınları. Ankara.

Eren, Ö. (2013). An institutional approach to Turkey's relations with Central Asian countries. [Mémoire d'Études Eurasiatiques, The Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University].

Erken, A. (2014). *Ideological construction of the Politics of Nationalism in Turkey : The Milliyetçi Hareket Partisi (MHP) 1965-1980*, Nationalism and Ethnic Politics, 20, 200-220. https://doi.org/10.1080/13537113.2014.909159 Esen, B. & Gümüşçü Ş. (2016) *Rising competitive authoritarianism in Turkey*. Third World Quarterly, 102, 333-350. https://muse.jhu.edu/pub/4/article/43708/pdf

Europa Think Thank. (2023). *Rapport 2022 sur la Turquie*. Parlement Européen. https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/EPRS\_ATA(2023)747118

Favre, J.M. (1991). L'élaboration de la politique étrangère de la Turquie sous la présidence de M. Turgut Özal. Perception de la révolution française et interprétation de ses concepts : le cas turc et iranien. CEMOTI, 12, 213-226. https://doi.org/10.3406/cemot.1991.992

Facon, I. (2004). Les enjeux de sécurité en Asie centrale : la politique de la Russie, Annuaire français de relations internationales, 653-666. https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2005/11/afri2004\_facon.pdf

Firat, C.I. (2006). Les fondements et pratiques des politiques turques en Asie centrale turcophone. [Mémoire de Relations Internationales, Institut des Sciences Sociales, Département de Relations Internationales, Université Galatasaray].

Flateau, C. (2013). *La neutralité de la Turquie pendant la Seconde Guerre mondiale*. Les Clés du Moyen-Orient. <a href="https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-neutralite-de-la-Turquie">https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-neutralite-de-la-Turquie</a>

Fox, J., & Sandler, S. (2004). *Bringing Religion into International Relations*. https://doi.org/10.1057/9781403981127

Garapon, B. & Villez, B. (2018). *Diziler : les séries télévisées turques*. TV/Series. <a href="http://journals.openedition.org/tvseries/2320">http://journals.openedition.org/tvseries/2320</a>

Georgeon, F. (1979). Aux origines du nationalisme turc : Yusuf Akçura (1876 - 1935). Institut d'Etudes Anatoliennes. Editions ADPF, Paris.

Georgeon, F. (1988). La montée du nationalisme turc dans l'Etat ottoman (1908-1914). Bilan et perspectives. Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, 50, 30-44. https://www.persee.fr/doc/remmm 0035-1474 1988 num 50 1 2252

Gillabert, M. (2017). *Diplomatie culturelle et diplomatie publique : des histoires parallèles* ?. Relations internationales, 1(169), 11-26. <a href="https://doi.org/10.3917/ri.169.0011">https://doi.org/10.3917/ri.169.0011</a>

Goff, P. M. (2013). *Cultural Diplomacy*. The Oxford Handbook of Modern Diplomacy de A. Cooper, J. Heine, & R. Thakur. Oxford Academic. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199588862.013.0024

Gökalp, Z. (1968). The Principles of Turkism. E.J. Brill, Leiden

Golden, P.B. (1992). An introduction to the history of Turkic peoples: ethnogenesis and state formation in medieval and early modern Eurasia and the Middle East. Otto Harrassowitz

Wiesbaden.

https://archive.org/details/golden\_202303/mode/1up?view=theater

Grincheva, N. (2010). U.S. Arts and Cultural Diplomacy: Post-Cold War Decline and the Twenty-First Century Debate. The Journal of Arts Management, Law, and Society, 149-163 <a href="https://doi.org/10.1080/10632921.2010.504509">https://doi.org/10.1080/10632921.2010.504509</a>

Grossman, E. & Saurugger, S. (2002). Étudier les groupes d'intérêt en Europe. Politique européenne, 3(7), 5-17. <a href="https://doi.org/10.3917/poeu.007.0005">https://doi.org/10.3917/poeu.007.0005</a>

Gültekin, R., Odabaşı, M. (2007). *The role of Turkish Police in International Peacekeeping Missions*, Turkish Institute for Police Studies, 3.

Hamilton, J. (1998). *L'origine des Turcs*. Turcica, 30. Peeters. 255-261. https://poj.peeters-leuven.be/content.php?url=article&id=2004300

Haneş, N., & Andrei, A. (2015). *Culture As Soft Power In International Relations*. *International conference*. KNOWLEDGE-BASED ORGANIZATION, 21. <a href="https://doi.org/10.1515/kbo-2015-0005">https://doi.org/10.1515/kbo-2015-0005</a>

Hazai, G. (1992). Széljegyzetek egy turkológiai kézikônyv margôjâra, Keletkutatás, 82-92

Hissard, D. (2023) *La mobilité étudiante dans le monde : chiffres clés*. rapport de Campus France. <a href="https://chiffrescles2023.campusfrance.org/la-mobilite-etudiante-entrante">https://chiffrescles2023.campusfrance.org/la-mobilite-etudiante-entrante</a>

Ilhan, S. (1995). Geopolitics developments and the Turkish world, Eurasian Studies, 3.

Ipek, C.D. (2017). *Gasprinski : un des symboles de l'éveil du monde turc*. TRT. <a href="https://www.academia.edu/35432028/Gasprinski un des symbols de l%C3%A9veil du monde turc">https://www.academia.edu/35432028/Gasprinski un des symbols de l%C3%A9veil du monde turc</a>

Joannin, P. (2004). La politique turque à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase du sud. Fondation Robert Schuman.

https://www.robert-schuman.eu/entretiens-d-europe/251-la-politique-turque-a-l-egard-de-l-asie-centrale-et-du-caucase-du-sud

Johanson, L., & Csató, É.Á. (2021). *The Turkic Languages*. Routledge. <a href="https://doi.org/10.4324/9781003243809">https://doi.org/10.4324/9781003243809</a>

Josseran, T. (2011). *Turquie : repenser l'Empire. La nouvelle politique étrangère turque*. Diploweb. https://www.diploweb.com/Turquie-repenser-l-Empire.html

Karaosmanoğlu, Ali L. (2000). *The evolution of the national security culture and the military in Turkey*. Journal of International Affairs, 54(1), 199-216. https://www.jstor.org/stable/24357696?read-now=1

Kavak, Y., Başkan, G.A. (2011). *Educational policies and applications of Turkey towards Turkic Republics and Communities*, Hacettepe University Faculty of Education Journal, 20. pp. 92-103.

Kaya, A. (2015). *Islamisation of Turkey under the AKP rule : empowering family, faith and charity*, South European Society and Politics, 20, 215-234. https://doi.org/10.1080/13608746.2014.979031

Kaya, A. & Tecmen, A., (2011) *The Role of Common Cultural Heritage in External Promotion of Modern Turkey: Yunus Emre Cultural Centres*. European Institute Working Paper Series Issue 4.

Kelkitli, F.A. (2020). The role of international educational exchange in Turkish foreign policy as a reconstructed soft power tool. All Azimut, 10(1), 41-58. https://doi.org/10.20991/allazimuth.707710

Kentel, F. (2001). *Turquie : la conquête du centre par le Loup gris*. Critique internationale, 12, 39-46. <a href="https://doi.org/10.3917/crii.012.0039">https://doi.org/10.3917/crii.012.0039</a>

Kıran, Y.S. & Açıkalın, Ş.N. (2021). *New Tools of soft power: Turkey's education and science diplomacy*. Hacettepe University Journal of Education, 36(4), 977-985. http://www.efdergi.hacettepe.edu.tr/yonetim/icerik/makaleler/3914-published.pdf

Kıran, Y.S.(2021). Science Diplomacy Webinar. Hacettepe University.

Kızak, E.B. (2018), *Doktrin ve lider ekseninde Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi'nin milliyetçi hareket partisi'ne dönüşümü*. [Mémoire, Kocaeli Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Uluslararası İlişkiler Anabilim Dalı Siyasi Tarih Bilim Dalı].

Kramer, H. (1996). Will Central Asia become Turkey's sphere of influence?, Journal of International Affairs, 1(4).

https://dergipark.org.tr/tr/pub/perception/issue/49043/625636#article\_cite

Lachambre, R. (2019). L'évolution de la diplomatie publique turque sous l'AKP : l'exemple des activités de la TIKA dans les Balkans. Hypothèses.

https://ovipot.hypotheses.org/15260#footnote\_51\_15260

Laruelle, M., & Chercheur, C.E. (2008). Les Russes de l'étranger proche: Le thème diasporique et ses lobbies en Russie, Revue d'études Comparatives Est-Ouest, 39(1), 11–38.

https://www.jstor.org/stable/27026152

Landau, J. M. (1995). *Pan-Turkism: From irredentism to cooperation*. Indiana University Press.

https://archive.org/details/panturkismfromir0000land

Lemercier-Quelquejay, C. (1989). *A propos de Sultan Galiev*, Cahiers du Monde Russe et Soviétique, 30, 305-307. <a href="http://www.jstor.org/stable/20170681">http://www.jstor.org/stable/20170681</a>

Leonard, M. (2002). *Public Diplomacy*. London: Foreign Policy Centre. <a href="https://fpc.org.uk/publications/public-diplomacy/">https://fpc.org.uk/publications/public-diplomacy/</a>

Levystone, M. (2023). *Outils, perspectives et limites du partenariat turco-centrasiatique*, Confluences Méditerranée, 124, 117-128. <a href="https://doi.org/10.3917/come.124.0119">https://doi.org/10.3917/come.124.0119</a>

Limoncuoğlu, F. (2018). *Türkiye'de üçüncü yolun başı; Millet Partisi (1948)*, Akademik Hassasiyetler, 10, 145-155.

https://dergipark.org.tr/en/pub/akademik-hassasiyetler/issue/41937/487305

Lynch, C. & Klotz, A. (1999). *Le constructivisme dans la théorie des relations internationales*. Critique internationale, 2(2), 51-62. <a href="https://escholarship.org/uc/item/4c07m601#author">https://escholarship.org/uc/item/4c07m601#author</a>

Macleod, A., Masson, I. & Morin, D. (2004). *Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales*. Études internationales, 35(1), 7-24. <a href="https://doi.org/10.7202/008445ar">https://doi.org/10.7202/008445ar</a>

Mapping the Global Muslim Population. (2009). Pew Research Center's Forum on Religion & Public Life.

https://www.pewresearch.org/religion/2009/10/07/mapping-the-global-muslim-population/

Marcou, J. (2009). *A propos de la nouvelle politique étrangère turque*, Revue des deux Mondes, 148-154. <a href="https://www.jstor.org/stable/44194393">https://www.jstor.org/stable/44194393</a>

Marcou, J. (2011). La nouvelle politique étrangère de la Turquie. Les clés du Moyen-Orient.

https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-nouvelle-politique-etrangere-de-la-Turquie

Marcou, J. (2017). *La Turquie fille de la guerre*. laviedesidees.fr. <a href="https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20170417">https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20170417</a> turquiemarcou.pdf

Mark, S. L., (2010). Rethinking cultural diplomacy: The cultural diplomacy of New Zealand, the Canadian Federation and Quebec. Political Science, 62, 62–83.

#### https://doi.org/10.1177/00323187103704

Mead, W.R. 2004. *America's sticky power*. Foreign Policy, 141, 46. https://doi.org/10.2307/4147548

Minassian, T.T. (1999). *La neutralité de la Turquie : pendant la Seconde Guerre mondiale*. Guerres mondiales et conflits contemporains, 194, 117-148. https://www.jstor.org/stable/25732577

Moreau, O. (2016). La Turquie dans la Grande Guerre, de l'Empire ottoman à la République de Turquie, SOTECA, Paris.

Moreau-Richard, O. (2017). *Difficile sortie de guerre : de l'Empire ottoman à l'émergence de la jeune République de Turquie (1918-1924)*. Relations internationales, 171, 43-56. https://doi.org/10.3917/ri.171.0043

Mucchielli, A. (1991) *Les Méthodes qualitatives*. Paris, France: Presses universitaires de France.

Nohra, F. (2020). *Turcité, laïcité, islamité : le débat politique sur l'identité de la Turquie contemporaine*. Société, droit et religion, 10, 179-201. <a href="https://doi.org/10.3917/sdr.010.0179">https://doi.org/10.3917/sdr.010.0179</a>

Nuhoğlu, A. B. (2016). *Soft power : la nouvelle puissance du XXIe siècle et les acteurs du soft power de la Turquie*. [Mémoire, Département francophone des relations internationales de l'Université Yeditepe].

Nye, J. (2008). *Public Diplomacy and Soft Power*. The Annals of the American Academy of Political and Social Science, 616, 94-109. <a href="http://www.jstor.org/stable/25097996">http://www.jstor.org/stable/25097996</a>

Nye, J. (2005). *Soft Power and Higher Education*. Forum for the future of higher education. 11-14.

Nye, J,. (2004). *Soft power: The means to success in world politics*. Public Affairs. New York, United States of America.

Oğuzlu, T. (2007). *Soft power in Turkish foreign policy*. Australian Journal of International Affairs, 61(1), 81–97. <a href="https://doi.org/10.1080/10357710601142518">https://doi.org/10.1080/10357710601142518</a>

Öktem, K. (2010). *New islamic actors after the Wahhabi Intermezzo : Turkey's return to the Muslim Balkans*. European Studies Centre, University of Oxford, 12.

Öniş, Z. (2010). *Crises and transformations in Turkish political economy*. Turkish Policy Quarterly. 9(3), 45-61. <a href="http://turkishpolicy.com/pdf/vol\_9-no\_3-onis.pdf">http://turkishpolicy.com/pdf/vol\_9-no\_3-onis.pdf</a>

Ouchiha, T. (2016) . Les médias comme "soft power". La part géopolitique dans les chaînes d'informations internationales : étude comparative entre le canal arabophone de France 24 et Al Jazeera. [Thèse de doctorat, Sciences de l'information et de la communication, Université Paul Valéry, Montpellier III].

The Economist (2024). *The third-largest exporter of television is not who you might expect*. <a href="https://www.economist.com/culture/2024/02/15/the-third-largest-exporter-of-television-is-not-who-you-might-expect">https://www.economist.com/culture/2024/02/15/the-third-largest-exporter-of-television-is-not-who-you-might-expect</a>

Özçubukçu, M. G. (2024). *Dil birliğinde büyük adım : Türk Dünyası Ortak Alfabe Çalışmaları*. TUDPAM Türk Dış Politikası Araştırma Merkezi. <a href="https://tudpam.org/dil-birliginde-buyuk-adim-turk-dunyasi-ortak-alfabe-calismalari/">https://tudpam.org/dil-birliginde-buyuk-adim-turk-dunyasi-ortak-alfabe-calismalari/</a>

Özkan, G. & Demirtepe, M.T. (2012). *Transformation of a Development Aid Agency : TIKA in a Changing Domestic and International Setting*. Turkish Studies, 13(4), 647-664. http://dx.doi.org/10.1080/14683849.2012.746442

Özkan, M. (2014). *Turkey's religious diplomacy*. Arab World Geographer. 17(3), 223-237. https://www.researchgate.net/publication/281344192 Turkey's Religious Diplomacy

Öztürk, A.E. (2021). *Islam and Foreign Policy : Turkey's ambivalent religious soft power in the authoritarian turn*. Religions. 12(1). https://doi.org/10.3390/rel12010038

Öznur, Hakkı (1999). Ülkücü Hareket - CKMP'den MHP'ye Cilt I. (2.b.). Ankara: Alternatif Yayınları

Pahlavi, C. (1999). La politique culturelle de la Turquie dans les pays turcophones de Transcaucasie et d'Asie centrale depuis 1991. [Mémoire, Département de science politique, faculté des Arts et des Sciences, Université de Montréal]

Pahlavi, C. (2002). La diplomatie culturelle à l'ère de l'interdépendance globale : la Turquie à la recherche d'éléments fédérateurs de l'identité panturque. Études internationales, 33(2), 247-274.

https://www.erudit.org/fr/revues/ei/2002-v33-n2-ei3089/704407ar.pdf

Pajtinka, E. (2014). Cultural Diplomacy in the Theory and Practice of Contemporary International Relations. Politické vedy, 95-108.

http://www.politickevedy.fpvmv.umb.sk/userfiles/file/4 2014/PAJTINKA2.pdf

Paris, J. (2013). Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question. Hérodote. 1(148), 156-170. <a href="https://doi.org/10.3917/her.148.0156">https://doi.org/10.3917/her.148.0156</a>

Parlak, N. (2007). Orta Asya-Kafkasya-Balkan Ülkeleriyle İlişkiler ve Türk Dış Yardımları (1992-2003). TIKA, Ankara.

Pürtaş, F., (2013). *Türk dış politikasının yükselen değeri: Kültürel diplomasi*. Gazi Akademik Bakış, 7(13), 1-14.

Raptopoulos, N. (2007). La famille des langues turques et le défi d'une création d'une communauté turcophone en Eurasie : le rôle assumé par Ankara. Revue internationale de politique comparée. 1(14), 131-150. https://doi.org/10.3917/ripc.141.0131

Rashid, A. (1994). The resurgence of Central Asia: Islam or nationalism?, Zed Books, Londres.

https://archive.org/details/resurgenceofcent0000rash/page/n3/mode/1up

Raufer, X. (2020) *Les loups gris : une forte influence en Europe*. Conflits. https://www.revueconflits.com/les-loups-gris-une-forte-influence-en-europe/

Relations avec l'administration conjointe de la culture et des arts turcs (TURKSOY), et projet d'accord entre cette organisation et l'UNESCO. (1996). [Rapport de réunion du 149e Conseil exécutif]. UNESCO. <a href="https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000103511\_fre">https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000103511\_fre</a>

Roméo, L. (2010). Comité Union et Progrès dans l'Empire ottoman. Les clés du Moyen-Orient.

https://www.lesclesdumoyenorient.com/Comite-Union-et-Progres-dans-l.html

Saida, N. (2022). To Deepen Relations With Uzbekistan, Turkey Leans on Cultural Appeal, The Diplomat.

https://thediplomat.com/2022/10/to-deepen-relations-with-uzbekistan-turkey-leans-on-cultural-appeal/

Saint-Yves, E. (2022). Géopolitique de l'enseignement supérieur turc, Institut des Relations Internationales et Stratégiques, Programme Asie, Asia Focus, 176.

https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2022/03/Asia-Focus-176.pdf

Sellier, J. & Sellier, A. (1993). *Atlas des peuples d'Orient, Moyen-Orient, Caucase, Asie Centrale*. La Découverte, 146-187.

https://archive.org/details/atlasdespeuplesd0000sell\_g0d5/page/178/mode/2up

Schmid, D. (2014). *Turquie : le syndrome de Sèvres, ou la guerre qui n'en finit pas*, Politique étrangère, 1, 199-213<a href="https://doi.org/10.3917/pe.141.0199">https://doi.org/10.3917/pe.141.0199</a>

Simon, H.A. (1998). *Information 101: It's not what you know, it's how you know it.* Journal for Quality and Participation, 21(4), 30-33.

Sinor, D. (2003). *Redécouvrir l'Asie Centrale*. Diogène, 204, 9-24. https://doi.org/10.3917/dio.204.0009

Stern, X., (2019). *La perspective historique dans la politique étrangère de la Turquie à l'ère de l'AKP*. [Mémoire, Master Moyen-Orient, Global Studies Institute Université de Genève].

Süleymanov, M., & Darabadi, P. (2016). *Qafqaz İslam ordusu və Azərbaycan*. Hərbi Nəşriyyat. <a href="https://books.google.com.tr/books?id=2pDQxgEACAAJ">https://books.google.com.tr/books?id=2pDQxgEACAAJ</a>

Surel, Y. (2015). Chapitre 4: Méthodes qualitatives. La science politique et ses méthodes, 173-222

https://www.cairn.info/la-science-politique-et-ses-methodes--9782200246082-page-173.ht m

Tekeli, M. (2023). Türk dünyasında milliyetçilik hareketlerinin türk kültürü ve diline yansıması, Yeni düşünce, 824, 26-31.

https://avesis.gazi.edu.tr/yayin/ca8fdc91-8caa-4f4d-b6c1-22888597adf0/milliyetcilik-harek etlerinin-turk-kulturu-ve-diline-vansimasi

Tinas, R. (2020). *Quel rôle jouent les séries historiques turques : manuels d'histoire ou fictions ?*, TV/Series, 17. <a href="https://doi.org/10.4000/tvseries.4042">https://doi.org/10.4000/tvseries.4042</a>

Toprak, B. (1981) Islam and political development in Turkey, *The Encyclopedia of Islam*. Brill, E.J. Leiden.

Toutant, M. (2016). *De l'indigénisation soviétique au panturquisme académique*. European Journal of Turkish Studies, 22.

https://doi.org/10.4000/ejts.5308

Türkiye işbirliği ve Kalkınma İdaresi Başkanlığı. (2004). *Türkiye Kalkınma Yardımları Raporu*, Ankara.

Tutal-Cheviron, N. & Çam, A., (2017). Chapitre 7. La vision turque du "soft -power" et l'instrumentalisation de la culture. Dominique Marchetti. *La circulation des productions culturelles : Cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans.* 

https://www.academia.edu/32345022/La\_vision\_turque\_du\_soft\_power\_et\_linstrumentalisa\_tion\_de\_la\_culture

Uhrès, J. (2001). La fin de l'URSS: l'occasion d'un "retour" turc en Asie centrale?. Dans B. Balcı & B. Buchwalter (éds.), *La Turquie en Asie centrale*. Institut français d'études anatoliennes. <a href="https://books.openedition.org/ifeagd/139">https://books.openedition.org/ifeagd/139</a>

Ülgen, S. (2023). *La Turquie en quête d'autonomie stratégique*, Politique étrangère, 2, 25-38. https://doi.org/10.3917/pe.232.0025

Üre, P. (2017). *Panturkism*. 1914-1918-Online. International Encyclopedia of the First World War, Ed. Ute Daniel, Peter Gatrell, Oliver Janz, Heather Jones, Jennifer Keene, Alan Kramer, and Bill Nasson. <a href="https://doi.org/10.15463/ie1418.11176">https://doi.org/10.15463/ie1418.11176</a>

Vuving, A. (2009). *How Soft Power Works*. American Political Science Association annual meeting, Toronto. <a href="https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\_id=1466220">https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\_id=1466220</a>

Wyszomirski, M. J., Burgess, C., & Peila, C. (2003). *International Cultural Relations: A Multi-Country Comparison*. Public Diplomacy Research Series, 1(1), 1–29.

Yanık, A. (2023). *An analysis of Turkish soft power politics in central asia during AK parti era (2002-2023)*. [Mémoire, Social Sciences University of Ankara, The graduate school of social sciences].

Yavuz, M.H. (2003). *Islamic political identity in Turkey*. Oxford University Press. <a href="https://library.ourtasc.org/wp-content/uploads/2021/02/10.1.1.468.2947.pdf">https://library.ourtasc.org/wp-content/uploads/2021/02/10.1.1.468.2947.pdf</a>

Yégavian, T. (2021). La diaspora, un rôle géopolitique unique. L'exemple de la diaspora turque. Entretien avec Tigrane Yegavian. Conflits.

https://www.revueconflits.com/yegavian-tigrane-etienne-floriac-diaspora-turquie/

Yılmaz, A.N & Kılıçoğlu, G. (2018). *Türkiye'nin orta asya'daki yumuşak gücü ve kamu diplomasisi uygulamalarının analizi*. Türk Dünyası Araştırmaları TDA, 119(235), 141-184. <a href="https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/1483089">https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/1483089</a>

Yukaruç, U. (2017). *A Critical Approach to Soft Power*. Journal of Bitlis Eren University Institute of Social Sciences, 6(2), 491-502.

https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/393488

Yüksek Eğitim Kurumu. (2021). Higher Education System in Turkey.

 $\underline{https://www.yok.gov.tr/Documents/Yayinlar/Yayinlarimiz/2021/higher-education-system-in}\\ \underline{-turkey-2021.pdf}$ 

## **Sitographie**

Agence Anadolu. (2024). Histoire. https://www.aa.com.tr/fr/p/histoire

Agence Anadolu. (2024). *Bureaux à l'étranger*. https://www.aa.com.tr/fr/p/bureaux-%C3%A0-1%C3%A9tranger

Ahmet Yesevi Üniversitesi. (2023). *Başkandan mesaj*. https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/baskandan-mesaj

Ahmet Yesevi Üniversitesi. (2023). *Ahmet Yesevi Kimdir*. https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/ahmet-yesevi-kimdir

Ahmet Yesevi Üniversitesi. (2023). *Vizyonumuz*. <a href="https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/vizyonumuz">https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/vizyonumuz</a>

Ahmet Yesevi Üniversitesi. (2023). *Misyonumuz*. <a href="https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/misyonumuz">https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/misyonumuz</a>

Ahmet Yesevi Üniversitesi. (2023). *Ahmet Yesevi Üniversitesi Hakkında*. <a href="https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/hakkimizda/hakkimizda">https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/hakkimizda</a>

Ahmet Yesevi Üniversitesi. (2023). *Ahmet Yesevi Üniversitesi Tarihçesi*. <a href="https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/tarihce">https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/tarihce</a>

Ahmet Yesevi Üniversitesi. (2023). *Temel değerlerimiz*. <a href="https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/temel-degerlerimiz">https://www.ayu.edu.tr/hakkimizda/temel-degerlerimiz</a>

Institut Yunus Emre Paris. (2020), Carte. https://paris.yee.org.tr/fr/map

Kırgızistan-Türkiye Manas Üniversitesi. (2024). *KTMÜ Hakkında*. <a href="https://manas.edu.kg/tr/manas">https://manas.edu.kg/tr/manas</a>

Kırgızistan-Türkiye Manas Üniversitesi. (2024). *Misyon ve Vizyon*. <a href="https://manas.edu.kg/tr/about\_manas/mission">https://manas.edu.kg/tr/about\_manas/mission</a>

Kırgızistan-Türkiye Manas Üniversitesi. (2024). *Tarihçe*. <a href="https://manas.edu.kg/tr/about\_manas/history">https://manas.edu.kg/tr/about\_manas/history</a>

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). *La politique* étrangère nationale du "Siècle de la Turquie". https://www.mfa.gov.tr/vue-generale.fr.mfa

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). *Promouvoir notre pays à l'étranger*. <a href="https://www.mfa.gov.tr/promouvoir-notre-pays-a-l-etranger.fr.mfa">https://www.mfa.gov.tr/promouvoir-notre-pays-a-l-etranger.fr.mfa</a>

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). *Relations de la Turquie avec les Républiques d'Asie centrale*.

 $\underline{https://www.mfa.gov.tr/relations-de-la-turkiye-avec-les-republiques-d\_asie-centrale.fr.mfa}$ 

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). *Relations politiques entre la Turquie et le Kazakhstan*.

https://www.mfa.gov.tr/relations-politiques-entre-la-turkiye-et-le-kazakhstan.fr.mfa

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). *Relations politiques entre la Turquie et l'Ouzbékistan*.

https://www.mfa.gov.tr/relations-politiques-entre-la-turkiye-et-l-ouzbekistan.fr.mfa

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). *Relations politiques entre la Turquie et le Turkménistan*.

https://www.mfa.gov.tr/relations-politiques-entre-la-turkiye-et-le-turkmenistan.fr.mfa

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). Les relations de la Turquie avec les Pays du Caucase du Sud.

 $\underline{https://www.mfa.gov.tr/relations-de-la-turkiye-avec-les-pays-du-caucase-du-sud.fr.mfa}$ 

Ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie. (2022). *Relations politiques entre la Turquie et l'Azerbaïdjan*.

 $\underline{https://www.mfa.gov.tr/relations-politiques-entre-la-turkiye-et-l-azerbaidjan.fr.mfa}$ 

Suleyman Demirel University. (2024). About us. https://sdu.edu.kz/language/en/about-us-3/

TOBB ETÜ Tashkent. (2024). History. https://www.tobbetu.uz/page/how-it-all-began

Türkiye Diyanet İşleri Başkanlığı. (2024). *Kurumsal*. <a href="https://www.diyanet.gov.tr/tr-TR/Kurumsal/Indeks/">https://www.diyanet.gov.tr/tr-TR/Kurumsal/Indeks/</a>

Türkiye Diyanet Vakfi. (2024). Kurumsal. https://tdv.org/tr-TR/kurumsal/

Türkiye Diyanet Vakfi. (2024). *Faaliyetlerimiz*. https://tdv.org/tr-TR/faaliyetlerimiz/

Türkiye Bursları. (2024). About us. <a href="https://turkiyeburslari.gov.tr/about">https://turkiyeburslari.gov.tr/about</a>

Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı. (2024). *About us*. https://tika.gov.tr/en/institutional/about-us/

Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı. (2024). *President.* <a href="https://tika.gov.tr/en/institutional/president/">https://tika.gov.tr/en/institutional/president/</a>

Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı. (2024). *History*. <a href="https://tika.gov.tr/en/institutional/history/">https://tika.gov.tr/en/institutional/history/</a>

Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı. (2024). *Offices*. https://tika.gov.tr/en/offices/

Türkiye Mezunları. (2024). *Hakkımızda*. https://www.turkiyemezunlari.gov.tr/hakkimizda

Türkiye Mezunları. (2024). *Mezun Dernekleri*. <a href="https://www.turkiyemezunlari.gov.tr/mezun-dernekleri">https://www.turkiyemezunlari.gov.tr/mezun-dernekleri</a>

TURKSOY. (2022). Tarihçe. https://www.turksoy.org/tarihce

TURKSOY. (2022). Geleneksel Etkinlikler. <a href="https://www.turksoy.org/geleneksel-etkinlikler">https://www.turksoy.org/geleneksel-etkinlikler</a>

TURKSOY. (2022). Kültür başkentleri. <a href="https://www.turksoy.org/kultur-baskentleri">https://www.turksoy.org/kultur-baskentleri</a>

TRT Avaz. (2024). Hakkimizda. https://www.trtavaz.com.tr/hakkimizda

TRT Kurumsal. (2024). Tarihçe. <a href="https://www.trt.net.tr/kurumsal/tarihce">https://www.trt.net.tr/kurumsal/tarihce</a>

Yunus Emre Enstitüsü Astana (2024). *Kemankeş Projesi*. <a href="https://www.yee.org.tr/tr/yayin/kemankes-projesi">https://www.yee.org.tr/tr/yayin/kemankes-projesi</a>

Yunus Emre Enstitüsü. (2024). *Vision - Mission*. https://www.yee.org.tr/en/corporate/vision-mission

Yunus Emre Enstitüsü. (2024). *Yunus Emre Institute*. <a href="https://www.yee.org.tr/en/corporate/yunus-emre-institute">https://www.yee.org.tr/en/corporate/yunus-emre-institute</a>

Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı. (2020). *Başkanlığımız*. <a href="https://www.vtb.gov.tr/kurumsal/baskanlik">https://www.vtb.gov.tr/kurumsal/baskanlik</a>

## Glossaire des abréviations

**AA**: Anadolu Ajansı (Agence de presse Anadolu)

**AKP**: Adalet ve Kalkınma Partisi (Parti de la Justice et du Développement)

**AP**: Adalet Partisi (Parti de la Justice)

**CEE**: Communauté Economique Européenne

**CEI**: Communauté des États Indépendants

**CHP**: Cumhuriyet Halk Partisi (Parti Républicain du Peuple)

**CKMP**: Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi (Parti de la Nation Paysanne)

**CMP**: Cumhuriyetçi Millet Partisi (Parti de la Nation Républicaine)

CUP: İttihat ve Terakki Cemiyeti (Comité Union et Progrès)

**DP**: Demokrat Parti (Parti Démocratique)

**FMI**: Fonds Monétaire International

**MHP**: Milliyetçi Hareket Partisi (Parti du Mouvement Nationaliste)

**MP**: Millet Partisi (Parti de la Nation)

**ONU**: Organisation des Nations Unies

**OTAN**: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

**PKK**: Partiya Karkerên Kurdistan (Parti des travailleurs kurdes)

**RTÜK**: Radyo ve Televizyon Üst Kurulu (Conseil Suprême de la Radio et de la

Télévision)

**TBMM**: Türkiye Büyük Millet Meclisi (Grande Assemblée Nationale de Turquie)

**TDT**: Türk Devletler Teşkilatı (Organisation des États Turciques)

**TDK**: Türk Dil Kurumu (Fondation de la langue turque)

**THY**: Türk Hava Yolları (Turkish Airlines)

TİKA: Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı (Présidence de l'Agence

de Coopération et de Coordination Turque)

**TKP**: Türkiye Köylü Partisi (Parti Communiste de Turquie)

**TMV**: Türkiye Maarif Vakfı (Fondation Maarif Turque)

**TRT**: Türkiye Radyo Televizyon Kurumu (Corporation Turque de Radio et

Télévision)

TURKSOY: Organisation Internationale de la Culture Turque

UE: Union européenne

**UNESCO**: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

(Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)

**USD**: Dollar américain

YEE: Yunus Emre Enstitüsü (İnstitut Yunus Emre)

**YEV**: Yunus Emre Vakfı (Fondation Yunus Emre)

YÖK: Yüksek Öğretim Kurulu (Conseil de l'enseignement supérieur)

YTB: Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar (Présidence pour les Turcs à

l'étranger et les communautés apparentées)

#### ANTI-PLAGIARISM AND FRAUD STATEMENT

#### DECLARATION SUR L'HONNEUR CONTRE LE PLAGIAT ET LA FRAUDE

I certify that this thesis is my own work, based on my personal study and/or research and that I have acknowledged all material and sources as well as AI tools used in its preparation. I further certify that I have not copied or used any ideas or formulations from any book, article or thesis, in printed or electronic form, or from AI tools without specifically mentioning their origin, and that complete citations are indicated in quotation marks.

I also certify that this assignment/report has not previously been submitted for assessment in any other unit, except where specific permission has been granted from all unit coordinators involved, and that I have not copied in part or in full or otherwise plagiarised the work of other students and/or persons.

In accordance with the law, failure to comply with these regulations makes me liable to prosecution by the disciplinary commission and the courts of the Republic of France for university plagiarism.

Je certifie que ce mémoire est un travail original, basé sur mes propres études et recherches et que tous les outils et sources d'intelligence artificielle utilisés dans sa rédaction ont bien été signalés. Je certifie, de surcroît, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, ou créées par un outil d'intelligence artificielle, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Je certifie également que ce mémoire n'a pas été précédemment soumis pour évaluation dans une autre unité, sauf si une permission spécifique a été accordée par tous les coordinateurs d'unité impliqués, et que je n'ai pas copié en partie ou en totalité ou autrement plagié le travail d'autres étudiants et/ou personnes.

Conformément à la loi, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire et les tribunaux de la République française pour plagiat universitaire.

Name/Nom: Céline Gérard

Date: 16/06/2024

Signature: